

Rapport aux actionnaires pour le quatrième trimestre de 2008

BMO Groupe financier annonce un revenu net de 560 millions de dollars pour le quatrième trimestre. Les résultats sont bons dans l'ensemble, compte tenu de la conjoncture économique et de la situation des marchés.

PE Canada fait de réels progrès dans la réalisation de son plan stratégique, en produisant un revenu net de plus de 1,3 milliard de dollars pour l'exercice et d'excellents résultats pour le trimestre.

Les résultats du groupe Gestion privée reflètent une bonne performance sous-jacente, le revenu net de l'exercice égalant le résultat record de l'an dernier.

BMO Marchés des capitaux inscrit un revenu net de 285 millions de dollars pour le trimestre, grâce aux bons résultats de plusieurs secteurs d'activité de base.

Points saillants des résultats financiers :

Comparaison des résultats du quatrième trimestre de 2008 avec ceux du quatrième trimestre de 2007 :

- Revenu net de 560 millions de dollars, alors qu'il était de 452 millions en 2007.
- Résultat par action¹ (RPA) de 1,06 \$, alors qu'il était de 0,87 \$ en 2007, et RPA avant amortissement² de 1,08 \$ alors qu'il était de 0,89 \$ en 2007.
- Solide ratio du capital de première catégorie, à 9,77 %, selon les règles du Nouvel accord de Bâle (Bâle II).
- Rendement des capitaux propres de 14,0 %, résultat des avantages découlant de la diversification de nos secteurs d'activité.
- Transfert de titres d'une valeur de 2 milliards de dollars de notre portefeuille de titres de négociation à notre portefeuille de titres disponibles à la vente et comptabilisation de pertes non réalisées de 123 millions de dollars après impôts dans les capitaux propres.

Comparaison des résultats de l'exercice 2008 avec ceux de l'exercice 2007 :

- Revenu net de 1 978 millions de dollars en 2008, alors qu'il atteignait 2 131 millions en 2007.
- RPA de 3,76 \$, alors qu'il s'élevait à 4,11 \$ en 2007, et RPA avant amortissement de 3,83 \$ alors qu'il se chiffrait à 4,18 \$ en 2007.
- Rendement des capitaux propres de 13,0 %, alors qu'il s'élevait à 14,4 % en 2007.

Montréal, le 25 novembre 2008 – BMO Groupe financier a annoncé un revenu net de 560 millions de dollars pour le quatrième trimestre terminé le 31 octobre 2008, soit une augmentation de 24 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le résultat par action s'établit à 1,06 \$, soit une hausse de 0,19 \$ ou de 22 %.

« Le ratio de notre capital de première catégorie demeure élevé et le rendement de nos capitaux propres se chiffre à 14 % pour le trimestre et à 13 % pour l'exercice. Ces résultats illustrent la force et la stabilité relatives de BMO par rapport aux autres institutions financières du monde », a déclaré Bill Downe, président et chef de la direction, BMO Groupe financier.

« Notre performance globale au quatrième trimestre a été bonne et même si nous ne sommes pas immunisés contre les difficultés liées à la situation actuelle des marchés, nous nous concentrons sur nos activités de base et sur le service à la clientèle. Cela se reflète dans nos résultats de ce trimestre et dans l'accroissement de notre part de marché dans les secteurs prioritaires de nos services bancaires de détail au Canada.

« PE Canada, qui regroupe nos services bancaires aux particuliers et aux entreprises au Canada, a encore une fois obtenu d'excellents résultats. Après avoir augmenté son revenu et son revenu net à chacun des trimestres de l'exercice, le groupe a conclu cette solide performance en 2008 en augmentant son revenu net du quatrième trimestre de 19 % par rapport à la même période l'an dernier.

« Nous avons la réputation bien méritée de travailler avec nos clients à tous les stades du cycle du crédit. Dans la conjoncture économique actuelle, nous continuons à appliquer avec constance nos normes de soutien financier afin de permettre aux Canadiens et à leurs entreprises d'accéder au crédit. Nos clients et les clients potentiels ont reconnu notre engagement et cette approche renforce nos relations d'affaires et place nos services de détail au Canada en excellente position pour l'avenir. Les prêts aux particuliers ont fait un bond de 21 % par rapport à l'an dernier, en partie grâce à notre MargExpress sur valeur domiciliaire, et les prêts aux entreprises ont progressé de 12 % dans le segment des prêts de 1 million à 5 millions de dollars. Notre part des marchés des prêts aux particuliers et des dépôts de particuliers a augmenté par rapport à la même période l'an dernier et par rapport au troisième trimestre.

« Les résultats du groupe Gestion privée pour l'exercice égalent le record établi l'an dernier. Pour le quatrième trimestre, les résultats sont cependant en recul en raison des charges liées à notre offre d'achat de certains portefeuilles de clients liée à la situation difficile sur les marchés. Après rajustement pour tenir compte de ces charges, les résultats du trimestre et la performance sous-jacente sont bons », a ajouté M. Downe.

Les résultats de nos services bancaires aux particuliers et aux entreprises aux États-Unis se sont détériorés en raison de la hausse des coûts d'intégration, d'une hausse de la réserve annoncée plus tôt au titre d'un litige concernant Visa et de l'incidence de la conjoncture difficile des marchés sur les revenus et les frais. L'intégration de nos acquisitions au Wisconsin est maintenant complétée. Le revenu net a diminué et s'établit à 11 millions de dollars américains pour le trimestre, ou à 24 millions de dollars américains après rajustement pour tenir compte de la charge liée au litige et des coûts d'intégration, ce qui reflète le contexte difficile. Nous restons déterminés à satisfaire aux besoins de nos clients en dépit de la conjoncture défavorable et à renforcer nos relations d'affaires pour établir une base solide en prévision de la prochaine reprise économique aux États-Unis.

« Les résultats de BMO Marchés des capitaux se sont améliorés pour un troisième trimestre de suite et ils ont considérablement progressé par rapport à la même période l'an dernier. Même si certains secteurs d'activité sont manifestement touchés par le ralentissement des activités et les charges liées aux conditions actuelles des marchés, plusieurs de nos principaux secteurs d'activité ont connu une solide croissance au cours du trimestre, notamment ceux qui sont sensibles aux taux d'intérêt ainsi que ceux de la négociation de contrats de change et de la négociation de produits structurés à l'intérieur des Produits de négociation », a conclu M. Downe. Les charges comptabilisées au cours du trimestre sont présentées en détail dans la section intitulée Incidence de la conjoncture des marchés financiers sur les résultats du quatrième trimestre.

Le revenu de BMO s'est accru de 28 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice précédent, alors que les frais ont augmenté de 10 %. La croissance du revenu net a été ralentie par la hausse des pertes sur créances. Les dotations à la provision pour pertes sur créances totalisent 465 millions de dollars pour le trimestre dont une part de 333 millions de dollars a été attribuée aux Services d'entreprise conformément à notre méthode de la perte prévue. Il y a eu une majoration de 150 millions de dollars de la provision générale. Les dotations à la provision spécifique, à 315 millions de dollars, ont diminué par rapport au trimestre précédent, mais elles ont considérablement augmenté par rapport à la même période l'an dernier, en raison de la faiblesse de l'économie des États-Unis, particulièrement dans le secteur immobilier.

Le taux d'imposition effectif pour le trimestre était un taux de recouvrement de 9,2 % et incluait des recouvrements de 73 millions de dollars d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures. Si on fait abstraction de l'incidence de l'augmentation de la provision générale, des recouvrements d'impôts et de l'augmentation de la proportion de revenus provenant de territoires où les taux d'imposition sont moins élevés, le taux d'imposition effectif du quatrième trimestre se situe dans la fourchette normale prévue de 16 % à 20 %.

1 Sauf indication contraire, lorsqu'il est question du résultat par action (RPA) dans le présent document, il s'agit toujours du résultat dilué par action.

2 Les rajustements qui ont pour effet de substituer les résultats avant amortissement aux résultats selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) sont exposés dans la section Mesures non conformes aux PCGR, à la fin du rapport de gestion, où sont également expliqués toutes les mesures non conformes aux PCGR et leurs plus proches équivalents selon les PCGR.

Faits saillants

(non vérifié)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Pour les trois mois terminés le

Pour les douze mois terminés le

	31 octobre 2008	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 janvier 2008	31 octobre 2007	Variation par rapport au 31 octobre 2007	31 octobre 2008	31 octobre 2007	Variation par rapport au 31 octobre 2007
Points saillants de l'état des résultats									
Revenu total	2 813 \$	2 746 \$	2 620 \$	2 026 \$	2 200 \$	27,9 %	10 205 \$	9 349 \$	9,2 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	465	484	151	230	151	+100	1 330	353	+100
Frais autres que d'intérêts	1 818	1 782	1 680	1 614	1 655	9,9	6 894	6 601	4,4
Revenu net	560	521	642	255	452	23,9	1 978	2 131	(7,2)
Données relatives aux actions ordinaires (en dollars)									
Résultat dilué par action	1,06 \$	0,98 \$	1,25 \$	0,47 \$	0,87 \$	0,19 \$	3,76 \$	4,11 \$	(0,35) \$
Résultat dilué par action avant amortissement a)	1,08	1,00	1,26	0,49	0,89	0,19	3,83	4,18	(0,35)
Dividende déclaré par action	0,70	0,70	0,70	0,70	0,70	0,00	2,80	2,71	0,09
Valeur comptable d'une action	32,02	30,15	29,71	28,64	28,29	3,73	32,02	28,29	3,73
Cours de clôture d'une action	43,02	47,94	50,10	56,75	63,00	(19,98)	43,02	63,00	(19,98)
Valeur marchande globale des actions ordinaires (en milliards de dollars)	21,7	24,2	25,2	28,3	31,4	(9,7)	21,7	31,4	(9,7)

Au

	31 octobre 2008	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 janvier 2008	31 octobre 2007	Variation par rapport au 31 octobre 2007
Points saillants du bilan						
Actif	416 050 \$	375 047 \$	375 158 \$	376 825 \$	366 524 \$	13,5 %
Solde net des prêts et acceptations	214 995	208 315	205 422	211 931	201 188	6,9
Dépôts	257 670	248 657	238 580	242 911	232 050	11,0
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	16 158	15 207	14 954	14 304	14 102	14,6

Pour les trois mois terminés le

Pour les douze mois terminés le

	31 octobre 2008	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 janvier 2008	31 octobre 2007		31 octobre 2008	31 octobre 2007
Principales mesures financières (%) b)								
Rendement total des capitaux propres, annualisé sur cinq ans	0,9	5,1	8,2	10,1	14,2		0,9	14,2
Croissance du résultat dilué par action	21,8	(23,4)	(3,1)	(29,9)	(35,6)		(8,5)	(20,2)
Croissance du résultat dilué par action, avant amortissement a)	21,3	(23,1)	(3,8)	(27,9)	(35,0)		(8,4)	(20,1)
Rendement des capitaux propres	14,0	13,5	17,9	6,7	12,2		13,0	14,4
Rendement des capitaux propres, avant amortissement a)	14,3	13,7	18,1	6,9	12,5		13,3	14,7
Croissance du profit économique net a)	+100	(56,5)	(7,9)	(+100)	(78,1)		(32,8)	(51,0)
Lever d'exploitation	18,0	0,1	(0,5)	1,5	(13,2)		4,8	(10,3)
Lever d'exploitation, avant amortissement a)	18,0	0,0	(0,7)	1,5	(13,2)		4,7	(10,3)
Croissance du revenu	27,9	7,5	3,6	(2,0)	(10,6)		9,2	(6,4)
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu	64,6	64,9	64,1	79,7	75,2		67,6	70,6
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu, avant amortissement a)	64,2	64,5	63,8	79,2	74,7		67,1	70,1
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,81	0,89	0,28	0,42	0,29		0,60	0,17
Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total des capitaux propres et de la provision pour pertes sur créances	11,34	9,09	9,54	7,46	4,07		11,34	4,07
Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total	29,1	29,6	29,6	30,7	33,1		29,1	33,1
Ratio du capital de première catégorie - Bâle II	9,77	9,90	9,42	9,48	s.o.		9,77	s.o.
Ratio du capital de première catégorie - Bâle I	9,41	9,45	9,03	9,05	9,51		9,41	9,51
Cote de crédit								
Standard & Poor's	A+	A+	A+	A+	A+		A+	A+
Moody's	Aa1	Aa1	Aa1	Aa1	Aa1		Aa1	Aa1
Fitch	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-		AA-	AA-
DBRS	AA	AA	AA	AA	AA		AA	AA

Autres ratios financiers (%) sauf indication contraire) b)

Rendement total des capitaux propres sur douze mois	(27,9)	(24,4)	(24,6)	(15,6)	(5,8)		(27,9)	(5,8)
Rendement des actions	6,51	5,84	5,59	4,93	4,44		6,51	4,30
Ratio cours-bénéfice (nombre de fois)	11,4	13,4	12,9	14,5	15,3		11,4	15,3
Ratio cours-valeur comptable (nombre de fois)	1,34	1,59	1,69	1,98	2,23		1,34	2,23
Profit économique net (en millions de dollars) a)	145	122	266	(127)	71		405	603
Rendement de l'actif moyen	0,54	0,52	0,66	0,26	0,48		0,50	0,59
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen	1,71	1,59	1,48	1,45	1,47		1,56	1,59
Revenu autre que d'intérêts en pourcentage du revenu total	49,8	53,2	55,2	40,1	45,7		50,2	48,2
Croissance des frais autres que d'intérêts	9,9	7,4	4,1	(3,5)	2,6		4,4	3,9
Croissance des frais autres que d'intérêts, avant amortissement a)	9,9	7,5	4,3	(3,5)	2,6		4,5	3,9
Ratio du capital total - Bâle II	12,17	12,29	11,64	11,26	s.o.		12,17	s.o.
Ratio du capital total - Bâle I	12,06	12,07	11,47	11,09	11,74		12,06	11,74
Ratio des capitaux propres à l'actif	4,3	4,5	4,4	4,1	4,2		4,3	4,2

Tous les ratios figurant dans ce rapport ont été établis d'après des chiffres non arrondis.

a) Se reporter à la section « Mesures non conformes aux PCGR » dans le Rapport de gestion pour une explication des résultats avant amortissement et du profit économique net. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent les lecteurs de ces analyses que les résultats et autres mesures rajustés selon une base autre que les

principes comptables généralement reconnus (PCGR) n'ont pas une signification standard en vertu des PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises.

b) Résultats pour la période terminée à la date indiquée ou situation à cette date, selon le cas. s.o. - sans objet.

Revue des résultats des groupes d'exploitation

PE Canada

Le revenu net s'établit à 344 millions de dollars, soit une hausse de 57 millions ou de 19 % par rapport à la même période l'an dernier. Il s'agit d'un excellent résultat, le revenu et le revenu net ayant augmenté à chacun des trimestres de 2008. Les volumes de la plupart des produits ont sensiblement augmenté. Pour l'exercice 2008, le revenu net s'établit à 1 320 millions de dollars, soit une hausse de 53 millions ou de 4,1 % par rapport à l'exercice précédent. Il y a un an, le revenu net incluait une somme de 6 millions de dollars due à trois éléments, soit un recouvrement d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs de 43 millions et deux éléments qui ont amoindri le résultat d'un montant net de 78 millions de dollars (37 millions après impôts) : un gain lié à MasterCard et un rajustement du passif lié aux échanges de récompenses de notre programme de fidélisation des clients titulaires de cartes de crédit.

Le revenu du quatrième trimestre s'est accru de 202 millions de dollars ou de 18 % par rapport à la même période l'an dernier. Après rajustement pour tenir compte des éléments ci-dessus, le revenu a augmenté de 124 millions de dollars ou de 10 %. La forte croissance des volumes s'est poursuivie en dépit du ralentissement de l'économie. Le revenu a augmenté dans les secteurs des services aux particuliers et des services aux entreprises et particulièrement dans celui des services de cartes et de règlement. La marge nette d'intérêts s'est accrue par rapport à la même période l'an dernier, mais elle est restée inchangée comparativement au troisième trimestre. Par rapport au quatrième trimestre de l'an dernier, la marge a bénéficié des intérêts sur des remboursements d'impôts, d'une évolution favorable de la répartition des produits et de rendements des produits plus élevés, facteurs partiellement neutralisés par la hausse des coûts de mobilisation des fonds et la baisse des frais de refinancement des prêts hypothécaires.

Les frais ont augmenté de 38 millions de dollars ou de 5,7 % par rapport à la même période l'an dernier, en raison de la hausse des coûts liés au personnel, et de l'augmentation des impôts sur le capital. Nous poursuivons nos investissements stratégiques dans nos activités, notamment dans l'agrandissement et la rénovation de notre réseau de succursales et la technologie des cartes de crédit et de débit à puce, ainsi que dans l'accroissement du nombre de nos spécialistes des prêts hypothécaires et de nos planificateurs financiers. Au cours de l'exercice 2008, nous avons ouvert 16 nouvelles succursales et en avons fermé 10, en plus d'en relocaliser 11 et d'en agrandir sept autres.

Dans le secteur des services bancaires aux particuliers, la plupart des produits ont poursuivi leur croissance. La croissance des prêts aux particuliers par rapport à la même période l'an dernier a été solide, à 21 %, notre part de marché augmentant de 89 points de base par rapport à la même période l'an dernier et de 33 points de base comparativement au troisième trimestre. Notre MargExpress sur valeur domiciliaire continue à jouer un rôle important dans la croissance accélérée des prêts aux particuliers. Notre portefeuille de prêts hypothécaires a progressé, les nouveaux prêts établis ayant plus que compensé l'effet de notre décision de ne plus recourir aux courtiers hypothécaires. Les dépôts des particuliers ont légèrement augmenté par rapport à la même période l'an dernier, le nombre de titulaires actifs de compte de chèques poursuivant sa croissance et le nombre de produits par ménage évoluant de manière positive. Notre part du marché des dépôts de particuliers a augmenté de 6 points de base par rapport à la même période l'an dernier et de 1 point de base comparativement au troisième trimestre, en dépit de la vigueur soutenue de la concurrence.

Dans le secteur des services bancaires aux entreprises, la croissance des prêts a été forte, à 7,2 %, en dépit de conditions moins favorables. Notre part du marché des services aux entreprises s'est accrue de 67 points de base par rapport à la même période l'an dernier, mais elle s'est rétrécie de 5 points de base comparativement au troisième trimestre. BMO se classe au deuxième rang pour ce qui est de la part du marché des services aux entreprises au Canada, avec une part de marché de 19,84 %, et notre objectif est d'atteindre le premier rang. Dans la catégorie des dépôts, la croissance des soldes sur un an s'établit à 4,9 %

et s'est accompagnée d'une croissance régulière des dépôts d'entreprises.

Nous sommes heureux de l'amélioration des taux de fidélité de la clientèle de nos services bancaires aux particuliers et aux entreprises, qui ont connu une croissance générale par rapport à nos concurrents.

Les revenus tirés des services de cartes et de règlement ont fait un bond de 15 % par rapport à la même période de l'exercice précédent, après rajustement pour tenir compte des éléments inhabituels de l'an dernier. Cette progression a été stimulée par les transactions et la croissance accélérée des soldes ainsi que par la hausse des revenus de Moneris, une entreprise dans laquelle nous avons une participation et qui est une des sociétés les plus performantes en Amérique du Nord dans le domaine du traitement des paiements par cartes de débit et de crédit. Les plus récentes offres de récompense de nos programmes AIR MILES et Remise en espèces ont suscité beaucoup d'intérêt chez nos clients, ce qui, combiné à nos stratégies tarifaires et de crédit, a continué à favoriser une forte croissance des soldes dans un contexte de vive concurrence. Les services de cartes et de règlement ont aussi constaté des améliorations dans la fidélisation de la clientèle. En 2008, le groupe a reçu le Global Quality Platinum Award, un prix décerné par MasterCard Worldwide pour souligner la performance dans les principaux secteurs qui influent sur l'expérience client lors des achats, y compris la satisfaction aux points de vente grâce à la disponibilité de l'émetteur et à la satisfaction à l'endroit du processus d'autorisation.

PE États-Unis (tous les montants sont en dollars américains)

Le revenu net s'établit à 11 millions de dollars, alors que pour la même période l'an dernier, il avait été particulièrement élevé, à 33 millions de dollars. Les résultats incluent des coûts d'intégration de 15 millions de dollars, ce qui est moins que les 16 à 18 millions de dollars que nous avions prévus il y a trois mois, grâce à l'accent que nous avons mis sur l'efficacité des frais. Les coûts d'intégration des acquisitions ont augmenté de 13 millions de dollars (9 millions après impôts) par rapport à la même période l'an dernier. Les résultats ont également subi l'incidence d'une charge supplémentaire de 4 millions de dollars après impôts pour une provision liée au litige concernant Visa. Après rajustement pour tenir compte de l'incidence de ces éléments, le revenu net se chiffre à 24 millions de dollars pour le trimestre. Les mauvaises conditions du crédit influent sur les résultats, en occasionnant une augmentation des prêts non productifs et des coûts de gestion de notre portefeuille.

Le revenu a progressé de 23 millions de dollars ou de 11 %, les acquisitions au Wisconsin ayant produit les trois quarts de la croissance et le reste étant dû à l'amélioration des revenus des activités de base. La marge nette d'intérêts s'est rétrécie, en raison d'un transfert de portefeuille effectué plus tôt au cours de l'année, de l'augmentation des prêts non productifs et de la répartition des produits.

Groupe Gestion privée

Le revenu net s'établit à 78 millions de dollars, alors qu'il s'élevait à 103 millions pour la même période l'an dernier. Les résultats ont subi l'incidence de charges de 31 millions de dollars (19 millions après impôts) liées aux mesures prises pour soutenir des clients aux États-Unis en raison de la détérioration des marchés financiers. Elles comprenaient des charges liées aux titres de Lehman Brothers Holdings Inc. et à l'évaluation des titres à enchères que nous avons offert d'acheter de clients. Après rajustement pour tenir compte des charges, la performance sous-jacente a été bonne pour le trimestre. En dépit des charges, le revenu net de l'exercice, à 395 millions de dollars, a été très solide et égale le record établi il y a un an.

Le revenu du trimestre a augmenté de 17 millions de dollars ou de 2,9 % par rapport à la même période l'an dernier, en excluant les charges mentionnées ci-dessus. Les soldes des dépôts ont augmenté dans les secteurs du courtage et des produits de placement à terme. Les prêts et les dépôts dans le secteur de la gestion bancaire privée en Amérique du Nord ont aussi progressé.

L'actif sous gestion et sous administration et les dépôts à terme ont subi le contrecoup de l'affaiblissement des conditions du marché et ils ont diminué de 27,4 milliards de dollars ou de 9,7 %, abstraction faite de l'incidence du change.

BMO Marché des capitaux

Le revenu net s'établit à 285 millions de dollars, soit une hausse de 239 millions par rapport à la même période l'an dernier. Le revenu net du trimestre a été diminué par des charges de 14 millions de dollars (8 millions après impôts) liées à la conjoncture des marchés financiers. Le revenu net de la même période l'an dernier avait été diminué d'une somme de 227 millions de dollars après impôts liés à des charges similaires et à des pertes sur produits de base. La section intitulée Incidence de la conjoncture des marchés financiers sur les résultats du quatrième trimestre présente plus de détails sur les charges liées à la conjoncture des marchés financiers. Les résultats du trimestre incluent un recouvrement d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs de BMO, dont une part de 52 millions de dollars a été attribuée au groupe.

Le revenu a augmenté de 294 millions de dollars et s'établit à 715 millions, en partie grâce à la solide performance de nos secteurs sensibles aux taux d'intérêt et à la hausse des revenus de négociation. Les charges mentionnées ci-dessus ont diminué le revenu de 14 millions de dollars au cours du trimestre et de 342 millions à la même période l'an dernier. Nous avons continué à nous efforcer d'améliorer notre profil risque-rendement, en réduisant la volatilité de notre revenu net et en nous concentrant sur nos relations d'affaires de base et profitables. En réaction à la situation des marchés, certaines stratégies de négociation ont été modifiées, de manière à réduire notre exposition aux risques. Comme il est expliqué à la note 5 afférente aux états financiers ci-joints, au cours du trimestre, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) a modifié ses règles concernant la comptabilisation des transferts d'instruments financiers et l'information à fournir à leur sujet. Comme nous n'avons plus l'intention de négocier activement ces titres pour en tirer un profit à court terme en raison des conditions actuelles du marché, nous avons choisi de transférer des titres de notre portefeuille de négociation à celui des titres disponibles à la vente. Ce transfert était conforme à notre stratégie déjà mentionnée, qui consiste à réduire la volatilité des résultats de notre groupe. La valeur des titres transférés au 1^{er} août 2008 s'établissait à 2 milliards de dollars. Le transfert a entraîné la comptabilisation de charges d'évaluation à la valeur de marché de 183 millions de dollars avant impôts dans les autres éléments du résultat étendu plutôt que dans l'état des résultats.

BMO Marchés des capitaux a participé à 49 nouvelles émissions au cours du trimestre, soit 21 émissions de titres de créance d'entreprises, 9 émissions de titres de créance d'administrations publiques, sept émissions d'actions privilégiées et 12 transactions portant sur des actions ordinaires, pour un total de 23,5 milliards de dollars.

Objectifs de rendement

Nous avons atteint un de nos cinq objectifs de rendement en 2008, ayant maintenu un solide ratio du capital de première catégorie. À la fin du premier trimestre, nous avons indiqué que, compte tenu de la conjoncture économique difficile, nous prévoyions ne pas pouvoir atteindre quatre de nos cinq objectifs de l'exercice.

La faiblesse de la situation économique ainsi que les conditions difficiles dans le domaine du crédit et sur les marchés financiers rendent l'estimation des résultats financiers futurs encore plus incertaine. Par conséquent, nous ne dévoilerons pas les cibles financières pour l'exercice 2009. Cependant, BMO s'est doté d'un processus de planification rigoureux qui prend en compte plusieurs scénarios économiques potentiels. Le plan précise clairement les responsabilités en matière de rendement par rapport à des points de référence internes et en matière de progrès par rapport aux priorités stratégiques, y compris des mesures financières. Il est aligné sur nos objectifs à moyen terme, qui sont une croissance annuelle moyenne du RPA de 10 %, un RCP moyen de 17 % à 20 %, un levier d'exploitation avant amortissement annuel moyen d'au moins 2 % et le maintien d'un solide capital réglementaire.

Cibles pour 2008	Résultats au 31 octobre 2008*
▫ Croissance du RPA de 10 % à 15 % par rapport au montant de base de 5,24 \$ ¹	▫ RPA de 4,08 \$, soit une baisse de 22 % par rapport au RPA de 5,24 \$ il y a un an
▫ RCP de 18 % à 20 %	▫ RCP de 14,1 %
▫ Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de 475 millions de dollars ou moins	▫ Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de 1 070 millions de dollars
▫ Ratio du capital de première catégorie d'au moins 8,0 % (selon Bâle II)	▫ Ratio du capital de première catégorie de 9,77 % (selon Bâle II)
▫ Levier d'exploitation avant amortissement d'au moins 2,0 %	▫ Levier d'exploitation avant amortissement de - 5,3 %
	* Excluant les changements à la provision générale
1) Le montant de base de 2007 exclut l'incidence de la restructuration, des changements à la provision générale et des pertes sur produits de base. Le résultat exclut l'augmentation de la provision générale et est mesuré par rapport au montant de base, selon le cas.	

Rapport de gestion

Les commentaires contenus dans ce Rapport de gestion sont en date du 25 novembre 2008. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens et ont été établis à partir d'états financiers préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Le présent Rapport de gestion doit être lu en se reportant aux états financiers consolidés non vérifiés pour la période terminée le 31 octobre 2008, qui sont inclus dans le présent document, et au Rapport de gestion de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, qui est inclus dans le Rapport annuel 2007 de BMO. L'information qui précède cette section fait partie du présent Rapport de gestion.

La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal et ses filiales.

Sommaire des résultats

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T4-2008	Augmentation (Diminution) c. T4-2007		Augmentation (Diminution) c. T3-2008		Exercice 2008	Augmentation (Diminution) c. exercice 2007	
Revenu net d'intérêts	1 413	217	18 %	127	10 %	5 087	244	5 %
Revenu autre que d'intérêts	1 400	396	39 %	(60)	(4 %)	5 118	612	14 %
Revenu	2 813	613	28 %	67	2 %	10 205	856	9 %
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	315	214	+100 %	(119)	(27 %)	1 070	767	+100 %
Hausse de la provision générale	150	100	+100 %	100	+100 %	260	210	+100 %
Dotation totale à la provision pour pertes sur créances	465	314	+100 %	(19)	(4 %)	1 330	977	+100 %
Frais autres que d'intérêts	1 826	195	12 %	44	2 %	6 902	460	7 %
Charge de restructuration (recouvrement)	(8)	(32)	(+100 %)	(8)	(100 %)	(8)	(167)	(+100 %)
Total des frais autres que d'intérêts	1 818	163	10 %	36	2 %	6 894	293	4 %
Impôts sur les bénéfices	(49)	28	36 %	10	16 %	(71)	(260)	(+100 %)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	19	-	-	1	2 %	74	(1)	(2 %)
Revenu net	560	108	24 %	39	8 %	1 978	(153)	(7 %)
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	10	1	8 %	1	7 %	35	(3)	(9 %)
Revenu net avant amortissement 1)	570	109	24 %	40	8 %	2 013	(156)	(7 %)
Résultat de base par action (en dollars)	1,06	0,17	19 %	0,06	6 %	3,79	(0,39)	(9 %)
Résultat dilué par action (en dollars)	1,06	0,19	22 %	0,08	8 %	3,76	(0,35)	(9 %)
Résultat dilué par action avant amortissement (en dollars) 1)	1,08	0,19	21 %	0,08	8 %	3,83	(0,35)	(8 %)
Rendement des capitaux propres (RCP)	14,0 %		1,8 %		0,5 %	13,0 %		(1,4 %)
RCP avant amortissement 1)	14,3 %		1,8 %		0,6 %	13,3 %		(1,4 %)
Ratio de productivité	64,6 %		(10,6 %)		(0,3 %)	67,6 %		(3,0 %)
Ratio de productivité avant amortissement 1)	64,2 %		(10,5 %)		(0,3 %)	67,1 %		(3,0 %)
Levier d'exploitation	18,0 %		n.s.		n.s.	4,8 %		n.s.
Levier d'exploitation avant amortissement 1)	18,0 %		n.s.		n.s.	4,7 %		n.s.
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif	1,71 %		0,24 %		0,12 %	1,56 %		(0,03 %)
Taux d'imposition effectif	(9,2 %)		10,1 %		3,0 %	(3,6 %)		(11,5 %)
Ratios de capital 2)								
Ratio du capital de première catégorie	9,77 %		n.s.		(0,13 %)	9,77 %		n.s.
Ratio du capital total	12,17 %		n.s.		(0,12 %)	12,17 %		n.s.
Revenu net :								
Services bancaires Particuliers et entreprises	356	36	11 %	(15)	(4 %)	1 416	33	2 %
PE Canada	344	57	19 %	1	-	1 320	53	4 %
PE États-Unis	12	(21)	(63 %)	(16)	(57 %)	96	(20)	(17 %)
Groupe Gestion privée	78	(25)	(25 %)	(32)	(30 %)	395	-	-
BMO Marchés des capitaux	285	239	+100 %	26	10 %	692	275	66 %
Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations	(159)	(142)	(+100 %)	60	28 %	(525)	(461)	(+100 %)
Revenu net de BMO Groupe financier	560	108	24 %	39	8 %	1 978	(153)	(7 %)

1) Montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir à la fin du Rapport de gestion la section Mesures non conformes aux PCGR, qui porte sur l'utilisation des mesures non conformes aux PCGR dans le présent document.

2) Les écarts par rapport à l'exercice précédent ne sont pas indiqués puisque la base de calcul n'est plus comparable. En 2008, les ratios de capital ont été calculés conformément à la méthode de Bâle II, alors que ceux des périodes antérieures ont été calculés selon la méthode de Bâle I. En vertu de Bâle I, à la fin du troisième trimestre, le ratio du capital de première catégorie s'établit à 9,41 % et le ratio du capital total, à 12,06 % (T3 2008 : 9,45 % et 12,07 %; T4 2007 : 9,51 % et 11,74 %). Voir la section Gestion du capital.

n.s. - non significatif.

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

Le Rapport annuel 2008 de BMO contiendra une déclaration signée par le président et chef de la direction et par le chef des finances intérimaire, faisant état de la responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière contenue dans le rapport. En outre, le chef de la direction et le chef des finances intérimaire de BMO prévoient de signer des attestations certifiant l'exactitude de l'information financière contenue dans nos documents d'information annuels et concernant la conception et l'efficacité de nos contrôles et procédures de communication de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Le contrôle interne de BMO à l'égard de l'information financière comprend des normes et méthodes qui : concernent la tenue de dossiers suffisamment détaillés pour donner une image précise et fidèle des opérations et des cessions d'actifs de BMO; fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont comptabilisées comme il se doit pour permettre l'établissement des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et aux exigences de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis, le cas échéant, et que les encaissements et décaissements de BMO ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et des administrateurs de BMO; et fournissent une assurance raisonnable que toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée des actifs de BMO qui pourrait avoir une incidence importante sur ses états financiers est interdite ou détectée à temps.

En raison de ses limites inhérentes, il est possible que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes. De plus, les projections d'une appréciation d'efficacité sur les périodes futures comportent le risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements dans les conditions, ou que le degré de conformité aux normes et méthodes se détériore.

Il n'y a eu aucun changement au cours de l'exercice 2008 à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu un effet important, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière. La direction de BMO Groupe financier, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances intérimaire, a évalué l'efficacité de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière selon les critères du document intitulé *Internal Control - Integrated Framework*, publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission. En s'appuyant sur cette évaluation, la direction s'attend à conclure que le contrôle interne exercé à l'égard de l'information financière a été efficace en date du 31 octobre 2008.

En décembre 2008, lorsque nous déposerons notre Rapport annuel et d'autres documents d'information annuels, BMO déposera les certifications canadiennes et américaines applicables émises par le chef de la direction et le chef des finances auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières et de la SEC des États-Unis.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité de vérification de BMO a examiné le présent document et les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints, et le Conseil d'administration de BMO a approuvé ces documents avant leur publication.

On trouvera une analyse détaillée de nos secteurs d'activité, de nos stratégies et de nos objectifs dans la section Rapport de gestion du Rapport annuel 2007 de BMO, accessible sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs. Nous invitons également les lecteurs à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la loi américaine intitulée *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*, et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2009 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne et américaine.

De par leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels, les conditions, les actions ou les événements futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats réels ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, la faiblesse des marchés financiers ou du crédit, les fluctuations des taux d'intérêt et de change, les changements de politique monétaire, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude ou l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, notre capacité de mettre en œuvre nos plans stratégiques, de conclure des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises, les estimations comptables critiques, les risques opérationnels et infrastructurels, la situation politique générale, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les répercussions de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les perturbations des services de transport et de communication et des systèmes d'alimentation en énergie ou en eau et les changements technologiques.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. Pour de plus amples renseignements, le lecteur peut se reporter aux pages 28 et 29 du Rapport annuel 2007 de BMO, qui décrit en détail certains facteurs clés susceptibles d'influer sur les résultats futurs de BMO. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque de Montréal doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom, sauf lorsque la loi l'exige. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée dans le but d'aider nos actionnaires à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes terminées à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Les hypothèses relatives aux ventes d'actifs, aux prix de vente prévus pour les actifs, au coût net de mobilisation des fonds, à la qualité du crédit et au risque de défaillance et de pertes sur défaillance des actifs sous-jacents des entités de gestion de placements structurés sont des facteurs importants dont nous avons tenu compte lors de l'établissement de nos attentes concernant les entités de gestion de placements structurés dont il est question dans le présent document, y compris le montant qui pourrait être retiré en vertu des facilités de trésorerie fournies par BMO et la perspective que la protection de premier niveau fournie par les billets de capital subordonnés dépasse les pertes futures. Selon certaines de nos principales hypothèses, les actifs continueront à être vendus dans le but de réduire la taille des entités de gestion de placements structurés, selon diverses hypothèses de prix d'actifs, et le niveau des défauts et des pertes sera conforme à la qualité du crédit des actifs sous-jacents et à nos attentes actuelles concernant la persistance des difficultés sur les marchés.

Les hypothèses relatives au niveau de défauts et aux pertes en cas de défaut sont des facteurs importants dont nous avons tenu compte lors de l'établissement de nos attentes concernant les résultats futurs des transactions que Apex Trust a conclues. Selon certaines de nos principales hypothèses, le niveau des défauts et les pertes en cas de défaut seraient comparables à ceux de l'expérience historique. En établissant nos attentes concernant le risque de pertes sur créances lié à Apex Trust dans l'avenir, nous avons tenu compte de facteurs importants dont la diversification sectorielle, la qualité initiale du crédit de chaque portefeuille et la protection de premier niveau intégrée à la structure.

Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine en 2009 et aux conséquences de ce comportement sur nos activités sont des facteurs importants dont nous avons tenu compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques et les perspectives de nos divers secteurs d'activité. Selon certaines de nos principales hypothèses, les économies canadienne et américaine vont se contracter au cours de la première moitié de 2009 et les taux d'intérêt et d'inflation vont demeurer bas. Nous avons également supposé que les marchés de l'habitation au Canada faibliraient en 2009 et qu'ils prendraient de la vigueur au cours de la deuxième moitié de l'année aux États-Unis. Nous avons supposé que la situation des marchés financiers s'améliorerait quelque peu au cours de la deuxième moitié de 2009 et que le dollar canadien se raffermirait légèrement par rapport au dollar américain. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, en général et dans le secteur des services financiers, nous utilisons principalement les données économiques historiques fournies par les administrations publiques du Canada et des États-Unis et leurs agences. Les lois fiscales en vigueur dans les pays où nous sommes présents, principalement le Canada et les États-Unis, sont des facteurs importants dont nous tenons compte pour déterminer notre taux d'imposition effectif normal.

Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Nos documents d'information continue, y compris nos documents intermédiaires, Rapport de gestion annuel, États financiers consolidés vérifiés, Notice annuelle et Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, à www.bmo.com/relationinvestisseurs, sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, à www.sedar.com et dans la section EDGAR du site Web de la SEC, à www.sec.gov. Nous prévoyons déposer nos documents d'information continue de l'exercice 2008 le ou vers le 10 décembre 2008.

Revue et perspectives économiques

L'économie canadienne a légèrement progressé en 2008, les exportations ayant poursuivi leur déclin en réaction à la faiblesse de la demande aux États-Unis. La croissance des dépenses de consommation s'est ralentie par rapport au rythme rapide de l'an dernier, la croissance de l'emploi et la confiance ayant faibli. Les investissements des entreprises ont eux aussi faibli, en réaction à l'incertitude persistante concernant les répercussions de la crise mondiale du crédit sur l'économie. Les ventes de maisons ont diminué par rapport aux niveaux records atteints l'an dernier, résultat de la réduction de l'abordabilité. L'affaiblissement de l'économie a occasionné un certain ralentissement des prêts hypothécaires à l'habitation et du crédit aux entreprises et aux particuliers au cours de la deuxième moitié de l'année, même si la croissance est demeurée relativement vive. La hausse des prix des produits de base au cours de la première moitié de l'année a porté l'inflation à son plus haut niveau en cinq ans; cependant, la plupart des prix continuent à monter légèrement et dans certains cas (comme dans ceux des livres et des véhicules automobiles), ils baissent. La Banque du Canada a réduit les taux du financement à un jour de 225 points de base au cours de l'exercice, en réaction au ralentissement économique, à la baisse récente des prix des produits de base et aux inquiétudes liées au crédit sur le marché.

L'économie américaine a légèrement progressé au cours de la première moitié de 2008 et elle s'est vraisemblablement contractée pendant la deuxième moitié, malgré de vigoureux stimulants monétaires et fiscaux et de forts gains dans le secteur des exportations. L'aggravation de la situation du crédit et l'effondrement du secteur immobilier, combinés à des coûts de l'énergie records, ont eu d'importantes répercussions sur les consommateurs et les entreprises. Les écarts de taux sur les prêts interbancaires se sont élargis jusqu'à des niveaux records au début d'octobre, pendant qu'un certain nombre de banques et de sociétés de courtage de Wall Street s'effondraient ou faisaient l'objet de prises de contrôle forcées, ce qui a sérieusement réduit la disponibilité du crédit et haussé les coûts d'emprunt pour les entreprises et les consommateurs. Même si la tendance à la baisse des ventes de maisons semble s'être stabilisée, le grand nombre de maisons invendues continue à peser sur les prix. La croissance des prêts hypothécaires à l'habitation et des prêts aux particuliers et aux entreprises s'est ralentie en 2008. La Réserve fédérale a considérablement réduit les taux d'intérêt et elle a augmenté ses provisions de liquidités pour soutenir les prêts bancaires et l'économie.

L'économie canadienne devrait se contracter modérément au cours de la première moitié de 2009, entraînée par la baisse continue des exportations, avant de se redresser légèrement au cours de la deuxième moitié de l'année, grâce à des taux d'intérêt peu élevés et au récent affaiblissement de la monnaie. Le taux de chômage devrait augmenter d'environ un point de pourcentage et s'établir juste au-dessus de 7 % à la fin de 2009. Les dépenses des consommateurs et des entreprises vont sans doute demeurer faibles, ce qui ralentira encore la croissance du crédit. L'activité du marché de l'habitation devrait continuer à diminuer, ce qui affaiblira la demande de prêts hypothécaires à l'habitation. On s'attend à ce que la Banque du Canada réduise encore les taux d'intérêt, en lien avec la baisse de l'inflation, et à ce que le dollar canadien s'apprécie légèrement par rapport au dollar américain au cours de la deuxième moitié de l'année, grâce à une plus grande stabilité des prix des produits de base.

L'économie américaine devrait continuer à se contracter au cours de la première moitié de 2009, avant de s'améliorer légèrement lorsque le marché de l'habitation se stabilisera et que les conditions du crédit s'amélioreront. La demande de prêts aux particuliers et aux entreprises et de prêts hypothécaires à l'habitation devrait demeurer faible, au moins pendant la première moitié de l'année. Le chômage aux États-Unis a augmenté régulièrement au cours de l'année et il est à prévoir qu'il augmentera d'environ deux points de pourcentage à 8,5 % en 2009, un taux nettement supérieur au taux canadien. La Réserve fédérale pourrait continuer à réduire les taux d'intérêt pour soutenir l'économie. La faiblesse des marchés financiers devrait durer jusqu'au début de 2009, mais une certaine amélioration est à prévoir pendant la deuxième moitié de l'année, lorsque l'économie se redressera et que les prix des maisons se stabiliseront.

La section Revue et perspectives économiques contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Incidence de la conjoncture des marchés financiers sur les résultats du quatrième trimestre

Les marchés des capitaux demeurent instables en raison des inquiétudes persistantes concernant les marchés financiers ainsi que l'ampleur et la gravité du ralentissement économique. Au cours du quatrième trimestre, les marchés financiers ont continué à subir le contrecoup de la volatilité des écarts de taux, ce qui a influé sur les évaluations à la valeur de marché. Les évaluations de titres de participation, en particulier, ont été durement touchées au cours du trimestre, plusieurs secteurs affichant des reculs importants.

Les résultats de BMO pour le quatrième trimestre ont été marqués par des charges de 45 millions de dollars (27 millions après impôts et 0,06 \$ par action) liées à la conjoncture des marchés financiers et constatées dans les résultats de BMO Marchés des capitaux et du groupe Gestion privée. Les charges imputées à BMO Marchés des capitaux incluaient une somme de 14 millions de dollars (8 millions après impôts) constituée des éléments suivants :

- une charge de 258 millions de dollars (173 millions après impôts) pour des expositions liées à Apex, une entité canadienne de protection contre le risque de crédit (170 millions avant impôts) et des évaluations à la valeur du marché découlant de notre exposition au risque de crédit lié aux contreparties d'instruments dérivés, en grande partie en raison de l'élargissement des écarts de taux des contreparties par rapport à celui de BMO (88 millions avant impôts);
- une charge de 49 millions de dollars (33 millions après impôts) pour des moins-values durables visant des titres dans nos portefeuilles, incluant 29 millions de dollars pour des transferts de titres de négociation dans les titres disponibles à la vente;
- un bénéfice de 133 millions de dollars (90 millions après impôts) pour des évaluations à la valeur de marché de swaps sur défaillance liés au portefeuille de prêts de BMO Marchés des capitaux;
- un bénéfice de 89 millions de dollars (60 millions après impôts) provenant de notre passif comptabilisé à sa juste valeur en raison de l'élargissement des écarts de taux;
- un certain nombre d'autres rajustements d'évaluation et d'activités de négociation entraînant un bénéfice net de 71 millions de dollars (48 millions après impôts), incluant un gain avant impôts de 81 millions de dollars lié principalement à des portefeuilles dont certains titres ont été transférés au portefeuille des titres disponibles à la vente.

Les charges imputées au groupe Gestion privée incluaient une somme de 31 millions de dollars canadiens (19 millions de dollars canadiens après impôts) en rapport avec des mesures prises par la direction pour soutenir nos clients aux États-Unis en raison de la faiblesse des marchés financiers, notamment :

- une charge nette de 19 millions de dollars canadiens liée aux titres de Lehman;
- une charge de 12 millions de dollars canadiens en rapport avec l'évaluation de titres à enchères pour lesquels nous prévoyons de faire une offre d'achat à nos clients.

Les charges de 45 millions de dollars indiquées ci-dessus et liées à la conjoncture des marchés financiers ont toutes une incidence sur le revenu autre que d'intérêts. Il y a eu des pertes de 181 millions de dollars dans les gains ou pertes sur titres autres que de négociation, une réduction de 30 millions des autres revenus et une augmentation de 166 millions du revenu autre que d'intérêts lié aux activités de négociation.

Comme nous l'expliquons dans la section sur BMO Marchés des capitaux ci-dessus, au cours du trimestre, l'ICCA a modifié ses règles concernant la comptabilisation des instruments financiers et l'information à fournir à leur sujet. À la suite de ces modifications, nous avons choisi de transférer certains titres de notre portefeuille de négociation à celui des titres disponibles à la vente. Nous avons ensuite comptabilisé des charges à la valeur de marché pour ces titres, totalisant 212 millions de dollars (143 millions après impôts), dont 29 millions (20 millions après impôts) ont été imputés au revenu net, comme faisant partie des moins-values durables mentionnées plus haut, et 183 millions

(123 millions après impôts) qui ont été constatés dans les autres éléments du résultat étendu plutôt que dans les revenus de négociation dans l'état des résultats.

Les effets des éléments notables qui influent sur les résultats des périodes comparées sont présentés à la fin du présent Rapport de gestion.

Compte tenu de la conjoncture incertaine des marchés financiers, nos investissements dans du papier commercial adossé à des actifs (PCAA), des entités de gestion de placements structurés, des entités à financement structuré et d'autres investissements comptabilisés à la valeur de marché pourraient subséquemment enregistrer des gains et des pertes. La section Incidence de la conjoncture des marchés financiers sur les résultats du quatrième trimestre contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Change

Les contre-valeurs en dollars canadiens du revenu net, du revenu, des frais, des dotations à la provision pour pertes sur créances et des impôts sur les bénéfices de BMO en dollars américains ont augmenté par rapport au quatrième trimestre de 2007 et au troisième trimestre de 2008, en raison du renforcement du dollar américain. Pour l'exercice 2008, par rapport à l'exercice 2007, elles ont diminué en raison de la baisse de la valeur moyenne du dollar américain au cours de l'année. Au quatrième trimestre, le taux de change moyen du dollar canadien par rapport au dollar américain, exprimé par le coût d'un dollar américain en dollars canadiens, a augmenté de 11 % par rapport à la même période l'an dernier et de 10 % par rapport au troisième trimestre de 2008. Le tableau suivant fait état des taux de change moyens entre les dollars canadien et américain et de l'incidence des fluctuations du taux de change.

Effets des fluctuations du taux de change par rapport au dollar américain sur les résultats de BMO

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T4-2008		Exercice 2008
	c. T4-2007	c. T3-2008	c. exercice 2007
Taux de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)			
Période courante	1,1107	1,1107	1,0321
Période précédente	0,9986	1,0122	1,0926
Revenu augmenté (diminué)	55	48	(63)
Frais diminués (augmentés)	(45)	(40)	93
Dotations à la provision pour pertes sur créances diminuées (augmentées)	(30)	(26)	28
Impôts sur les bénéfices diminués (augmentés)	6	5	(6)
Revenu net augmenté (diminué)	(14)	(13)	52

Au début de chaque trimestre, BMO prend part à des opérations de couverture destinées à compenser partiellement l'effet avant impôts des fluctuations du taux de change au cours du trimestre sur son revenu net en dollars américains prévu pour ce trimestre. Habituellement, ces opérations atténuent partiellement l'incidence des fluctuations du taux de change à l'intérieur d'un trimestre. Cependant, les opérations de couverture ne visent pas à annuler l'incidence des fluctuations du taux de change d'une année à l'autre ou d'un trimestre à l'autre. Au cours des premier et deuxième trimestres de 2008, le dollar américain a repris un peu de vigueur. Il s'est raffermi plus modérément au cours du troisième trimestre et de façon plus spectaculaire au quatrième trimestre, le taux de change étant passé de 1,0240 \$ CA par dollar américain au 31 juillet 2008 à une moyenne de 1,1107 \$ CA au quatrième trimestre. Les transactions de couverture ont entraîné une perte après impôts de 4 millions de dollars pour le trimestre et une perte après impôts de 11 millions pour l'exercice 2008. Dans les périodes futures, les gains ou les pertes résultant de ces opérations de couverture seront déterminés à la fois par les fluctuations monétaires futures et par la valeur des opérations de couverture sous-jacentes futures, car les transactions sont conclues chaque trimestre en rapport avec le revenu net prévu en dollars américains des trois prochains mois.

Les effets des fluctuations du taux de change sur nos investissements dans des établissements à l'étranger sont analysés dans la section Impôts sur les bénéfices.

Revenu net

Comparaison du quatrième trimestre de 2008 et du quatrième trimestre de 2007

Le revenu net s'établit à 560 millions de dollars pour le quatrième trimestre de 2008, soit une hausse de 108 millions ou de 24 % par rapport à la même période l'an dernier. Le résultat par action se chiffre à 1,06 \$, alors qu'il était de 0,87 \$. Les résultats du trimestre incluent des charges de 27 millions de dollars après impôts (0,06 \$ par action) liées à la conjoncture des marchés financiers, tel que nous l'expliquons ci-dessus, dans la section Incidence de la conjoncture des marchés financiers sur les résultats du quatrième trimestre. Les résultats du quatrième trimestre de l'an dernier incluaient globalement des charges de 227 millions de dollars après impôts (0,45 \$ par action) liées à la conjoncture des marchés financiers et une petite charge liée à des pertes sur produits de base comptabilisée dans les résultats de BMO Marchés des capitaux, tel que nous l'expliquons dans la section Éléments notables à la fin du Rapport de gestion.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances ont augmenté de 314 millions de dollars par rapport à la même période l'an dernier et s'établissent à 465 millions. Les dotations à la provision spécifique se chiffrent à 315 millions de dollars, soit une hausse de 214 millions par rapport à la même période l'an dernier en raison de l'augmentation des prêts douteux et de la détérioration générale des conditions du crédit. La provision générale a été majorée de 150 millions de dollars, alors que la hausse avait été de 50 millions au quatrième trimestre de 2007.

Le revenu net de PE Canada a augmenté de 57 millions de dollars ou de 19 % par rapport à la même période l'an dernier. La plupart des produits, particulièrement les cartes et les prêts à la consommation, ont poursuivi leur forte croissance, mais les conditions actuelles du marché et le contexte des taux d'intérêt ont exercé des pressions sur la croissance de notre revenu. Le revenu autre que d'intérêts lié aux opérations de négociation provenant des opérations de titrisation, les revenus de Moneris et la marge nette d'intérêts ont aussi augmenté, les augmentations ayant toutefois été partiellement contrebalancées par les pertes nettes sur titres de placement. La marge s'est accrue grâce aux intérêts sur des remboursements d'impôts. L'incidence de l'amélioration de la répartition et des rendements des produits a été neutralisée par la hausse des coûts de mobilisation des fonds et la baisse des frais de refinancement des prêts hypothécaires. Comme prévu, les frais ont augmenté en raison d'impôts sur le capital plus élevés.

Le revenu net de PE États-Unis a diminué de 22 millions de dollars américains ou de 66 % comparativement aux excellents résultats obtenus au dernier exercice. Comme prévu, les résultats ont subi le contrecoup de la hausse des frais d'intégration des acquisitions. Nous avons maintenant complété l'intégration de nos acquisitions au Wisconsin. De plus, le revenu net a été diminué par une charge supplémentaire pour la provision liée au litige concernant Visa, ainsi que par la baisse des revenus et la hausse des frais dans un contexte de crédit difficile.

Le revenu net du groupe Gestion privée a diminué de 25 millions de dollars ou de 25 %. Les résultats reflètent des charges de 31 millions de dollars (19 millions après impôts) liées à des mesures prises pour soutenir nos clients aux États-Unis en raison de la faiblesse des marchés financiers. Abstraction faite des charges, le revenu net s'établit à 97 millions de dollars, soit une baisse de 6 millions ou de 6,9 % par rapport à la même période l'an dernier. Les résultats d'exploitation ont été bons, surtout si on tient compte des turbulences économiques.

Le revenu net de BMO Marchés des capitaux a augmenté de 239 millions de dollars et a atteint 285 millions. La conjoncture des marchés financiers demeure difficile, mais nos secteurs d'activité sensibles aux taux d'intérêt continuent à bien performer et plusieurs de nos secteurs liés à la négociation ont amélioré leurs résultats par rapport à la même période l'an dernier. Les commissions sur les fusions et acquisitions et les commissions de prise ferme ont diminué par rapport aux excellents résultats obtenus il y a un an. Les résultats incluent des charges liées à la conjoncture des marchés financiers, de 8 millions de dollars après impôts au quatrième trimestre de 2008 et de 211 millions après impôts pour la même période l'an dernier. Comme il est expliqué à la note 5 afférente aux états financiers ci-joints, au cours du trimestre, l'ICCA a modifié ses règles concernant la comptabilisation des transferts d'instruments financiers et l'information à fournir à leur sujet. Comme nous n'avons plus l'intention de négocier activement ces titres pour en tirer un profit à court terme en raison des conditions actuelles du marché, nous

avons choisi de transférer certains titres de notre portefeuille de négociation à celui des titres disponibles à la vente. Comme les titres étaient détenus dans le portefeuille des titres disponibles à la vente, des charges d'évaluation à la valeur de marché de 183 millions de dollars (123 millions après impôts) ont été comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu plutôt que dans les revenus de négociation dans l'état des résultats. Les résultats du trimestre incluent un recouvrement d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs de BMO, dont une part de 52 millions de dollars a été attribuée au groupe.

Le revenu net des Services d'entreprise a diminué de 142 millions de dollars par rapport à la même période l'an dernier, principalement à cause de la hausse des dotations aux provisions spécifique et générale pour pertes sur créances, hausse partiellement compensée par la progression des gains à la valeur de marché sur les opérations de couverture. BMO impute les pertes sur créances prévues aux groupes d'exploitation et porte le reste des dotations à la provision pour pertes sur créances au crédit ou au débit des Services d'entreprise. Les résultats incluent une somme de 21 millions de dollars, représentant le reste de la part du recouvrement d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs de BMO.

Comparaison du quatrième trimestre de 2008 et du troisième trimestre de 2008

Le revenu net a augmenté de 39 millions de dollars ou de 7,5 %. L'augmentation est due en grande partie à la progression des revenus de négociation et aux meilleurs résultats des Services d'entreprise. Les résultats du troisième trimestre incluaient des charges liées à la conjoncture des marchés financiers de 134 millions de dollars (96 millions après impôts) et une hausse de 50 millions de dollars (33 millions après impôts) de la provision générale. Pour plus de détails à ce sujet, voir la section Éléments notables.

Le revenu net de PE Canada s'est accru de 1 million de dollars ou de 0,2 %. La croissance du revenu a été favorisée par la progression des volumes de la plupart des produits et par celle du revenu autre que d'intérêts lié aux opérations de négociation provenant des opérations de titrisation, partiellement neutralisées par les pertes nettes sur titres de placement. La marge nette d'intérêts est restée inchangée, les intérêts sur remboursements d'impôt ayant été contrebalancés par la hausse des coûts de mobilisation des fonds. Les frais autres que d'intérêts ont augmenté en raison de la hausse des dépenses liées à des initiatives stratégiques et des dépenses de publicité.

Le revenu net de PE États-Unis a reculé de 17 millions de dollars américains et se chiffre à 11 millions de dollars américains, et 9 millions de dollars américains si on fait abstraction des coûts d'intégration des acquisitions au cours des deux périodes. Le recul est en grande partie attribuable à l'incidence des marchés du crédit sur les revenus et les frais, ainsi qu'à la réserve supplémentaire liée au litige concernant Visa.

Le revenu net du groupe Gestion privée a diminué de 32 millions de dollars ou de 30 %, et de 13 millions ou de 13 % si on exclut les charges mentionnées précédemment. Le revenu a diminué de 50 millions de dollars ou de 9,1 %, et de 19 millions ou de 3,5 % si on exclut l'incidence des charges, principalement en raison de la baisse des revenus tirés des services de placement traditionnels et des revenus de commissions dans l'ensemble de nos secteurs d'activité. Les revenus des placements à terme ont augmenté.

Le revenu net de BMO Marchés des capitaux s'est accru de 26 millions de dollars ou de 10 %. Les conditions sont restées difficiles au quatrième trimestre, mais les activités de négociation et les secteurs sensibles aux taux d'intérêt ont été vigoureux et le secteur des fusions et acquisitions a été plus actif. Les pertes nettes sur titres ont augmenté, tandis que les commissions de prise ferme de titres de créance et de participation diminuaient. Les résultats des deux périodes incluaient des charges liées à la conjoncture des marchés financiers et des recouvrements d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures.

Le revenu net des Services d'entreprise a progressé de 60 millions de dollars, grâce surtout à la hausse des revenus provenant de gains à la valeur de marché sur des opérations de couverture et à un gain plus élevé provenant de la titrisation de prêts sur cartes de crédit au cours du trimestre, ainsi qu'à une diminution des dotations à la provision pour pertes sur créances.

Comparaison de l'exercice 2008 et de l'exercice 2007

Le revenu net a baissé de 153 millions de dollars ou de 7,2 % et s'établit à 1 978 millions de dollars. Le revenu net de l'exercice 2008 a été diminué par l'incidence d'éléments notables de 585 millions après impôts comportant des charges de 625 millions de dollars (419 millions après impôts) liées à la conjoncture des marchés financiers et par une hausse de 260 millions de dollars (166 millions après impôts) de la provision générale pour pertes sur créances.

Le revenu net de l'exercice 2007 avait été réduit par l'incidence d'éléments notables, au montant de 787 millions de dollars après impôts. Ces éléments incluaient 440 millions de dollars après impôts pour des pertes sur produits de base de 853 millions de dollars, déduction faite de 120 millions de dollars pour la réduction de la rémunération liée au rendement. Ils incluaient également des charges de 318 millions de dollars (211 millions après impôts) liées à la conjoncture des marchés financiers, une charge de restructuration de 159 millions (103 millions après impôts) et une hausse de 50 millions (33 millions après impôts) de la provision générale pour pertes sur créances.

Les dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances ont augmenté de 767 millions de dollars par rapport à l'an dernier, en raison de la situation du crédit et de la faiblesse des marchés de l'habitation aux États-Unis.

Le revenu net de PE Canada, qui a atteint 1 320 millions de dollars, s'est accru de 53 millions de dollars ou de 4,1 %, mais il a progressé de 105 millions ou de 8,6 % après rajustement pour tenir compte de l'incidence nette de 52 millions de dollars, en 2007, d'un gain sur assurances, de gains sur titres de placement, d'un rajustement du passif du programme de fidélisation de la clientèle et d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures. Les volumes de la plupart des produits ont sensiblement augmenté et la marge nette d'intérêts s'est élargie de 1 point de base, la croissance des volumes des produits plus profitables ayant été neutralisée par la hausse des coûts de mobilisation des fonds.

Les frais ont augmenté en raison de la hausse des dépenses liées à des initiatives, notamment l'agrandissement et la rénovation du réseau de succursales et la technologie des cartes de crédit et de débit à puce, et de la hausse des frais d'exploitation et des coûts de Moneris.

Le revenu net de PE États-Unis, qui s'établit à 95 millions de dollars américains, a reculé de 12 millions de dollars américains ou de 11 %, en grande partie à cause du resserrement du crédit. Les résultats incluaient également l'incidence, au montant de 9 millions de dollars américains après impôts, du gain sur le premier appel public à l'épargne (PAPE) de Visa (déduction faite des frais liés à un litige) et d'une hausse de 9 millions de dollars américains (6 millions de dollars américains après impôts) des coûts d'intégration des acquisitions.

Le revenu net du groupe Gestion privée qui s'est établi à 395 millions de dollars est resté inchangé par rapport au résultat record inscrit il y a un an, mais il s'est accru de 19 millions de dollars ou de 4,7 % si on exclut l'incidence des charges comptabilisées au quatrième trimestre. Les conditions du marché étaient moins bonnes et la progression du revenu sur un an a été amoindrie par l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain et par un gain sur titres de placement de 7 millions de dollars en 2007. Les revenus des fonds d'investissement ont augmenté, de même que ceux de la gestion bancaire privée en Amérique du Nord et des produits de placement à terme.

Le revenu net de BMO Marchés des capitaux a progressé de 275 millions de dollars et s'établit à 692 millions. En 2008, les conditions des marchés financiers ont été plus difficiles qu'en 2007 pour plusieurs de nos secteurs d'activité, mais les secteurs sensibles aux taux d'intérêt ont continué à bien performer. Les résultats de 2008 ont été marqués par des charges de 594 millions de dollars (400 millions après impôts) liées à la détérioration des marchés financiers, mais ils ont bénéficié d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs. Les résultats de 2007 incluaient des charges de 1 171 millions de dollars (651 millions après impôts), constituées de l'incidence nette, au montant de 318 millions de dollars (211 millions après impôts) de charges liées à la conjoncture des marchés financiers et de pertes sur produits de base de 853 millions de dollars (440 millions après impôts) et après réduction de la rémunération liée au rendement connexe).

La perte nette des Services d'entreprise, qui s'établit à 525 millions de dollars, découle essentiellement de l'augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances, incluant les majorations de la provision générale. Les résultats de 2007 incluaient une charge de restructuration de 159 millions de dollars (103 millions après impôts).

Revenu

BMO analyse son revenu consolidé selon les PCGR. Cependant, comme plusieurs autres banques, BMO analyse le revenu de ses groupes d'exploitation, et les ratios connexes établis d'après leur revenu, sur une base d'imposition comparable (bic). Selon cette méthode, on augmente les revenus calculés selon les PCGR et la provision pour impôts sur les bénéfices déterminée selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi. La compensation des rajustements sur une base d'imposition comparable des groupes est reflétée dans les résultats des Services d'entreprise.

Le revenu total du quatrième trimestre de 2008, qui a atteint 2 813 millions de dollars, représente une augmentation de 613 millions de dollars ou de 28 % par rapport à la même période l'an dernier. Le revenu de PE Canada et de BMO Marchés des capitaux a fortement progressé. La croissance du revenu a bénéficié de la réduction des charges liées à la conjoncture des marchés financiers au quatrième trimestre de 2008. Le renforcement du dollar américain a ajouté 55 millions de dollars ou 2,5 points de pourcentage à la croissance du revenu.

Par rapport au troisième trimestre, le revenu a augmenté de 67 millions de dollars ou de 2,4 %. Cette croissance a été ralentie par des charges liées à la conjoncture des marchés financiers au quatrième trimestre. Le raffermissement du dollar américain a ajouté 48 millions de dollars ou 1,8 point de pourcentage à la croissance du revenu.

Le revenu de l'exercice 2008 s'établit à 10 205 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 856 millions de dollars ou de 9,2 % par rapport à l'exercice précédent. La croissance a bénéficié de la réduction des charges liées à la conjoncture des marchés financiers et aux pertes sur produits de base, tandis que PE Canada et PE États-Unis augmentaient fortement leur revenu. L'affaiblissement du dollar américain a retranché 63 millions de dollars ou 0,7 point de pourcentage à la croissance du revenu.

Les variations du revenu net d'intérêts et du revenu autre que d'intérêts sont analysées dans les sections qui suivent.

Revenu net d'intérêts

À 1 413 millions, le revenu net d'intérêts a augmenté de 217 millions de dollars ou de 18 % par rapport à la même période l'an dernier. Le revenu net d'intérêts de chacun des groupes d'exploitation a augmenté mais celui des Services d'entreprise a diminué. L'actif productif moyen s'est accru de 7 milliards et a atteint 329 milliards de dollars, ayant progressé dans PE Canada, PE États-Unis et le groupe Gestion privée. L'actif productif de PE Canada s'est accru de 6 milliards de dollars, la croissance s'étant manifestée dans l'ensemble des secteurs d'activité. PE États-Unis a connu une croissance comparable, son actif productif moyen ayant augmenté de 8 milliards de dollars grâce à un transfert de portefeuille au premier trimestre, aux acquisitions et à la croissance interne des prêts. L'actif productif moyen de BMO Marchés des capitaux a diminué de 4 milliards de dollars, en raison d'une réduction des actifs de négociation, partiellement compensée par la hausse des prêts aux grandes entreprises. L'actif productif moyen des Services d'entreprise a diminué en raison de l'activité dans le secteur des titrisations. Le raffermissement du dollar américain a fortement contribué à la hausse de l'actif productif moyen, mais il n'a pas eu d'incidence sur la marge nette d'intérêts.

Par rapport au troisième trimestre, le revenu net d'intérêts a augmenté de 127 millions de dollars ou de 10 %. Il y a eu croissance dans chacun des groupes d'exploitation, y compris les Services d'entreprise. L'actif productif moyen de BMO a augmenté de 7 milliards de dollars, la croissance s'étant manifestée dans tous les groupes sauf les Services d'entreprise, où il a diminué en raison de l'activité dans le secteur des titrisations. Le raffermissement du dollar américain a fortement contribué à la hausse de l'actif moyen. Au cours du trimestre, nous avons titrisé des prêts hypothécaires de 4,2 milliards de dollars et des prêts sur cartes de crédit de 1,6 milliard de dollars.

Au cours de l'exercice 2008, le revenu net d'intérêts de 5 087 millions de dollars a augmenté de 244 millions de dollars ou de 5,0 %. Il y a eu croissance dans chacun des groupes d'exploitation, mais une réduction dans les Services d'entreprise. L'actif productif moyen a augmenté de 22 milliards de dollars. L'actif productif de PE Canada a augmenté de 6 milliards de dollars. L'actif productif moyen de BMO Marchés des capitaux s'est accru de 14 milliards de dollars, grâce à la croissance des prêts aux grandes entreprises et des actifs du marché monétaire. Le raffermissement du dollar américain a sensiblement contribué à la progression de l'actif moyen. Le revenu net d'intérêts des Services d'entreprise a diminué en raison de la hausse des coûts de mobilisation des fonds.

La marge nette d'intérêts globale sur l'actif productif de BMO s'établit à 1,71 % pour le quatrième trimestre de 2008, soit 24 points de base de plus qu'au quatrième trimestre de l'exercice précédent et 12 points de base de plus qu'au troisième trimestre. Les marges individuelles et les variations dans l'ampleur de l'actif de chaque groupe d'exploitation constituent les deux principaux facteurs susceptibles d'influer sur la marge nette d'intérêts globale de BMO. L'augmentation de 24 points de base sur un an est principalement due à l'accroissement de la marge de nos secteurs sensibles aux taux d'intérêt à l'intérieur de BMO Marchés des capitaux, à l'amélioration de la répartition des produits de PE Canada et à l'amélioration de la marge du groupe Gestion privée. Comme cela a été le cas lors des trois premiers trimestres, la marge nette d'intérêts de PE États-Unis s'est sensiblement rétrécie, en grande partie à cause d'un transfert de portefeuille, mais l'effet de cette diminution sur la variation totale de la marge globale de BMO a été minime.

La marge nette d'intérêts de PE Canada s'établit à 2,68 %, soit une progression de 8 points de base, comparativement à la même période l'an dernier, grâce à l'intérêt perçu sur des remboursements d'impôts. L'amélioration de la répartition et des rendements des produits a été contrebalancée par la hausse des coûts de mobilisation des fonds et la baisse des frais de refinancement des prêts hypothécaires. Par rapport au troisième trimestre, la marge nette d'intérêts de PE Canada est restée inchangée, l'intérêt sur des remboursements d'impôts ayant été contrebalancé par la hausse des coûts de mobilisation des fonds. La marge nette d'intérêts de 3,00 % obtenue pour PE États-Unis s'est rétrécie de 34 points de base par rapport à la même période l'an dernier, dont 22 points de base en raison d'un transfert de portefeuille au premier trimestre, et elle a perdu 11 points de base comparativement au troisième trimestre. L'augmentation des prêts improductifs, les effets de la répartition des produits et les pressions concurrentielles continues, principalement sur les dépôts, ont influé sur la marge nette d'intérêts. La marge de BMO Marchés des capitaux, qui s'établit à 0,81 %, s'est sensiblement améliorée par rapport à la même période l'an dernier, grâce à des marges sur les produits de négociation plus élevées et à des marges accrues dans nos secteurs sensibles aux taux d'intérêt. La marge de ce groupe s'est également améliorée par rapport au troisième trimestre, grâce à de meilleures marges sur les produits de négociation et sur les dépôts des services de gestion de trésorerie.

Pour l'exercice 2008, la marge nette d'intérêts de BMO qui s'établit à 1,56 % a perdu 3 points de base. Cette diminution est attribuable principalement à la croissance des niveaux d'actifs de BMO Marchés des capitaux et à la baisse du revenu net d'intérêts des Services d'entreprise. Les marges de PE États-Unis et du groupe Gestion privée se sont rétrécies, mais l'effet sur la marge globale de BMO a été minime en raison de la taille relative des actifs de ces groupes.

Marge nette d'intérêts (bic)*

(en points de base)	T4-2008	Augmentation (Diminution) c. T4-2007	Augmentation (Diminution) c. T3-2008	Exercice 2008	Augmentation (Diminution) c. exercice 2007
PE Canada	268	8	-	267	1
PE États-Unis	300	(34)	(11)	300	(37)
Services bancaires Particuliers et entreprises	274	3	(1)	272	(5)
Groupe Gestion privée	917	5	30	898	(68)
BMO Marchés des capitaux	81	29	14	67	7
Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations (T&O)	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
Total de BMO	171	24	12	156	(3)
Total des services de détail au Canada **	308	12	5	302	-

* La marge nette d'intérêts est calculée et présentée par rapport à l'actif productif moyen plutôt que par rapport à l'actif total. Cette méthode produit une mesure plus pertinente des marges et de leurs variations. Les marges des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable (bic), tandis que la marge globale de BMO est présentée selon les PCGR.

** La marge totale des services de détail au Canada représente la marge nette d'intérêts des activités combinées des secteurs canadiens de PE Canada et du groupe Gestion privée.
n.s. - non significatif

Revenu autre que d'intérêts

Le revenu autre que d'intérêts s'établit à 1 400 millions de dollars, soit une augmentation de 396 millions de dollars ou de 39 % par rapport au quatrième trimestre de 2007. Cette amélioration s'explique en partie par une réduction de 273 millions de dollars des charges liées à la conjoncture des marchés financiers et par l'incidence des pertes sur produits de base en 2007. La croissance des revenus a été forte pour PE Canada, BMO Marchés des capitaux et les Services d'entreprise. Le revenu du groupe Gestion privé a diminué principalement à cause des charges liées à la conjoncture des marchés financiers comptabilisées au cours du trimestre. Le revenu autre que d'intérêts lié aux opérations de négociation a augmenté de 600 millions de dollars grâce à la réduction des charges au quatrième trimestre ainsi qu'à la hausse des taux d'intérêt et des revenus de négociation de titres de participation. Les gains sur titres ont chuté de 400 millions de dollars, en raison de charges comptabilisées au cours du trimestre et d'un gain de 107 millions de dollars provenant de la vente d'actions de MasterCard en 2007. Les frais des services de cartes ont augmenté de 163 millions de dollars, les résultats de la même période l'an dernier incluant une charge de 185 millions visant à augmenter notre passif associé aux futures récompenses destinées aux clients dans le cadre de notre programme de fidélisation des clients titulaires de cartes de crédit. Le reste de la diminution est attribuable aux effets des prêts sur cartes de crédit titrisés, partiellement compensés par la hausse des niveaux d'activité. Les revenus de titrisation ont augmenté de 106 millions de dollars, notamment grâce à une hausse de 85 millions de dollars des gains comptabilisés au cours du trimestre. Pendant cette même période, nous avons titrisé 4,2 milliards de dollars de prêts hypothécaires, incluant notre participation au programme d'obligations hypothécaires du gouvernement du Canada. Nous avons également titrisé 1,6 milliard de dollars de prêts sur cartes de crédit au cours du trimestre. Les revenus de change ont diminué de 52 millions de dollars en raison de gains inhabituellement élevés réalisés au quatrième trimestre de 2007 et de l'incidence de la volatilité du taux de change entre les dollars canadien et américain au cours du quatrième trimestre de 2008. Les revenus de commissions de prise ferme et de consultation et de commissions sur titres ont diminué, en raison du repli des marchés financiers.

Par rapport au troisième trimestre, le revenu autre que d'intérêts a diminué de 60 millions de dollars ou de 4,2 %. Les gains sur titres de placement ont baissé de 177 millions de dollars, mais le revenu autre que d'intérêts lié aux opérations de négociation a augmenté de 215 millions. Les commissions de prise ferme de titres de créance et de participation ont diminué, mais les revenus tirés des fusions et acquisitions ont augmenté. Les revenus de titrisation ont progressé, mais les commissions sur titres et les revenus tirés des fonds d'investissement ont reculé.

Au cours de l'exercice 2008, le revenu autre que d'intérêts totalisant 5 118 millions de dollars s'est accru de 612 millions de dollars ou de 14 %. Les charges liées à la conjoncture des marchés financiers et l'incidence des pertes sur produits de base en 2007 ont diminué de 546 millions de dollars en 2008, ce qui a contribué considérablement à cette augmentation. Les revenus de négociation ont progressé de 1 033 millions de dollars, mais les gains sur titres ont reculé de 561 millions. Les frais de services de cartes ont augmenté de 184 millions de dollars, en phase avec la charge qui a réduit ces frais en 2007, la

hausse des revenus ayant été contrebalancée par les effets de la titrisation de prêts sur cartes de crédit. Les revenus de change ont diminué de 52 millions de dollars en raison de la baisse des revenus enregistrés au quatrième trimestre. Les commissions sur titres, les commissions de prise ferme, les commissions sur fusions et acquisitions et les autres revenus ont aussi diminué.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts, qui totalisent 1 818 millions, ont augmenté de 163 millions de dollars ou de 9,9 % comparativement à la même période l'an dernier. Environ les deux tiers de cette augmentation sont attribuables aux frais de personnel, notamment la hausse de la rémunération liée au rendement, en phase avec la progression des revenus, et la hausse des indemnités de licenciement. Les augmentations reflètent également les effets d'investissements dans les secteurs d'activité, notamment l'augmentation de l'équipe de vente et les acquisitions. Le raffermissement du dollar américain a accru l'augmentation des frais de 45 millions de dollars ou de 2,7 points de pourcentage par rapport à la même période l'an dernier.

Le levier d'exploitation avant amortissement s'établit à 18,0 % pour le quatrième trimestre de 2008 grâce à la croissance vigoureuse des revenus.

Par rapport au troisième trimestre, les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 36 millions de dollars ou de 2,0 %. Nous avons continué à investir dans nos activités, y compris les acquisitions. Les frais de personnel ont diminué, mais la réduction de la rémunération liée au rendement, des coûts des avantages sociaux et des indemnités de licenciement a été partiellement neutralisée par les hausses de salaires. Les frais de bureau, de systèmes informatiques et de matériel ont augmenté en raison de la radiation de la charge reportée d'un projet technologique. Le raffermissement du dollar américain a accru les frais de 40 millions de dollars ou de 2,2 points de pourcentage.

Pour l'exercice 2008, les frais autres que d'intérêts s'établissent à 6 894 millions de dollars, soit une hausse de 293 millions ou de 4,4 % par rapport à 2007. Environ la moitié de cette augmentation est attribuable à la hausse des frais de personnel. Il y a eu des investissements dans les secteurs d'activité, notamment des acquisitions, de nouvelles succursales et la création de nouveaux postes dans les services à la clientèle. L'affaiblissement du dollar américain a retranché 93 millions de dollars ou 1,4 point de pourcentage à la croissance des frais sur un an. Les frais de l'exercice précédent incluaient des charges de restructuration de 159 millions de dollars.

Le levier d'exploitation avant amortissement s'établit à 4,7 % pour l'exercice 2008, selon les états financiers. Bien que le levier soit solide, nous n'avons pas atteint notre cible pour l'exercice, soit un levier d'exploitation avant amortissement de 2 %, qui avait été établi sur une base de rajustement tenant compte des pertes sur produits de base et des charges de restructuration en 2007.

Gestion des risques

Les conditions des marchés sont restées extrêmement volatiles au cours des derniers mois, en raison des inquiétudes suscitées actuellement par le marché de l'immobilier aux États-Unis et des pressions exercées à l'échelle mondiale par la récession. Cela a entraîné une faiblesse persistante des conditions de crédit et un resserrement des marchés du crédit.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances s'élèvent à 465 millions de dollars, et sont constituées de dotations à la provision spécifique de 315 millions et d'une hausse de la provision générale de 150 millions. Les dotations à la provision ont été de 196 millions de dollars au Canada et de 269 millions aux États-Unis. Au quatrième trimestre, les dotations à la provision ont augmenté de 314 millions de dollars (une augmentation de 214 millions des dotations à la provision spécifique et une hausse de 100 millions de la provision générale) par rapport à la même période l'an dernier, mais ont diminué de 19 millions (une baisse de 119 millions de la provision spécifique et une hausse de 100 millions de la provision générale) par rapport au troisième trimestre. L'augmentation de la provision générale au quatrième trimestre reflète les perspectives économiques beaucoup plus défavorables actuellement.

Pour l'exercice 2008, la dotation à la provision pour pertes sur créances s'élève à 1 330 millions de dollars, incluant des dotations à la provision spécifique de 1 070 millions et une hausse de la provision générale de 260 millions. Pour la période comparable de l'exercice 2007, les dotations à la provision totalisaient 353 millions de dollars et étaient constituées de provisions à la dotation spécifique de 303 millions et d'une augmentation de la provision générale de 50 millions.

Les dotations à la provision spécifique de l'exercice 2008 représentent 48 points de base du solde net moyen des prêts et acceptations, y compris les titres pris en pension ou empruntés, alors qu'ils en représentaient 15 points de base il y a un an et 18 points de base, en moyenne, pour les cinq dernières années.

Le solde des nouveaux prêts douteux s'élève à 806 millions de dollars pour le trimestre, alors qu'il se chiffrait à 438 millions au troisième trimestre et à 238 millions il y a un an. Au quatrième trimestre, la plus grande partie des nouveaux prêts douteux se retrouve dans les secteurs de l'immobilier commercial, de la production manufacturière et des institutions financières aux États-Unis. Il n'y a pas eu de ventes de prêts douteux au cours du quatrième trimestre, alors qu'elles représentaient une somme de 5 millions de dollars au trimestre précédent et de 11 millions au quatrième trimestre de 2007. Le solde brut des prêts douteux s'élève à 2 387 millions de dollars à la fin du quatrième trimestre, comparativement à 1 798 millions à la fin du trimestre précédent, en raison des nouveaux prêts douteux mentionnés ci-dessus.

La provision totale pour pertes sur créances, qui a augmenté de 253 millions de dollars au cours du trimestre, s'établit à 1 747 millions à la fin du trimestre et est constituée d'une provision spécifique de 426 millions de dollars et d'une provision générale de 1 321 millions. La provision générale couvre toute perte de valeur dans le portefeuille qui ne peut être associée à un crédit en particulier. Réévaluée chaque trimestre, elle a augmenté de 423 millions de dollars depuis la fin de l'exercice précédent. Une partie de cette somme, soit 260 millions de dollars, correspond aux augmentations de la provision générale au cours de l'exercice 2008 et le reste, à l'acquisition de banques au Wisconsin et à l'incidence de l'évolution du taux de change entre les dollars canadien et américain.

Le portefeuille de prêts de BMO demeure constitué en grande partie de prêts aux particuliers et de prêts aux entreprises, qui sont plus stables et qui, abstraction faite des titres pris en pension ou empruntés, représentent 73,8 % du portefeuille de prêts à la fin du trimestre, alors qu'ils en représentaient 77,8 % au troisième trimestre et 78,6 % il y a un an. Ces reculs sont dus à la forte croissance des prêts aux grandes entreprises. Les prêts garantis représentent environ 88 % du portefeuille de prêts à la consommation, y compris les prêts sur cartes de crédit et les prêts hypothécaires à l'habitation. Si on exclut les prêts sur cartes de crédit et les prêts hypothécaires à l'habitation, le portefeuille de prêts à la consommation est constitué à environ 79 % de prêts garantis.

Nous nous attendons à ce que les conditions du crédit demeurent difficiles tout au long du premier semestre de 2009, avec la poursuite de l'important ralentissement de l'économie mondiale.

Le cadre de gestion de BMO à l'égard du risque de marché et du risque de liquidité et de financement ainsi que ses principales mesures à l'égard de ces risques sont exposés aux pages 68 à 71 du Rapport annuel 2007 de BMO. Les risques liés à la valeur de marché et à la volatilité du revenu net pour les activités de négociation et de prise ferme a augmenté d'un trimestre à l'autre et d'une année à l'autre, principalement en raison d'une plus grande instabilité des écarts de taux et des taux d'intérêt observés. Plus tôt durant l'exercice, dans un but d'harmonisation avec les définitions réglementaires des catégories de risque, le risque général d'écart de taux et le risque général de taux d'intérêt ont été réunis et sont maintenant indiqués ensemble sur la ligne Risque lié aux taux d'intérêt (marché), dans le Sommaire du risque total lié à la valeur de marché - Négociation et prise ferme. Ce changement n'a pas d'incidence sur le risque total lié à la valeur de marché, mais seulement sur la façon dont les résultats sont présentés. Les données sur le risque lié à la valeur de marché pour le 31 octobre 2007 ont été retraitées pour tenir compte de ce changement. Aucun changement important n'a été apporté à nos pratiques de gestion du risque de marché au cours du quatrième trimestre. Aucun changement important n'a été apporté au niveau du risque structurel de marché ou à nos pratiques de gestion du risque structurel de marché au cours du trimestre.

Les marchés internationaux des dépôts de gros ont subi les effets de la perte de confiance qui s'est amorcée à la mi-septembre, quand la qualité de crédit des institutions financières est devenue de plus en plus inquiétante. Les échéances offertes pour les instruments de financement sur le marché monétaire ont été réduites et l'accès à du financement à long terme sur le marché des capitaux a été restreint pour toutes les banques. Les écarts du marché des dépôts de gros sont élevés étant donné les graves inquiétudes au sujet des marchés du crédit. Les gouvernements et les banques centrales prennent des mesures dans le but de rétablir la confiance et la stabilité des marchés. Le gouvernement du Canada a mis sur pied un certain nombre de programmes visant à assurer la liquidité des marchés, et le secteur financier canadien, y compris BMO, a participé à ces programmes. Nous sommes toujours convaincus que notre cadre de gestion du risque de liquidité et de financement nous place dans une position solide malgré l'évolution du marché.

Cette section sur la gestion des risques et la section suivante qui traite des impôts sur les bénéfices contiennent des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Dotations à la provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T4-2008	T3-2008	T4-2007	Exercice 2008	Exercice 2007
Nouvelles dotations à la provision spécifique	361	475	152	1 242	460
Reprises sur provisions établies précédemment	(23)	(7)	(27)	(58)	(66)
Recouvrement de prêts radiés précédemment	(23)	(34)	(24)	(114)	(91)
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	315	434	101	1 070	303
Augmentation de la provision générale	150	50	50	260	50
Dotation à la provision pour pertes sur créances	465	484	151	1 330	353

Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,55 %	0,80 %	0,19 %	0,48 %	0,15 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,81 %	0,89 %	0,29 %	0,60 %	0,17 %

Modifications du solde brut des prêts et acceptations douteux (SBPAD)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

SBPAD au début de la période	1 798	1 820	618	720	666
Transfert de prêts et acceptations douteux	806	438	238	2 506	588
Réduction des prêts et acceptations douteux 1)	170	(91)	(19)	131	(143)
Radiations	(387)	(369)	(117)	(970)	(391)
SBPAD à la fin de la période	2 387	1 798	720	2 387	720
SBPAD en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations	1,10 %	0,86 %	0,36 %	1,10 %	0,36 %
SBPAD en pourcentage du total des capitaux propres et des provisions pour pertes sur créances	11,34 %	9,09 %	4,07 %	11,34 %	4,07 %

1) Comprend le montant des prêts douteux classés de nouveau dans les prêts productifs, les ventes de prêts, les remboursements, l'incidence des fluctuations du taux de change et les compensations des radiations des prêts à la consommation qui n'ont pas été comptabilisés dans les nouveaux prêts douteux (T4 08 : 137 millions de dollars; T3 08 : 106 millions de dollars; T4 07 : 73 millions de dollars).

Risques globaux liés à la valeur de marché et à la volatilité du revenu net pour les activités de négociation et de prise ferme et pour les placements du portefeuille structurel (en millions de dollars)*

(équivalent en dollars canadiens après impôts)	Risque lié à la valeur de marché			Volatilité du revenu net sur 12 mois		
	31 octobre 2008	31 juillet 2008	31 octobre 2007	31 octobre 2008	31 juillet 2008	31 octobre 2007
Activité de négociation et de prise ferme	(33,4)	(24,0)	(18,2)	(28,7)	(21,5)	(12,6)
Éléments du portefeuille structurel	(267,9)	(256,8)	(231,6)	(30,2)	(21,7)	(24,2)
BMO Groupe financier	(301,3)	(280,8)	(249,8)	(58,9)	(43,2)	(36,8)

* Selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées entre parenthèses.

Sommaire du risque total lié à la valeur de marché – Négociation et prise ferme (en millions de dollars)*

(équivalent en dollars canadiens avant impôts)	À la fin du trimestre	Pour le trimestre terminé le 31 octobre 2008			Au 31 juillet 2008 À la fin du trimestre	Au 31 octobre 2007 À la fin du trimestre
		Moyenne	Haut	Bas		
Risque lié aux produits de base	(0,9)	(1,5)	(4,4)	(0,9)	(1,2)	(2,7)
Risque lié aux actions	(7,3)	(9,3)	(19,6)	(5,6)	(9,3)	(9,5)
Risque lié au change	(1,4)	(1,8)	(2,6)	(0,8)	(1,9)	(0,9)
Risque lié aux taux d'intérêt (marché)	(30,6)	(25,4)	(35,0)	(18,4)	(22,7)	(10,0)
Diversification (note 1)	6,4	8,4	n.s.	n.s.	8,3	9,1
Risque global	(33,8)	(29,6)	(41,6)	(21,4)	(26,8)	(14,0)
Risque lié aux taux d'intérêt (compatibilité d'exercice)	(11,6)	(8,6)	(12,5)	(6,0)	(6,3)	(9,1)
Risque lié à l'émetteur	(6,1)	(5,1)	(7,4)	(3,6)	(3,9)	(4,9)
Risque total lié à la valeur de marché	(51,5)	(43,3)	(59,5)	(34,3)	(37,0)	(28,0)

n.s. – non significatif

* Mesure sur un jour selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les gains, par des montants positifs.

1) Le calcul de l'effet de la diversification sur le cours le plus haut et sur le cours le plus bas n'est pas considéré comme significatif.

Sensibilité du revenu net et de la valeur du portefeuille structurel inscrits au bilan à l'évolution des taux d'intérêt (en millions de dollars)*

(équivalent en dollars canadiens après impôts)	Sensibilité de la valeur économique			Sensibilité du revenu net au cours des 12 mois à venir		
	31 octobre 2008	31 juillet 2008	31 octobre 2007	31 octobre 2008	31 juillet 2008	31 octobre 2007
Hausse de 100 points de base	(220,8)	(212,7)	(201,1)	(4,4)	2,5	6,6
Baisse de 100 points de base	169,2	152,8	138,6	(21,0)	(4,2)	(15,4)
Hausse de 200 points de base	(488,6)	(476,9)	(438,1)	(16,2)	(8,3)	0,4
Baisse de 200 points de base	328,4	280,0	234,0	(177,6)	(111,4)	(17,0)

* Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les gains, par des montants positifs.

Impôts sur les bénéfices

Comme il est expliqué à la section Revenu, la direction évalue les résultats consolidés de BMO pour l'exercice 2008, ainsi que les provisions pour impôts sur les bénéfices connexes, selon les PCGR. Nous continuons à évaluer et à présenter les résultats des groupes d'exploitation et les impôts sur les bénéfices connexes sur une base d'imposition comparable.

Le recouvrement des impôts sur les bénéfices est de 49 millions de dollars, en baisse de 28 millions de dollars par rapport au quatrième trimestre de 2007 et de 10 millions par rapport au troisième trimestre de 2008. Le taux d'imposition effectif pour le trimestre est un taux de recouvrement de 9,2 %, comparativement à un taux de recouvrement de 19,3 % au quatrième trimestre de 2007 et de 12,2 % au troisième trimestre de 2008. Pour l'exercice, le taux effectif correspond à un taux de recouvrement de 3,6 %, alors qu'il correspondait à une charge fiscale de 7,9 % il y a un an.

Le faible taux effectif pour le trimestre s'explique surtout par des recouvrements d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs de 73 millions de dollars et par la proportion plus importante de revenus provenant de territoires où les taux d'imposition sont moins élevés comparativement aux trimestres précédents. Abstraction faite de l'incidence de l'augmentation de la provision générale, des recouvrements d'impôts et de la proportion plus importante de revenus provenant de territoires où les taux d'imposition sont moins élevés, le taux d'imposition effectif pour le trimestre se situe dans notre fourchette normale prévue. Même si les taux vont continuer à varier d'un trimestre à l'autre en raison de rajustements et d'éléments significatifs ponctuels, nous estimons actuellement que le taux d'imposition effectif normal de 2009 sera compris entre 16 % et 20 % en raison de la réduction du taux d'imposition prévu par la loi.

BMO couvre le risque de change découlant de ses investissements dans des établissements aux États-Unis en finançant ces investissements en dollars américains. Dans le cadre de ce programme, le gain ou la perte provenant des opérations de couverture et le gain ou la perte non réalisé provenant de la conversion des investissements dans des établissements aux États-Unis viennent diminuer ou augmenter les capitaux propres. Aux fins de l'impôt sur les bénéfices, le gain ou la perte sur les opérations de couverture entraîne une charge ou un crédit d'impôt sur les bénéfices durant la période en cours, qui vient réduire ou augmenter les capitaux propres, tandis que le gain ou la perte non réalisé sur les investissements dans des établissements aux États-Unis n'est pas assujéti à l'impôt sur les bénéfices avant la réalisation de ces investissements. La charge fiscale ou l'avantage fiscal découlant d'un gain ou d'une perte sur des opérations de couverture est tributaire des fluctuations des taux aux États-Unis d'une période à l'autre. Les opérations de couverture effectuées sur les investissements dans des établissements aux États-Unis ont entraîné des recouvrements d'impôts sur les bénéfices affectés aux capitaux propres de 628 millions de dollars pour le trimestre et de 881 millions de dollars pour l'exercice. L'état consolidé de la variation des capitaux propres, qui fait partie des états financiers consolidés non vérifiés ci-joints, contient plus de détails à ce sujet.

Gestion du capital

Depuis le 1^{er} novembre 2007, BMO calcule ses exigences relatives au capital réglementaire en vertu d'un nouveau cadre de gestion du capital. Ce nouveau cadre, le Nouvel accord de Bâle (Bâle II), remplace l'Accord de Bâle I en vigueur au cours des 20 dernières années.

BMO utilise l'approche fondée sur les notations internes (NI) avancée à l'égard du risque de crédit de son portefeuille et l'approche standard à l'égard du risque opérationnel. Le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), qui réglemente nos activités, nous a accordé une exemption afin de mettre en œuvre l'approche standard pour établir l'actif pondéré en fonction des risques de crédit de notre filiale Harris Bankcorp, Inc. La méthode utilisée pour établir l'actif pondéré en fonction des risques à l'égard du risque de marché n'a pas changé sensiblement entre Bâle I et Bâle II.

Au 31 octobre 2008, le ratio du capital de première catégorie de BMO s'établit à 9,77 %, avec un actif pondéré en fonction des risques de 191,6 milliards de dollars et un capital de première catégorie de 18,7 milliards. Le ratio, qui se chiffrait à 9,90 % au troisième trimestre, a diminué de 13 points de base, la croissance de l'actif pondéré en fonction des risques ayant été partiellement neutralisée par une hausse du capital. La hausse de l'actif pondéré en fonction des risques a été principalement causée par l'incidence du raffermissement du dollar américain sur l'actif pondéré en fonction des risques libellé en dollars américains. Le capital a augmenté en raison de la croissance des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Le ratio demeure solide et est nettement supérieur à notre cible minimale de 8,0 %.

Le ratio du capital total de BMO s'établit à 12,17 % au 31 octobre 2008. Le ratio, qui se chiffrait à 12,29 % au troisième trimestre, a diminué de 12 points de base en raison de l'augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques, partiellement contrebalancée par l'augmentation du capital, comme nous l'avons indiqué plus haut.

Les accords de Bâle II et de Bâle I ne sont pas comparables. À des fins de comparaison uniquement, le ratio du capital de première catégorie selon Bâle I s'établit à 9,41 % et le ratio du capital total, à 12,06 % au 31 octobre 2008, comparativement à 9,51 % et à 11,74 %, respectivement, à la fin de 2007.

Le 19 septembre 2008, nous avons annoncé notre intention de racheter 250 millions de dollars d'actions privilégiées, série 6, le 25 novembre 2008.

Au cours du trimestre, 1 599 525 actions ont été émises au titre de l'exercice d'options sur actions, de l'échange d'actions et du Régime de réinvestissement des dividendes. Nous n'avons pas racheté d'actions ordinaires de la Banque de Montréal en vertu de notre programme de rachat d'actions ordinaires au cours du trimestre et de l'exercice.

Le 4 septembre 2008, nous avons annoncé que la Bourse de Toronto avait accepté notre avis d'intention de déposer une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités, qui nous permettra de racheter jusqu'à 15 millions d'actions ordinaires, soit environ 3 % de nos actions ordinaires en circulation, entre le 8 septembre 2008 et le 7 septembre 2009. Notre programme de rachat d'actions ordinaires vise principalement à compenser, à la longue, l'effet de dilution causé par l'exercice d'options d'achat d'actions, le Régime de réinvestissement des dividendes et les actions convertibles.

Le 25 novembre 2008, nous avons annoncé que le Conseil d'administration de BMO a déclaré un dividende trimestriel de 0,70 \$ par action, payable aux détenteurs d'actions ordinaires, soit un dividende équivalent à celui d'il y a un an et à celui du trimestre précédent. Tant que nous n'aurons pas une idée plus précise de la durée et de l'ampleur du ralentissement économique actuel, nous ne prévoyons pas augmenter le dividende sur les actions ordinaires. Nous estimons que le taux de dividende actuel est approprié, compte tenu de la capacité bénéficiaire de BMO, et nous poursuivons nos efforts pour améliorer le rendement de nos activités de base et offrir de nouveau un ratio de distribution dans notre fourchette cible.

Capital réglementaire admissible

Accord de Bâle II sur le capital réglementaire et l'actif pondéré en fonction des risques

(en millions de dollars canadiens)	T4 2008	T3 2008
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	15 974	15 120
Actions privilégiées à dividende non cumulatif	1 996	1 996
Instruments novateurs inclus dans le capital de première catégorie	2 486	2 442
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	39	37
Écarts d'acquisition et actifs incorporels excédentaires	(1 635)	(1 449)
Cumul des gains non réalisés nets après impôts sur titres de participation disponibles à la vente	(15)	-
Capital net de première catégorie	18 845	18 146
Déductions liées à la titrisation	(115)	(96)
Perte prévue excédant la provision - Approche NI avancée	-	-
Autres déductions	(1)	(3)
Capital de première catégorie rajusté	18 729	18 047
Dette subordonnée	4 175	4 065
Billets de fiducie secondaires	800	800
Cumul des gains non réalisés nets après impôts sur titres de participation disponibles à la vente	-	7
Provision générale pour pertes sur créances admissible	494	293
Total du capital de deuxième catégorie	5 469	5 165
Déductions liées à la titrisation	(6)	(10)
Perte prévue excédant la provision - Approche NI avancée	-	-
Investissements dans des filiales non consolidées/ investissements importants	(871)	(799)
Autres déductions	-	(3)
Capital de deuxième catégorie rajusté	4 592	4 353
Capital total	23 321	22 400

Actif pondéré en fonction des risques

(en millions de dollars canadiens)	T4 2008	T3 2008
Risque de crédit	163 616	146 535
Risque de marché	11 293	16 207
Risque opérationnel	16 699	16 426
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	191 608	179 168
Plancher réglementaire	-	3 090
Total de l'actif pondéré en fonction des risques pendant la transition	191 608	182 258

Désignation des dividendes admissibles

Pour les fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute autre loi provinciale ou territoriale similaire, BMO désigne tous les dividendes versés sur ses actions ordinaires et privilégiées après le 31 décembre 2005, et tous les dividendes (y compris les dividendes réputés) versés par la suite, comme « dividendes admissibles », à moins d'indication contraire par BMO.

Instruments financiers dans des conditions de crédit difficiles

À la demande des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales des pays membres du G7, le Forum sur la stabilité financière a publié en avril 2008 un rapport concernant l'amélioration de la résilience des institutions et des marchés financiers. Ses recommandations préconisent notamment d'améliorer la communication de l'information sur les instruments financiers que les marchés considèrent aujourd'hui comme plus risqués. Depuis le deuxième trimestre de 2008, nous avons étendu notre présentation de certains instruments financiers pour tenir compte de ces nouveaux développements.

Prêts sur hypothèque de premier rang à risque

Aux États-Unis, les prêts sont généralement considérés à risque lorsque la cote de solvabilité de l'emprunteur fournie par un bureau de crédit est égale ou inférieure à 620. Nous n'octroyons pas de prêts hypothécaires à risque dans le cadre d'un programme conçu à cette fin, aux États-Unis; nous offrons toutefois aux États-Unis des prêts à des personnes ayant des cotes de solvabilité inférieures à 620 conformément à nos exigences de crédit découlant du *Community Reinvestment Act*. Ponctuellement, nous accordons également des prêts à des clients dont la cote de solvabilité est inférieure à 620 lorsqu'ils remplissent d'autres critères d'admissibilité solides. Ainsi, nous avons autorisé pour 0,25 milliard de dollars américains de prêts sur hypothèque de premier rang présentant des caractéristiques de prêts à risque à la date d'autorisation, dont l'équivalent de 0,25 milliard de dollars américains était en cours au 31 octobre 2008 (0,23 milliard de dollars américains au 31 juillet 2008). Sur ce montant, 5,4 millions de dollars, soit 2,14 %, représentaient des prêts en souffrance depuis 90 jours ou plus à la fin d'octobre (4,8 millions de dollars ou 2,11 % au 31 juillet 2008). À titre de comparaison, ce taux est de 0,94 % pour le portefeuille total de prêts sur hypothèque de premier rang de BMO aux États-Unis.

Au Canada, BMO n'a pas de programme de prêts hypothécaires à risque et n'achète pas de tels prêts auprès de tiers prêteurs. Les décisions d'octroi de prêts hypothécaires de BMO se fondent sur une évaluation complète du client et de la structure du prêt. La cote de solvabilité n'est qu'un élément du processus d'octroi et, par conséquent, nous ne classifions pas les prêts sur la seule base de la cote de solvabilité. Un montant minime de prêts hypothécaires canadiens ayant des caractéristiques de prêts à risque est inclus dans certains conduits de titrisation canadiens soutenus par BMO qui détiennent des actifs de tiers comme nous l'expliquons dans la présentation de ces conduits ci-après.

Nous avons aussi une exposition nette de 159 millions de dollars américains au 31 octobre 2008 (208 millions de dollars américains au 31 juillet 2008) à une société qui achète des prêts hypothécaires en difficulté (y compris des prêts à risque) à prix réduit.

Prêts sur hypothèque de premier rang Alt-A

Aux États-Unis, les prêts Alt-A sont généralement considérés comme des prêts pour lesquels les critères d'admissibilité de l'emprunteur font l'objet d'une vérification limitée. Le portefeuille américain comprenait deux programmes de prêts correspondant à cette définition : les programmes Easy Doc et No Doc. Les prêts du programme No Doc, qui représente la plus grande part de cette catégorie, nécessitent une cote de solvabilité fournie par un bureau de crédit d'un minimum de 660 et des quotités de financement d'un maximum de 80 % (90 % si le prêt est assuré par une assurance hypothécaire privée). Compte tenu de ces exigences de prêt, la qualité de crédit de notre portefeuille de prêts Alt-A est solide et la marche des comptes est satisfaisante. Au 31 octobre 2008, nos prêts Alt-A directs totalisent 1,6 milliard de dollars américains (1,6 milliard de dollars américains au 31 juillet 2008). Sur ce montant, 10 millions de dollars, soit 0,62 %, représentent des prêts en souffrance depuis 90 jours ou plus (6 millions ou 0,35 % au 31 juillet 2008). À titre de comparaison, ce taux est de 0,94 % pour le portefeuille total de prêts sur hypothèque de premier rang de BMO aux États-Unis. Nous avons cessé d'offrir les programmes Easy Doc et No Doc au troisième trimestre de 2008.

Les prêts à risque et les prêts Alt-A sont généralement considérés plus risqués que les prêts de première qualité traditionnels. Nous considérons également les prêts aux clients dont la cote de solvabilité est comprise entre 620 et 660 et dont la quotité de financement est supérieure à 80 % (sans assurance hypothécaire privée) comme des éléments plus risqués de notre portefeuille.

Cette composante représentait une part négligeable du portefeuille de prêts aux États-Unis.

Au Canada, nous n'avons pas de programme de prêts hypothécaires considérés comme des prêts Alt-A. Dans le cadre de notre programme d'octroi de crédit, nous pouvons décider de ne pas vérifier le revenu ou l'emploi de certains clients de la Banque lorsqu'ils présentent par ailleurs des caractéristiques de solvabilité suffisantes. Nous avons également un programme de prêts hypothécaires pour les nouveaux arrivants au Canada et les non-résidents qui permet une vérification limitée du revenu, mais qui comporte d'autres critères stricts d'admissibilité. Au 31 octobre 2008, il y a environ 2,2 milliards de dollars (2,3 milliards au 31 juillet 2008) (les données du précédent rapport ont été retraitées pour exclure les actifs titrisés) de prêts en cours en vertu de ce programme. Sur ce montant, seulement 11 millions de dollars, soit 0,51 % (10 millions ou 0,42 % au 31 juillet 2008, excluant les actifs titrisés) représentent des prêts en souffrance depuis 90 jours ou plus, ce qui reflète la bonne qualité de ces prêts.

Prêts sur valeur domiciliaire

Les prêts sur valeur domiciliaire sont garantis par la valeur d'un bien immobilier et sont subordonnés à toute hypothèque de premier rang grevant ce bien. Aux États-Unis, notre portefeuille de prêts sur valeur domiciliaire se chiffre à 5,0 milliards de dollars américains, ce qui représente 2 % du portefeuille total de prêts de BMO au 31 octobre 2008. Dans l'ensemble du portefeuille, un montant de 351 millions de dollars américains (352 millions au 31 juillet 2008) a été octroyé à des clients ayant une cote de solvabilité initiale inférieure à 620 et serait classé dans la catégorie des prêts à risque. Sur ce montant, seulement 3 millions de dollars américains, soit 0,8 %, représentent des prêts en souffrance depuis plus de 90 jours au 31 octobre 2008 (4 millions de dollars américains ou 1,3 % au 31 juillet 2008).

BMO a également offert deux programmes à vérification restreinte au sein du portefeuille des prêts sur valeur domiciliaire aux États-Unis, qui seraient classés dans la catégorie Alt-A s'ils figuraient dans le portefeuille des prêts sur hypothèque de premier rang. Au 31 octobre 2008, le montant autorisé en vertu de ces programmes s'élève à 1,0 milliard de dollars américains et l'encours, à 0,6 milliard. Les prêts accordés en vertu de ces programmes sont soumis aux mêmes exigences élevées en matière de cote de solvabilité et de quotité de financement que le portefeuille des prêts sur hypothèque de premier rang; le portefeuille s'est donc bien comporté. Au 31 octobre 2008, 4 millions de dollars américains, soit 0,68 % du portefeuille, représentent des prêts en souffrance depuis plus de 90 jours (4 millions de dollars américains ou 0,66 % au 31 juillet 2008). À titre de comparaison, ce taux s'établit à 0,57 % pour le portefeuille total de prêts sur valeur domiciliaire de BMO aux États-Unis. Nous avons interrompu ces programmes au cours du troisième trimestre de 2008.

Nous considérons également que les prêts sur valeur domiciliaire accordés à des clients dont la cote de crédit est supérieure à 620 et inférieure à 660 constituent des éléments plus risqués pour le portefeuille de prêts. Cette composante du portefeuille représente 0,3 milliard de dollars américains au 31 octobre 2008 (0,3 milliard au 31 juillet 2008). Au 31 octobre 2008, 3 millions de dollars américains, soit 0,88 %, de ces prêts représentent des prêts en souffrance depuis plus de 90 jours (5 millions de dollars américains ou 1,87 % au 31 juillet 2008).

Au 31 octobre 2008, les prêts dont la quotité de financement est supérieure à 90 % au moment de leur octroi représentent 0,4 milliard de dollars américains, soit 7 % du portefeuille des prêts sur valeur domiciliaire aux États-Unis. Les prêts consentis à des clients présentant une quotité de financement supérieure à 80 % et une cote de solvabilité inférieure à 660 au moment de l'octroi ne représentent que 0,3 milliard de dollars.

Au Canada, nous avons un portefeuille de marges de crédit sur valeur domiciliaire de 13,8 milliards de dollars (30,1 milliards autorisés). Ce portefeuille est de première qualité, la proportion de prêts en souffrance depuis 90 jours ou plus n'étant que de 0,08 %. L'une de ces marges de crédit est offerte exclusivement sur des hypothèques de premier rang. Ce produit compte pour environ 54 % du portefeuille total. Nous avons également un portefeuille de prêts sur valeur domiciliaire remboursables à tempérament d'une valeur de 0,3 milliard de dollars, dont moins de 2 millions de dollars sont des prêts en souffrance depuis 90 jours ou plus.

Financement à levier financier

Les prêts à levier financier sont définis par BMO comme les prêts aux sociétés de capital-investissement et les prêts mezzanine pour lesquels notre évaluation indique un niveau de risque de crédit plus élevé. BMO fait l'objet d'une exposition limitée aux prêts à levier financier, ces prêts correspondant à moins de 1 % de notre actif total avec un encours de 3,6 milliards de dollars au 31 octobre 2008 (5,8 milliards autorisés), comparativement à un encours de 3,0 milliards de dollars (4,4 milliards autorisés) au 31 juillet 2008.

Assureurs spécialisés et sociétés d'instruments dérivés de crédit

Au 31 octobre 2008, les expositions directes de BMO aux sociétés spécialisées dans la fourniture d'une protection contre la défaillance s'élèvent à 573 millions de dollars (242 millions de dollars au 31 juillet 2008) au titre de la valeur de marché d'instruments dérivés de contrepartie et à 19 millions de dollars (10 millions de dollars au 31 juillet 2008) au titre de la valeur de marché de titres de créance négociables. Un rajustement pour un risque de contrepartie de 60 millions de dollars a été comptabilisé en rapport avec ces expositions.

Environ 88 % de l'exposition de 573 millions de dollars est lié à des contreparties ayant une cote AA ou plus élevée et le reste est lié à des contreparties ayant une cote BB. Environ 53 % de l'exposition de 19 millions de dollars est lié à des contreparties ayant une cote BBB- ou plus élevée et le reste est lié à des contreparties ayant une cote BB. La valeur notionnelle des contrats directs mettant en présence des assureurs spécialisés et des sociétés d'instruments dérivés de crédit est d'environ 4,5 milliards de dollars, pratiquement inchangée depuis le 31 juillet 2008. La plupart des contrats avec ces sociétés étaient liés principalement à des structures d'obligations adossées à des actifs et à des swaps sur défaillance de notre portefeuille de négociation et ont fourni une protection contre les pertes découlant des défaillances. Le risque de ces instruments lié aux prêts hypothécaires à risque est minime. BMO détient aussi 1 176 millions de dollars (924 millions au 31 juillet 2008) de titres assurés par des assureurs spécialisés, dont 795 millions de dollars d'obligations municipales. Environ 79 % du portefeuille d'obligations municipales est de qualité investissement, incluant l'avantage des garanties d'assurance. Environ 68 % des obligations municipales détenues ont des cotes qui ne tiennent pas compte des garanties d'assurance et toutes sont de qualité investissement.

Conduits de titrisation canadiens soutenus par BMO

BMO a fourni des facilités de trésorerie à six des conduits non consolidés qu'elle soutient au Canada pour un total de 16,1 milliards de dollars au 31 octobre 2008 (18,2 milliards au 31 juillet 2008). Toutes ces facilités demeurent inutilisées. Les billets émis par les six conduits de ces programmes sont cotés R-1 (élevé) par DBRS et Prime-1 par Moody's. Deux de ces conduits ne détiennent que des prêts hypothécaires canadiens à l'habitation de qualité transférés de BMO et comptent pour 5,1 milliards de dollars de l'engagement de financement de BMO. Les quatre autres conduits non consolidés détiennent des actifs de clients tiers et comptent pour 11,0 milliards de dollars des facilités de trésorerie de BMO. Les actifs de chacun des quatre conduits de financement de clients tiers consistent essentiellement en des lots diversifiés de créances automobiles canadiennes et de prêts hypothécaires à l'habitation canadiens. Ces deux catégories d'actifs représentent entre 67 % et 92 % des actifs des quatre conduits.

Les actifs des quatre conduits de financement de clients incluent quelque 111 millions de dollars de prêts hypothécaires à l'habitation canadiens ayant des caractéristiques de prêts à risque, 948 millions de dollars de prêts hypothécaires à l'habitation canadiens ayant des caractéristiques de prêts Alt-A et 233 millions de dollars de prêts hypothécaires peu élevés aux entreprises. Ces conduits n'incluent aucun titre adossé à des instruments de dette ni aucune exposition à des assureurs spécialisés.

Les investissements de BMO dans le papier commercial adossé à des actifs (PCAA) des six conduits non consolidés totalisent 2,6 milliards de dollars au 31 octobre 2008, comparativement à 1,3 milliard au 31 juillet 2008 et à 5,9 milliards au 31 octobre 2007. Aucune perte n'a été comptabilisée en rapport avec les investissements de BMO dans le PCAA de ces conduits.

BMO consolide les comptes de deux véhicules qu'elle soutient au Canada où la majeure partie du gain ou de la perte prévu des véhicules a été considérée comme comptabilisée par BMO. L'un des véhicules comprend les séries de billets cotés R-1 (faible) par DBRS de l'un des six conduits précités. L'autre véhicule est un conduit dont les billets sont cotés R-1 (moyen) par DBRS. L'actif

de ces deux véhicules se chiffre respectivement à 65 millions de dollars et à 200 millions de dollars au 31 octobre 2008. Ces deux actifs combinés comprennent 8 millions de dollars de prêts hypothécaires à l'habitation canadiens présentant des caractéristiques de prêts à risque, 66 millions de prêts hypothécaires à l'habitation canadiens présentant des caractéristiques de prêts Alt-A et 13 millions de prêts hypothécaires peu élevés aux entreprises. Aucune perte n'a été comptabilisée en rapport avec l'exposition de BMO à ces véhicules.

Conduits de titrisation américains soutenus par BMO

BMO s'est engagé à fournir des facilités de trésorerie de 8,2 milliards de dollars américains à notre conduit multicédant américain émetteur de PCAA au 31 octobre 2008 (9,2 milliards de dollars américains au 31 juillet 2008). Ce conduit fournit du financement à des lots diversifiés de portefeuilles, au moyen de 91 transactions de titrisation, la valeur moyenne des facilités étant d'environ 90 millions de dollars américains. Actuellement, la taille des lots varie d'environ 1,9 million à 450 millions de dollars américains. Les dix lots les plus importants représentent 33 % du portefeuille. Les sommes engagées comprennent un large éventail de catégories d'actifs, notamment des prêts aux moyennes entreprises (24 %), des prêts automobiles et des contrats de crédit-bail automobile (12 %), des prêts et des baux pour immeubles commerciaux (13 %), des prêts aux entreprises (12 %), des prêts à tempérament aux particuliers (8 %) et des prêts et des contrats de crédit-bail pour équipement (8 %). Les prêts hypothécaires à l'habitation représentent 2,5 % du portefeuille, sur lesquels les prêts classés à risque ou Alt-A représentent 0,3 %.

Environ 60 % des engagements du conduit ont été cotés par Moody's ou S&P, et tous ont reçu la cote A ou une cote plus élevée. Environ 1,5 milliard de dollars américains d'engagements sont assurés par des assureurs spécialisés, principalement MBIA et Ambac, dont les cotes, bien qu'abaissées récemment à Baa1 par Moody's et à AA par S&P, n'ont aucune incidence sur le rendement des actifs sous-jacents. Aucune des garanties des assureurs spécialisés ne vise des hypothèques ou des titres adossés à des créances mobilières ou des titres adossés à des instruments de dette à financement structuré. Toutes les transactions sous-jacentes sont effectuées en conformité avec leurs modalités et conditions.

Au 31 octobre 2008, le conduit a du papier commercial en circulation pour 6,5 milliards de dollars américains, en baisse par rapport à 6,8 milliards de dollars américains au 31 juillet 2008. Le PCAA du conduit est coté A1 par S&P et P1 par Moody's. BMO n'a pas investi dans le PCAA du conduit. Le papier commercial en circulation a été acheté avec régularité par des tiers investisseurs malgré les perturbations du marché, et les niveaux de prix sont en phase avec ceux des conduits émetteurs de PCAA de première qualité aux États-Unis.

Au premier semestre de l'exercice, en raison de la détérioration des conditions de crédit et conformément aux modalités des accords relatifs aux facilités de trésorerie, BMO a mis des fonds directement dans trois comptes commerciaux particuliers exposés au secteur américain de l'habitation, pour un total de 851 millions de dollars américains. Au 31 octobre 2008, la valeur comptable nette des trois comptes a été ramenée à 296 millions de dollars américains, à la suite de la déduction de paiements de 228 millions de dollars américains et des dotations à la provision pour pertes. La qualité de crédit de deux de ces comptes s'est détériorée et des dotations à la provision spécifique ont été comptabilisées. La dotation à la provision pour pertes sur créances de BMO au titre de ces deux comptes est peu élevée pour le trimestre et se chiffre à 331 millions de dollars américains pour l'exercice. Il n'a pas été nécessaire de comptabiliser des dotations à la provision pour le troisième compte. Au quatrième trimestre, en raison de l'affaiblissement de l'économie, nous avons remarqué une détérioration de certains portefeuilles du conduit; toutefois, tous étaient productifs à la fin octobre.

Conduits de titrisation canadiens non soutenus par des banques

Nous détenons du PCAA de six conduits de titrisation canadiens non soutenus par des banques, dont la valeur comptable s'élève à 187 millions de dollars au 31 octobre 2008 (201 millions au 31 juillet 2008). Nous n'avons pas fourni de concours de trésorerie pour ces conduits. Nous avons enregistré une diminution de la juste valeur de 14 millions de dollars au quatrième trimestre (28 millions au troisième trimestre). Au quatrième trimestre, nos investissements ont été transférés de notre portefeuille de titres de négociation à notre portefeuille de titres disponibles à la vente et, par conséquent, la baisse

de 14 millions de dollars de la juste valeur enregistrée au quatrième trimestre a été comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu et non dans le résultat. Nos investissements dans le PCAA reflètent une perte à la valeur de marché cumulative de 138 millions de dollars dans la juste valeur. La réalisation de notre investissement dans le PCAA des conduits non soutenus par des banques sera fonction des modalités de l'accord conclu par certains conduits canadiens de PCAA non soutenus par des banques et des investisseurs, accord connu sous le nom d'« Accord de Montréal ». BMO appuie totalement l'Accord de Montréal.

Entité de protection contre le risque de crédit

Nous parrainons également Apex Trust (Apex), entité ad hoc canadienne qui fournit, sous forme de swaps sur défaillance, une protection contre le risque de crédit lié à douze tranches de titres de qualité investissement, à levier financier, ultra-prioritaires, provenant de lots diversifiés de titres de crédit aux entreprises américains et européens. Apex a une exposition à quelque 450 émetteurs, diversifiés en termes de région et de secteur, dont 74 % sont de qualité investissement.

Le 13 mai 2008, Apex a été restructuré et les investisseurs ont échangé leurs billets initiaux contre des billets à moyen terme émis par Apex d'une durée de cinq et huit ans (les « Billets »). Apex a émis des Billets d'une valeur de 2,2 milliards de dollars et BMO a une exposition de 815 millions à ces Billets. Une autre partie à la restructuration a une exposition de 600 millions de dollars aux Billets par le biais d'un swap sur rendement total avec BMO. Le prix du swap sur rendement total sera recalculé en septembre 2009 en fonction d'un indice de référence. BMO a l'option de mettre fin au swap à ce moment-là. Le coût du swap sur rendement total augmentera si BMO choisit de prolonger l'option après le rajustement de prix, selon les conditions qui prévaudront alors sur les marchés.

Une facilité de financement de premier rang (la « Facilité de premier rang ») de 1,13 milliard de dollars a aussi été mise en place dans le cadre de cette restructuration, BMO fournissant 1,03 milliard de cette facilité. Les avances effectuées dans le cadre de la Facilité de premier rang ont priorité de rang sur les Billets. Au 31 juillet 2008, 553 millions de dollars (124 millions au 31 juillet 2008) de l'engagement de BMO dans le cadre de la Facilité de premier rang ont été utilisés pour financer des appels de sûretés à la suite du déclin de la valeur de marché des swaps sur défaillance sous-jacents. Les Billets et la Facilité de premier rang totalisent environ 3,3 milliards de dollars et représentent approximativement 16 % des quelque 21 milliards de dollars des positions de crédit notionnelles nettes détenues par le véhicule.

Selon les modalités de la restructuration, BMO a également conclu des contrats de swaps sur défaillance avec les contreparties des swaps et des swaps de compensation avec Apex. BMO a une exposition aux contreparties des swaps pour les pertes sur créances réalisées sur les positions de crédit notionnelles si ces pertes sur créances dépassent la valeur globale de 3,3 milliards de dollars des Billets et de la Facilité de premier rang.

Au troisième trimestre, nous avons contrepasé 40 millions de dollars des charges comptabilisées précédemment en lien avec notre exposition de 815 millions de dollars aux Billets et constaté une charge de 55 millions de dollars en relation avec la transaction du swap sur rendement total, pour une perte nette de 15 millions de dollars pendant le trimestre. Au quatrième trimestre, nous avons enregistré une charge supplémentaire de 105 millions de dollars relativement aux Billets, ce qui a ramené la valeur comptable des Billets à 625 millions (730 millions au 31 juillet 2008). Nous avons également enregistré une charge supplémentaire de 65 millions de dollars en relation avec la transaction du swap sur rendement total, pour une charge totale de 170 millions durant le trimestre. La diminution de la juste valeur au quatrième trimestre est imputable à la détérioration de la qualité de crédit des portefeuilles sous-jacents et aux importantes augmentations des écarts de taux causées par les conditions actuelles du marché.

Les pertes sur créances réalisées sur les Billets d'Apex ne sont enregistrées que si les pertes en cas de défaut dépassent la protection de premier niveau d'une tranche. Dans les portefeuilles sous-jacents, un certain nombre d'incidents de crédit ont entraîné une réduction de la protection de premier niveau d'Apex sur neuf des tranches. Dans les deux tranches comportant la protection de premier niveau la plus faible, cette protection est passée de 12,0 % à environ 11,2 % sur une tranche d'un montant notionnel de 342 millions de dollars, et de 8,3 % à environ 7,0 %, sur une tranche d'un montant notionnel de 875 millions de dollars. Ces deux tranches ont été cotées

A et A (élevé), respectivement, par DBRS à la fin du quatrième trimestre. Les dix autres tranches ont une protection de premier niveau comprise entre 14,4 % et 30,3 % et sont toutes cotées AAA. Cette importante protection de premier niveau contre les défaillances futures est beaucoup plus élevée que les pertes sur créances historiques des crédits d'entreprises.

Entités de gestion de placements structurés

Le 3 mars 2008, nous avons accepté de fournir un soutien de premier rang pour le financement, au moyen de facilités de trésorerie de BMO, de deux entités de gestion de placements structurés de BMO, soit Links Finance Corporation (Links) et Parkland Finance Corporation (Parkland). Les facilités soutiennent le remboursement de billets de premier rang pour aider ces entités à accéder à d'autres fonds de premier rang, pour leur procurer des fonds supplémentaires et leur permettre de maintenir la stratégie consistant à vendre des actifs de façon méthodique.

Conformément à cette stratégie, le rythme de vente des actifs a ralenti durant le trimestre en raison des conditions du marché. Le montant utilisé dans le cadre de ces facilités devrait être inférieur au montant maximal actuel engagé pour les deux entités de gestion de placements structurés et nous prévoyons qu'il atteindra son plus haut niveau en juillet 2009. Nous prévoyons actuellement que les entités de gestion de placements structurés continueront de suivre la stratégie consistant à vendre des actifs de façon méthodique en fonction des conditions du marché. Toutefois, en supposant, à des fins de démonstration, qu'il n'y ait pas d'autres ventes d'actifs et que les actifs soient remboursés selon les modalités prévues, en juillet 2009, les montants utilisés dans le cadre de la facilité de Links seraient supérieurs de 3 milliards de dollars américains à ce qu'ils sont au 31 octobre 2008 et ceux utilisés dans le cadre de la facilité de Parkland augmenteraient de 160 millions d'euros. Au 31 octobre 2008, les sommes utilisées dans le cadre des facilités s'élèvent au total à 3,7 milliards de dollars américains et à 477 millions d'euros (3,3 milliards de dollars américains et 420 millions d'euros au 31 juillet 2008). Les facilités de trésorerie totalisent un maximum d'environ 7,7 milliards de dollars américains pour Links et de 672 millions d'euros pour Parkland au 31 octobre 2008, en baisse par rapport à 7,9 milliards de dollars américains et 686 millions d'euros au 31 juillet 2008. Les avances faites dans le cadre des facilités de trésorerie sont d'un rang supérieur à celui des billets de capital subordonnés des entités de gestion de placements structurés. La somme totale utilisée dans le cadre des facilités de trésorerie est influencée par divers facteurs, notamment le rythme et le prix des ventes des actifs, le profil des échéances des billets de premier rang et les échéances des actifs. Si les actifs des entités de gestion de placements structurés arrivent à échéance au fil du temps, la plupart des actifs arrivent à échéance entre 2010 et 2012.

Les détenteurs de billets de capital des entités de gestion de placements structurés vont continuer à assumer le risque économique lié aux pertes réelles jusqu'à concurrence de la valeur totale de leur investissement. Au 31 octobre 2008, la valeur nominale des billets de capital subordonnés de Links et de Parkland, moins les pertes réalisées, est respectivement de 1,17 milliard de dollars américains et de 158 millions d'euros et BMO détient un montant nominal de billets de capital dont la valeur comptable est de 0 million de dollars canadiens (8 millions de dollars canadiens au 31 juillet 2008). La valeur de marché des actifs détenus par Links et Parkland, qui s'élevait à 8,2 milliards de dollars américains et à 780 millions d'euros respectivement au 31 juillet 2008, a diminué et s'est établi à 6,8 milliards de dollars américains et à 698 millions d'euros au 31 octobre 2008. La valeur de marché des actifs des entités de gestion de placements structurés est actuellement inférieure au montant des créances prioritaires en circulation, mais BMO croit que la protection de premier niveau fournie par les billets de capital subordonnés est supérieure aux pertes prévues.

Même si la qualité des actifs des entités de gestion de placements structurés a diminué en raison des conditions du marché et que la cote de certains titres de créance dans ces entités a été abaissée au cours du trimestre, la qualité des actifs de Links et de Parkland demeure élevée, environ 84 % des titres de créance ayant reçu une cote Aa ou supérieure de Moody's (86 % au 31 juillet 2008), 73 % ayant reçu une cote AA ou supérieure de S&P (75 % au 31 juillet 2008) et 98 % ayant reçu la cote qualité investissement. Certaines des cotes des titres de créance sont sous surveillance en vue d'une révision à la baisse. Les billets de premier rang des entités de gestion de placements structurés sont cotés AA- par S&P et Aaa (sous surveillance en vue d'une révision à la baisse) par Moody's. Les entités de gestion de placements structurés ne détiennent pas

de prêts hypothécaires américains à risque. Links détient des titres de créance diversifiés, notamment des titres de premier rang et subordonnés de banques commerciales (33,4 %), des titres adossés à des obligations et à des prêts avec flux groupés dont les actifs sous-jacents sont essentiellement des obligations de sociétés (19,3 %), des titres de créance rehaussés par des assureurs spécialisés (Ambac, FGIC, FSA et MBIA) (10,0 %), des titres adossés à des créances immobilières résidentielles (13,7 %) et des titres adossés à des créances immobilières commerciales (6,4 %). Les titres adossés à des obligations avec flux groupés incluent une somme de 83 millions de dollars américains (1,2 % des actifs) soutenue principalement par des garanties de prêts hypothécaires à risque et de titres adossés à des créances immobilières résidentielles de type Alt-A aux États-Unis. Les actifs de Parkland sont en général aussi diversifiés que ceux de Links.

Titres à enchères

Les titres à enchères (*Auction Rate Securities* ou *ARS*) sont généralement des billets à court terme émis par des fiduciaires aux États-Unis pour financer des titres d'emprunt à long terme et à taux fixe (obligations de sociétés et obligations municipales, principalement émises par des municipalités, des organismes de prêts étudiants et d'autres émetteurs). Le taux d'intérêt sur les titres à enchères est régulièrement recalculé, tous les 7 à 35 jours, au moyen d'enchères organisées par des institutions financières. Le marché des titres à enchères a été perturbé au début de 2008.

Il n'y a aucun programme de titres à enchères soutenu par BMO sur le marché et BMO ne détenait aucun titre à enchères dans ses portefeuilles de négociation à la fin du trimestre. Au quatrième trimestre, BMO a toutefois offert d'acheter, à la valeur nominale majorée de l'intérêt couru, des titres à enchères détenus dans des comptes de clients d'une valeur de 143 millions de dollars américains. Au cours du trimestre, BMO a comptabilisé une charge de 12 millions de dollars (8 millions après impôts) attribuable à l'évaluation des titres à enchères devant être déposés dans le cadre de notre offre.

Exposition à des institutions financières reconnues

Au cours des derniers mois, les événements importants qui ont touché nombre d'institutions financières établies aux États-Unis et en Europe ont incité les gouvernements de nombreux pays dans le monde entier à prendre des mesures pour soutenir leur système financier. Pendant le trimestre, BMO n'a pas enregistré de pertes significatives liées à des institutions financières. BMO a liquidé toutes ses positions dans Lehman, qui a demandé la protection de la loi sur les faillites au cours du trimestre, et inscrit à ce titre une charge de 32 millions de dollars. Cette charge se compose d'une charge de 19 millions de dollars pour le groupe GP, que nous avons déjà présentée dans la section Incidence de la conjoncture des marchés financiers sur les résultats du quatrième trimestre, et d'une charge de 13 millions de dollars, déduction faite des recouvrements sur les instruments de couverture liés à des swaps sur défaillance, pour BMO Marchés des capitaux. Nous avons également comptabilisé une dotation à la provision spécifique de 31 millions de dollars

américains sur un prêt de 62 millions de dollars américains à la filiale européenne d'une banque islandaise.

De plus, compte tenu de la conjoncture actuelle, nous surveillons les risques associés aux contreparties qui sont des institutions financières de pays n'ayant pas la cote de qualité investissement. Au 31 octobre 2008, l'exposition directe de BMO à ces institutions financières n'est que de 73 millions de dollars au titre de la valeur de marché d'instruments dérivés de contrepartie non garantis, déduction faite d'une garantie de 8 millions de dollars sur notre exposition brute de 81 millions de dollars. Nous n'avons aucune exposition au titre de la valeur de marché de titres de créance négociables. Un petit rajustement pour le risque de contrepartie a été comptabilisé en rapport avec ces expositions.

Expositions à certains autres instruments financiers, incluant les titres adossés à des instruments de dette

Les titres adossés à des instruments de dette sont des obligations d'une entité ad hoc créée pour une opération de financement précise. L'entité ad hoc a généralement un montant nominal de capitaux propres. Elle émet, en diverses tranches, des titres de créance cotés et non cotés (dont la cote varie généralement de AAA à BB) assortis de droits bien définis à l'égard des sommes générées par la gestion et la liquidation des actifs de l'entité. Le risque de perte lié au portefeuille de l'entité ad hoc varie selon la tranche. La tranche non prioritaire est la première à être touchée par les pertes, puis suivent les tranches mezzanine et, finalement, la tranche prioritaire. La tranche ultra-prioritaire est généralement la plus sûre. L'entité ad hoc utilise les sommes générées par l'émission des titres adossés à des instruments de dette pour investir dans un ou plusieurs types d'actifs, notamment des obligations, des prêts et des prêts hypothécaires. Les obligations correspondantes de l'entité sont, respectivement, des titres adossés à des obligations avec flux groupés, des titres adossés à des prêts avec flux groupés et des titres adossés à des créances immobilières avec flux groupés. Les titres adossés à des créances immobilières avec flux groupés dont les actifs sous-jacents sont des propriétés résidentielles sont appelés titres adossés à des créances immobilières résidentielles; les titres adossés à des créances immobilières avec flux groupés dont les actifs sous-jacents sont des propriétés commerciales sont appelés titres adossés à des créances immobilières commerciales.

Les expositions aux titres adossés à des instruments de dette sont présentées dans le tableau suivant.

Mise en garde

Compte tenu de la conjoncture incertaine des marchés financiers, l'évaluation de nos instruments des marchés financiers pourrait subséquemment être l'objet de gains et de pertes en raison des variations de la valeur de marché.

La présente section Instruments financiers dans des conditions de crédit difficiles contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Le tableau suivant présente des renseignements supplémentaires sur certains autres instruments financiers qui sont détenus dans nos portefeuilles de placement et de négociation. La plupart de nos titres adossés à des instruments de dette et de nos titres adossés à des prêts sont entièrement couverts par d'autres grandes institutions financières. L'exposition nette à des titres adossés à des instruments de dette est faible, à 29 millions de dollars, et comprend la valeur comptable d'investissements non couverts et rehaussés, à hauteur de 12 millions, ainsi qu'une perte nette cumulative sur placements couverts de 17 millions. L'exposition nette à des titres adossés à des prêts est également peu élevée, à 107 millions de dollars, et comprend la valeur comptable de placements non couverts et rehaussés, à hauteur de 83 millions, ainsi qu'une perte nette cumulée sur investissements couverts de 24 millions.

BMO n'a investi que dans des tranches prioritaires et ultra-prioritaires de titres adossés à des instruments de dette et de titres adossés à des prêts. Le tableau indique la plus faible cote externe établie par S&P, Moody's ou Fitch pour chaque tranche. La différence entre les montants des placements couverts et la valeur comptable des montants des placements couverts reflète des ajustements de la valeur de marché, qui sont généralement recouvrables au moyen de swaps sur rendement total ou sur défaillance. Les titres sous-jacents comprennent une gamme étendue d'actifs. Les placements de BMO représentent généralement environ 20 % des actifs, mais peuvent en représenter 5 % au minimum et 50 % au maximum. Environ 70 % des montants des placements couverts le sont par des swaps avec trois contreparties qui sont des institutions financières cotées A- à AA. La valeur de la participation de BMO dans ces couvertures est soutenue par une garantie, à l'exception de montants relativement faibles autorisés aux termes des accords avec les contreparties. Le reste des montants des placements couverts est couvert par trois contreparties qui sont des assureurs spécialisés cotés A à AAA.

Expositions à certains autres instruments financiers

en millions de dollars canadiens au 31 octobre 2008	(note 1) Cote des tranches	Valeur comptable des placements non couverts et rehaussés	Placements couverts	Valeur comptable des placements couverts	Perte de valeur cumulée des placements couverts	Gain cumulé sur couvertures	Pertes nettes sur placements couverts	
Titres adossés à des instruments de dette*								
	AAA	12						Titres divers :
	AAA		805	542	(263)	263		- Couverts par des IF de cote A- ou supérieure
	AAA		308	274	(34)	17	(17)	Couverts par des assureurs spécialisés de cote AAA***
	A- à AA+		1 250	724	(526)	526		- Couverts par des IF de cote A- ou supérieure
	B- à BB+		184	117	(67)	67		- Couverts par des IF de cote A- ou supérieure
	CCC ou inférieure		18		(18)	18		- Couverts par des IF de cote AA- ou supérieure
		12	2 565	1 657	(908)	891	(17)	
Titre adossés à des prêts								
	AAA	83						Principalement des prêts à des entreprises de taille moyenne au Royaume-Uni et en Europe
	AAA		836	773	(63)	63		Couverts par des IF de cote A ou supérieure***
	AAA		1 201	1 082	(119)	95	(24)	Couverts par des assureurs spécialisés de cote A ou supérieure***
		83	2 037	1 855	(182)	158	(24)	
Titres adossés à des créances immobilières résidentielles								
Sans prêt hypothécaire								
à risque								
	AAA	37						Principalement des prêts hypothécaires au Royaume-Uni et en Australie
Prêts hypothécaires américains à risque – rehaussés**								
	AAA	4						Rehaussés par des assureurs spécialisés de cote AAA***
	A- à AA+	17						Rehaussés par des assureurs spécialisés de cote A
	B- à BB+	9						Rehaussés par des assureurs spécialisés de cote BB*
Prêts hypothécaires américains à risque								
	AAA		257	184	(73)	73		- Couverts par des IF de cote AA ou supérieure
	A- à AA+		110	76	(34)		(34)	Couverts par des IF de cote AA ou supérieure
	B- à BB+		2					Principalement des prêts hypothécaires américains à faible quotité de financement ou plus anciens
		69	367	260	(107)	73	(34)	
Titres adossés à des créances immobilières commerciales								
	AAA	49						Prêts immobiliers à des entreprises en Europe, au Royaume-Uni et aux États-Unis
	A- à AA+	95						Principalement des prêts à des entreprises et des prêts résidentiels à utilisation multiple au Canada
		144						
Titres adossés à des créances mobilières								
	AAA	220						Principalement des créances sur cartes de crédit et des prêts automobiles au Canada
	AAA		120	120				- Couverts par des assureurs spécialisés de cote AAA
	A- à AA+	111						Principalement des créances sur cartes de crédit et des prêts automobiles au Canada
	BBB- à BBB+	68						Billets adossés à des créances sur cartes de crédit au Canada
		399	120	120			-	

IF = institutions financières

Note 1 Depuis le 1^{er} août 2008, la plupart des placements non couverts et rehaussés ont été transférés dans le portefeuille des titres disponibles à la vente.

* Les titres adossés à des instruments de dette incluent une exposition indirecte d'environ 0,7 milliard de dollars à des prêts hypothécaires résidentiels à risque aux États-Unis. Comme nous l'avons indiqué plus haut, cette exposition est couverte au moyen de swaps sur rendement total avec trois grandes institutions financières qui ne sont pas des assureurs spécialisés. Ces montants excluent le montant notionnel de 1,5 milliard de dollars lié à des protections par swap sur défaillance de titres adossés à des instruments de dette, achetées à deux contreparties qui sont des sociétés de dérivés de crédit, et à des swaps sur défaillance correspondants fournis à d'autres institutions financières dans notre rôle d'intermédiaire.

** Les titres adossés à des créances immobilières rehaussés sont dotés d'une garantie d'assurance et sont cotés en tenant compte du rehaussement. Les titres adossés à des créances immobilières résidentielles inclus dans les placements couverts de 367 millions de dollars ont une exposition d'environ 179 millions de dollars à des prêts à risques américains sous-jacents.

*** Certaines cotes sont sous surveillance.

Analyse des résultats des groupes d'exploitation

État sommaire des résultats et statistiques des groupes d'exploitation pour le quatrième trimestre de 2008

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T4-2008					Exercice 2008				
	Services bancaires PE	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise, y compris T&O	Total BMO	Services bancaires PE	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise, y compris T&O	Total BMO
Revenu net d'intérêts (bic) 1)	1 047	184	355	(173)	1 413	3 984	671	1 179	(747)	5 087
Revenu autre que d'intérêts	539	310	360	191	1 400	2 043	1 396	1 233	446	5 118
Revenu total (bic) 1)	1 586	494	715	18	2 813	6 027	2 067	2 412	(301)	10 205
Dotation à la provision pour pertes sur créances	101	1	30	333	465	384	4	117	825	1 330
Frais autres que d'intérêts	971	381	451	23	1 826	3 592	1 477	1 752	81	6 902
Charge de restructuration	-	-	-	(8)	(8)	-	-	-	(8)	(8)
Total des frais autres que d'intérêts	971	381	451	15	1 818	3 592	1 477	1 752	73	6 894
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	514	112	234	(330)	530	2 051	586	543	(1 199)	1 981
Impôts sur les bénéfices (recouvrement) (bic) 1)	158	34	(51)	(190)	(49)	635	191	(149)	(748)	(71)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	19	19	-	-	-	74	74
Revenu net T4-2008	356	78	285	(159)	560	1 416	395	692	(525)	1 978
Revenu net T3-2008	371	110	259	(219)	521					
Revenu net T4-2007	320	103	46	(17)	452	1 383	395	417	(64)	2 131

Autres statistiques

Profit économique net	159	48	132	(194)	145	678	281	91	(645)	405
Rendement des capitaux propres	18,7%	27,5%	20,2%	n.s.	14,0%	20,0%	36,4%	12,2%	n.s.	13,0%
Rendement des capitaux propres avant amortissement	19,2%	27,8%	20,3%	n.s.	14,3%	20,4%	36,7%	12,2%	n.s.	13,3%
Levier d'exploitation	4,8%	(9,9%)	57,1%	n.s.	18,0%	(1,0%)	(1,5%)	11,2%	n.s.	4,8%
Levier d'exploitation avant amortissement	4,7%	(9,9%)	57,1%	n.s.	18,0%	(1,1%)	(1,6%)	11,2%	n.s.	4,7%
Ratio de productivité (bic)	61,2%	77,0%	63,1%	n.s.	64,6%	59,6%	71,5%	72,6%	n.s.	67,6%
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	60,6%	76,8%	63,0%	n.s.	64,2%	59,0%	71,2%	72,6%	n.s.	67,1%
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif 1)	2,74%	9,17%	0,81%	n.s.	1,71%	2,72%	8,98%	0,67%	n.s.	1,56%
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	7 275	1 100	5 376	1 402	15 153	6 849	1 070	5 305	1 388	14 612
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	151,9	8,0	173,8	(5,0)	328,7	146,3	7,5	176,1	(3,1)	326,8
Effectif – équivalent de durée normale	20 697	4 535	2 465	9 376	37 073					

n.s. – non significatif

1) Les revenus des groupes d'exploitation, les impôts sur les bénéfices et la marge nette d'intérêts sont présentés sur une base d'imposition comparable (bic). Les rajustements bic du groupe s'annulent dans le revenu des Services d'entreprise, et le revenu total de BMO, les impôts sur les bénéfices et la marge nette d'intérêts sont présentés selon les PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

n.s. – non significatif

Les sections ci-après présentent une analyse des résultats financiers de chacun de nos groupes et unités d'exploitation pour le quatrième trimestre de 2008.

De temps à autre, il arrive que la responsabilité de certains secteurs d'activité et de certaines unités sous-jacentes soit transférée d'un groupe client à un autre afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO à ses priorités stratégiques. Toutes les données correspondantes sont alors reclassées pour tenir compte de ces transferts.

La note 15 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints explique comment les éléments de l'état des résultats requérant une répartition sont distribués entre les groupes d'exploitation, y compris la répartition de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Les écarts entre les dotations à la provision pour pertes sur créances imputées aux groupes clients, qui sont calculées selon la méthode de la perte prévue, et les dotations à la provision pour pertes sur créances pour la période, calculées conformément aux PCGR, sont généralement imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise.

Services bancaires Particuliers et entreprises (PE)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T4-2008	Augmentation (Diminution) c. T4-2007		Augmentation (Diminution) c. T3-2008		Exercice 2008	Augmentation (Diminution) c. exercice 2007	
Revenu net d'intérêts (bic)	1 047	105	11 %	28	3 %	3 984	188	5 %
Revenu autre que d'intérêts	539	149	38 %	18	3 %	2 043	187	10 %
Revenu total (bic)	1 586	254	19 %	46	3 %	6 027	375	7 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	101	12	14 %	2	3 %	384	26	7 %
Frais autres que d'intérêts	971	120	14 %	67	8 %	3 592	255	8 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	514	122	30 %	(23)	(5 %)	2 051	94	5 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	158	86	+100 %	(8)	(6 %)	635	61	11 %
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenu net	356	36	11 %	(15)	(4 %)	1 416	33	2 %
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	8	-	-	-	-	30	(3)	(10 %)
Revenu net avant amortissement	364	36	11 %	(15)	(4 %)	1 446	30	2 %
Rendement des capitaux propres	18,7 %		0,6 %		(1,3 %)	20,0 %		(0,8 %)
Rendement des capitaux propres avant amortissement	19,2 %		0,6 %		(1,2 %)	20,4 %		(0,9 %)
Levier d'exploitation	4,8 %		n.s.		n.s.	(1,0 %)		n.s.
Levier d'exploitation avant amortissement	4,7 %		n.s.		n.s.	(1,1 %)		n.s.
Ratio de productivité (bic)	61,2 %		(2,6 %)		2,5 %	59,6 %		0,6 %
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	60,6 %		(2,5 %)		2,6 %	59,0 %		0,6 %
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	2,74 %		0,03 %		(0,01 %)	2,72 %		(0,5 %)
Actif productif moyen	151 921	14 156	10 %	4 305	3 %	146 294	9 489	7 %

n.s. – non significatif

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) englobent nos deux unités d'exploitation de services bancaires aux particuliers et aux entreprises : Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis). Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-après.

Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T4-2008	Augmentation (Diminution) c. T4-2007		Augmentation (Diminution) c. T3-2008		Exercice 2008	Augmentation (Diminution) c. exercice 2007	
Revenu net d'intérêts (bic)	835	65	8 %	13	2 %	3 236	170	6 %
Revenu autre que d'intérêts	481	137	40 %	12	3 %	1 801	123	7 %
Revenu total (bic)	1 316	202	18 %	25	2 %	5 037	293	6 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	89	8	10 %	2	2 %	341	18	6 %
Frais autres que d'intérêts	728	38	6 %	18	3 %	2 790	146	6 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	499	156	45 %	5	1 %	1 906	129	7 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	155	99	+100 %	4	2 %	586	76	15 %
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenu net	344	57	19 %	1	-	1 320	53	4 %
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	-	(3)	n.s.	1	n.s.	2	(6)	n.s.
Revenu net avant amortissement	344	54	19 %	2	-	1 322	47	4 %
Revenus des services aux particuliers, d'assurance et autres	680	83	14 %	26	4 %	2 565	101	4 %
Revenus des services aux entreprises	338	2	1 %	(5)	(1 %)	1 364	13	1 %
Revenu des services de cartes	298	117	65 %	4	1 %	1 108	179	19 %
Levier d'exploitation	12,4 %		n.s.		n.s.	0,7 %		n.s.
Levier d'exploitation avant amortissement	12,2 %		n.s.		n.s.	0,4 %		n.s.
Ratio de productivité (bic)	55,4 %		(6,5 %)		0,5 %	55,4 %		(0,3 %)
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	55,3 %		(6,4 %)		0,4 %	55,3 %		(0,3 %)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	2,68 %		0,08 %		-	2,67 %		0,01 %
Actif productif moyen	123 807	6 482	6 %	1 654	1 %	121 381	6 234	5 %

n.s. – non significatif

Comparaison du quatrième trimestre de 2008 et du quatrième trimestre de 2007

Le revenu net, qui s'élève à 344 millions de dollars, a augmenté de 57 millions, ou de 19 %, par rapport à la même période l'an dernier. Au quatrième trimestre de 2007, le revenu net comprenait 6 millions de dollars provenant d'un recouvrement de 43 millions de dollars d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs, ainsi que l'incidence nette de deux éléments qui ont réduit le revenu, à savoir un gain de 107 millions de dollars (83 millions après impôts) provenant de la vente d'actions de MasterCard International Inc. que nous avons décidé de liquider du fait de la valeur inhérente de notre placement, moins un rajustement de 185 millions de dollars (120 millions après impôts) pour augmenter le passif lié aux futurs échanges de récompenses dans le cadre du programme de fidélisation de la clientèle destiné aux titulaires de cartes de crédit. Le revenu net a augmenté de 63 millions de dollars, ou de 22 %, après rajustement pour tenir compte des éléments ci-dessus.

Le revenu a progressé de 202 millions de dollars, ou de 18 %. Après rajustement pour tenir compte des éléments susmentionnés de l'exercice précédent, le revenu a crû de 124 millions de dollars, ou de 10 %. Cette hausse s'explique par l'augmentation du volume de la plupart des produits, surtout les services de cartes et le crédit aux particuliers, ainsi que par l'amélioration de la marge nette d'intérêts, l'augmentation des revenus tirés des opérations de titrisation et inclus dans le revenu autre que d'intérêts lié aux opérations de négociation, et la progression des revenus de Moneris. Ces facteurs ont toutefois été partiellement contrebalancés par des pertes nettes sur titres de placement causées par la faiblesse des conditions du marché.

La marge nette d'intérêts a progressé de 8 points de base en raison des intérêts reçus sur les remboursements d'impôts. La meilleure répartition et le meilleur rendement des produits ont été neutralisés par la hausse des coûts de mobilisation des fonds et la baisse des frais de refinancement des prêts hypothécaires.

Dans le secteur des services aux particuliers, le revenu a augmenté de 83 millions de dollars, ou de 14 %, la plupart des produits enregistrant une hausse.

La croissance des prêts aux particuliers a été forte comparativement au quatrième trimestre de 2007, s'établissant à 21 %. Notre part de marché, qui s'est chiffrée à 11,98 %, s'est accrue de 89 points de base par rapport à la même période l'an dernier et de 33 points de base par rapport au troisième trimestre. Nous prévoyons que la croissance du marché ralentira en 2009. Nous avons toujours pour objectif d'augmenter notre part de marché, quelle que soit la conjoncture.

Notre MargExpress sur valeur domiciliaire a joué un rôle important dans la croissance accélérée des prêts aux particuliers. Cependant, dans le contexte de l'affaiblissement du marché de l'habitation, la croissance des produits connexes devrait ralentir. Nous continuons de liquider nos portefeuilles de prêts hypothécaires provenant de courtiers. Les soldes affichent une croissance positive, car cette liquidation est plus que compensée par la croissance attribuable à nos propres réseaux. Toutefois, comme il fallait s'y attendre, notre part de marché continue de reculer. Ainsi, notre part du marché des prêts hypothécaires a diminué de 113 points de base par rapport à la même période l'an dernier et de 24 points de base par rapport au troisième trimestre.

Les dépôts des particuliers ont augmenté de 1,6 % par rapport au quatrième trimestre de 2007, le nombre des titulaires de comptes de chèques actifs et le pourcentage de ménages fidélisés étant en hausse. Nous sommes satisfaits de la croissance des nouveaux comptes et axons maintenant nos efforts sur l'augmentation de leurs soldes. Notre part de marché a gagné 1 point de base par rapport au troisième trimestre et 6 points de base par rapport à la même période l'an dernier, s'établissant à 12,02 % dans un environnement où la concurrence est très vive.

Dans le secteur des services aux entreprises, le revenu a progressé de 2 millions de dollars, ou de 0,8 %. La croissance du revenu a été freinée par des pertes nettes sur titres de 9 millions de dollars attribuables à la faiblesse des marchés des actions. La croissance des prêts est de 7,2 % sur 12 mois, malgré les mauvaises conditions économiques et la concurrence toujours vive. Par contre, le profit tiré de la croissance des prêts a été largement neutralisé par la hausse des coûts de mobilisation des fonds en 2008. BMO se classe au deuxième rang pour ce qui est de la part du marché des services aux entreprises au Canada, avec une part de marché de 19,84 %, en hausse de 67 points de base par rapport à la même période l'an dernier et en baisse de 5 points de base par rapport au troisième trimestre. Dans le secteur des prêts aux entreprises de 1 million à 5 millions de dollars, la croissance s'est chiffrée à

12,0 % sur 12 mois, et notre part de marché a augmenté de 106 points de base comparativement à la même période l'an dernier et de 8 points de base comparativement au troisième trimestre. En ce qui concerne les dépôts, la croissance des soldes de 4,9 % a été accompagnée d'une hausse constante des comptes d'entreprises.

Nous sommes heureux de l'amélioration du taux de fidélisation dans les services bancaires aux particuliers et aux entreprises où nous avons réalisé des gains généralisés comparativement à nos concurrents.

Les revenus tirés des services de cartes et de paiements ont augmenté de 117 millions de dollars, ou de 65 %. Après rajustement pour tenir compte du montant net de 78 millions de dollars attribuable au gain sur la vente d'actions de MasterCard et au rajustement du passif lié au programme de fidélisation de la clientèle de l'exercice précédent, le revenu s'est accru de 39 millions, ou de 15 %, grâce à l'augmentation des transactions, à la croissance accélérée des soldes et à la hausse des revenus de Moneris. La croissance de nos produits de cartes a encore une fois été forte au quatrième trimestre. Les plus récentes offres de récompense de nos programmes AIR MILES et Remise en espèces ont suscité beaucoup d'intérêt chez nos clients. Les offres complémentaires de milles AIR MILES sur nos cartes de crédit et de débit ont permis d'augmenter les volumes de cartes ainsi que le nombre des titulaires de comptes de chèques actifs.

Nous observons aussi une amélioration de la fidélisation des clients dans les services de cartes et de paiements. En 2008, le groupe s'est vu décerner par MasterCard Worldwide le prix Global Quality Platinum, qui récompense le rendement dans certains domaines influençant l'expérience client au moment d'un achat.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 38 millions de dollars, ou de 5,7 %, essentiellement en raison de la hausse des coûts liés au personnel et de la charge d'impôts sur le capital. Nous continuons à investir stratégiquement dans nos activités, notamment en rénovant et en étendant notre réseau de succursales, en utilisant la technologie des cartes de crédit et de débit à puce et en accroissant le nombre de nos spécialistes des prêts hypothécaires et de nos planificateurs financiers afin de générer des ventes supplémentaires. Au cours de l'exercice, nous avons ouvert seize nouvelles succursales, en avons fermé dix, relocalisé onze et agrandi sept.

Le solde moyen des prêts et acceptations, y compris les prêts titrisés, a progressé de 8,1 milliards de dollars, ou de 6,5 %, par rapport au quatrième trimestre de 2007. Les dépôts des particuliers et des entreprises se sont accrus de 1,1 milliard de dollars, ou de 2,4 %, par rapport à la même période l'an dernier. Le levier d'exploitation avant amortissement du groupe s'est établi à 12,2 %. Abstraction faite de l'incidence du gain lié à la vente d'actions de MasterCard l'an dernier et du rajustement du passif lié au programme de fidélisation de la clientèle, le levier d'exploitation avant amortissement s'est établi à 4,5 %.

Comparaison du quatrième trimestre de 2008 et du troisième trimestre de 2008

Le revenu net a augmenté de 1 million de dollars.

Le revenu a augmenté de 25 millions de dollars, ou de 1,9 %, par rapport au troisième trimestre. Cette augmentation est attribuable à la hausse du volume de la plupart des produits et à la progression des revenus tirés des opérations de titrisation et inclus dans le revenu autre que d'intérêts lié aux opérations de négociation. Ces facteurs ont toutefois été partiellement contrebalancés par les pertes nettes sur titres. La marge nette d'intérêts est demeurée inchangée, car la hausse des coûts de mobilisation des fonds a neutralisé le recouvrement d'intérêts sur les remboursements d'impôts. Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 18 millions de dollars, ou de 2,8 %, en raison de la hausse des dépenses liées aux initiatives et des dépenses publicitaires.

Le solde moyen des prêts et acceptations, y compris les prêts titrisés, a progressé de 1,5 milliard de dollars, ou de 1,1 %, par rapport au troisième trimestre, tandis que les dépôts des particuliers et des entreprises sont demeurés stables.

Comparaison de l'exercice 2008 et de l'exercice 2007

Le revenu net de PE Canada a augmenté de 53 millions de dollars, ou de 4,1 %, et de 105 millions, ou de 8,6 %, après rajustement pour tenir compte de l'incidence, en 2007, des 6 millions de dollars attribuables aux trois éléments énoncés ci-dessus, du recouvrement de 14 millions de dollars d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs, du gain sur assurances de 26 millions de dollars

(23 millions après impôts) et du gain sur titres de placement de 14 millions de dollars (9 millions après impôts), totalisant 52 millions de dollars.

Le revenu a crû de 293 millions de dollars, ou de 6,2 %, et de 255 millions, ou de 5,4 %, une fois rajusté pour tenir compte des éléments exceptionnels de l'exercice précédent. Cette croissance s'explique par l'augmentation du volume de la plupart des produits, la répartition favorable, un jour civil supplémentaire et la progression des revenus tirés des opérations de titrisation et inclus dans le revenu autre que d'intérêts lié aux opérations de négociation, et des services de cartes. Ces facteurs ont toutefois été partiellement contrebalancés par la hausse des coûts de mobilisation des fonds, les pertes sur titres de placement, la hausse des demandes de règlement d'assurance et la baisse des frais de refinancement

des prêts hypothécaires. La marge nette d'intérêts a gagné 1 point de base par rapport à la même période l'an dernier, l'augmentation des volumes des produits plus rentables étant contrebalancée par la hausse des coûts de mobilisation de fonds.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 146 millions de dollars, ou de 5,5 %, essentiellement en raison des dépenses liées aux initiatives, y compris l'expansion et la rénovation du réseau des succursales, de la technologie des cartes de débit et de crédit à puce ainsi que de la hausse des coûts d'exploitation et des coûts liés à Moneris.

Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T4-2008	Augmentation (Diminution) c. T4-2007		Augmentation (Diminution) c. T3-2008		Exercice 2008	Augmentation (Diminution) c. exercice 2007	
Revenu net d'intérêts (bic)	212	40	23 %	15	8 %	748	18	3 %
Revenu autre que d'intérêts	58	12	25 %	6	12 %	242	64	36 %
Revenu total (bic)	270	52	24 %	21	9 %	990	82	9 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	12	4	52 %	-	-	43	8	23 %
Frais autres que d'intérêts	243	82	52 %	49	25 %	802	109	16 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	15	(34)	(70 %)	(28)	(66 %)	145	(35)	(19 %)
Impôts sur les bénéfices (bic)	3	(13)	(85 %)	(12)	(82 %)	49	(15)	(23 %)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenu net	12	(21)	(63 %)	(16)	(57 %)	96	(20)	(17 %)
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	8	3	n.s.	(1)	n.s.	28	3	n.s.
Revenu net avant amortissement	20	(18)	(48 %)	(17)	(44 %)	124	(17)	(12 %)
Levier d'exploitation	(27,7 %)		n.s.		n.s.	(6,7 %)		n.s.
Levier d'exploitation avant amortissement	(28,6 %)		n.s.		n.s.	(7,0 %)		n.s.
Ratio de productivité (bic)	89,8 %		16,4 %		11,7 %	81,0 %		4,7 %
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	86,2 %		16,2 %		11,7 %	77,5 %		4,7 %
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	3,00 %		(0,34 %)		(0,11 %)	3,00 %		(0,37 %)
Actif productif moyen	28 114	7 674	38 %	2 651	10 %	24 913	3 255	15 %

États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)

Revenu net d'intérêts (bic)	191	18	11 %	(4)	(2 %)	724	55	8 %
Revenu autre que d'intérêts	52	5	11 %	1	1 %	235	71	43 %
Revenu total (bic)	243	23	11 %	(3)	(1 %)	959	126	15 %
Frais autres que d'intérêts	217	57	36 %	25	13 %	773	139	22 %
Revenu net	11	(22)	(66 %)	(17)	(60 %)	95	(12)	(11 %)
Actif productif moyen	25 313	4 840	24 %	157	1 %	24 103	4 248	21 %

n.s. – non significatif

Comparaison du quatrième trimestre de 2008 et du quatrième trimestre de 2007

Le revenu net a reculé de 21 millions de dollars, à 12 millions. En dollars américains, le revenu net a diminué de 22 millions de dollars, à 11 millions. Comme prévu, les frais d'intégration ont été supérieurs à ceux de la même période l'an dernier, s'établissant à 15 millions de dollars américains, mais inférieurs à notre estimation qui était de 16 à 18 millions. Abstraction faite de l'incidence des frais d'intégration après impôts au cours des deux périodes et de la provision pour litige additionnelle liée à Visa, le revenu net s'est chiffré à 24 millions de dollars américains, une baisse de 9 millions par rapport au quatrième trimestre de 2007. Le revenu net a aussi subi l'effet négatif de 7 millions de dollars américains lié aux conditions du marché du crédit sur le revenu et les frais.

Le revenu a augmenté de 23 millions de dollars américains, ou de 11 %, principalement en raison de l'incidence des acquisitions au Wisconsin (18 millions de dollars américains). La marge nette d'intérêts a diminué de 34 points de base, dont 22 points de base ont découlé d'un transfert de portefeuille au premier trimestre. Elle a aussi subi l'effet de l'augmentation des prêts non productifs, qui ont réduit le revenu de 5 millions de dollars américains, et de la répartition des produits.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 57 millions de dollars américains, ou de 36 %. L'augmentation est attribuable aux coûts d'exploitation et aux frais d'intégration des acquisitions (30 millions de dollars américains), à la charge pour litiges liée à Visa (7 millions de dollars américains), à l'augmentation des coûts

découlant de la détérioration des conditions de crédit (6 millions de dollars américains) et à l'expansion des activités (6 millions de dollars américains), y compris les nouvelles succursales ayant déjà fait l'objet d'engagements et les coûts liés à la croissance des volumes d'affaires (8 millions de dollars américains). Le levier d'exploitation avant amortissement s'est établi à -28,6 %.

Comparaison du quatrième trimestre de 2008 et du troisième trimestre de 2008

Le revenu net a diminué de 16 millions de dollars. En dollars américains, le revenu net a diminué de 17 millions de dollars. Exception faite des frais d'intégration des deux périodes, le revenu net a diminué de 9 millions de dollars américains.

Le revenu a fléchi de 3 millions de dollars américains, ou de 1,3 %, en raison du rétrécissement de la marge nette d'intérêts, qui a perdu 11 points de base à cause de l'incidence des prêts non productifs, qui a réduit le revenu de 2 millions de dollars américains, et des modifications apportées à la répartition des produits.

L'augmentation de 25 millions de dollars américains, ou de 13 %, des frais autres que d'intérêts est en grande partie attribuable à la hausse de 12 millions de dollars américains des frais d'intégration, à la charge pour litige liée à Visa et à la hausse de 4 millions de dollars américains des coûts de gestion dans un contexte de détérioration des conditions de crédit.

Notre taux de recommandation net, qui mesure la fidélité de la clientèle, est demeuré inchangé par rapport à celui du troisième trimestre, à 42, mais s'est amélioré comparativement à la même période l'an dernier où il s'établissait à 41.

Comparaison entre l'exercice 2008 et l'exercice 2007

Le revenu net a diminué de 20 millions de dollars, à 96 millions. En dollars américains, le revenu net a diminué de 12 millions de dollars, ou de 11 %. Les résultats incluent un gain de 9 millions de dollars américains après impôts sur la vente d'une partie de notre placement dans Visa, déduction faite de la provision pour litige connexe, et un montant de 22 millions de dollars américains lié à l'augmentation des prêts non productifs et à des frais connexes sur le marché du crédit.

Le revenu a augmenté de 126 millions de dollars américains, ou de 15 %. L'augmentation est attribuable au gain de 38 millions de dollars américains sur la transaction liée à Visa, à l'incidence de 51 millions découlant des acquisitions et à l'amélioration de 37 millions des revenus liés aux activités de base, y compris la croissance des volumes, l'élargissement des marges sur les dépôts ainsi que la progression des revenus de commissions et d'autres éléments du revenu autre que d'intérêts. La marge nette d'intérêts a reculé de 37 points de base en raison de l'incidence, à hauteur de 22 points de base, du transfert de portefeuille, de l'augmentation des prêts non productifs et de la très vive

concurrence. La baisse générale a été atténuée par les mesures tarifaires appliquées à certaines catégories de prêts et de dépôts.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 139 millions de dollars américains, ou de 22 %, en raison de la provision pour litige de 24 millions liée à Visa et de l'incidence de 55 millions de dollars américains attribuable aux coûts d'exploitation et aux frais d'intégration des acquisitions. Le reste de la hausse reflète la poursuite ciblée des investissements dans nos activités, y compris les nouvelles succursales ayant déjà fait l'objet d'engagements, l'élargissement de notre équipe de vente et la publicité connexe, l'augmentation des coûts de gestion dans un contexte de détérioration des conditions de crédit et les coûts associés à l'accroissement des volumes d'affaires.

Groupe Gestion privée (groupe GP)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T4-2008	Augmentation (Diminution) c. T4-2007		Augmentation (Diminution) c. T3-2008		Exercice 2008	Augmentation (Diminution) c. exercice 2007	
Revenu net d'intérêts (bic)	184	30	19 %	17	11 %	671	59	9 %
Revenu autre que d'intérêts	310	(44)	(13 %)	(67)	(18 %)	1 396	(44)	(3 %)
Revenu total (bic)	494	(14)	(3 %)	(50)	(9 %)	2 067	15	1 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	1	-	-	-	-	4	1	32 %
Frais autres que d'intérêts	381	25	7 %	1	-	1 477	31	2 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices	112	(39)	(26 %)	(51)	(31 %)	586	(17)	(3 %)
Impôts sur les bénéfices (bic)	34	(14)	(30 %)	(19)	(34 %)	191	(17)	(9 %)
Revenu net	78	(25)	(25 %)	(32)	(30 %)	395	-	-
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	1	-	-	-	-	4	-	-
Revenu net avant amortissement	79	(25)	(25 %)	(32)	(30 %)	399	-	-
Rendement des capitaux propres	27,5 %		(7,2 %)		(12,1 %)	36,4 %		2,4 %
Rendement des capitaux propres avant amortissement	27,8 %		(7,2 %)		(12,1 %)	36,7 %		2,4 %
Levier d'exploitation	(9,9 %)		n.s.		n.s.	(1,5 %)		n.s.
Levier d'exploitation avant amortissement	(9,9 %)		n.s.		n.s.	(1,6 %)		n.s.
Ratio de productivité (bic)	77,0 %		7,1 %		7,1 %	71,5 %		1,1 %
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	76,8 %		7,2 %		7,1 %	71,2 %		1,0 %
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	9,17 %		0,05 %		0,30 %	8,98 %		(0,68 %)
Actif productif moyen	8 013	1 243	18 %	520	7 %	7 474	1 122	18 %
États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)								
Revenu total (bic)	34	(28)	(45 %)	(28)	(46 %)	217	(26)	(11 %)
Frais autres que d'intérêts	60	(6)	(11 %)	2	2 %	230	(13)	(6 %)
Revenu net	(15)	(12)	(+100 %)	(18)	(+100 %)	(6)	(6)	(+100 %)
Revenu net avant amortissement	(15)	(13)	(+100 %)	(18)	(+100 %)	(5)	(7)	(+100 %)
Actif productif moyen	2 211	164	8 %	77	4 %	2 142	197	10 %

n.s. – non significatif

Comparaison du quatrième trimestre de 2008 et du quatrième trimestre de 2007

Le revenu net a diminué de 25 millions de dollars, ou de 25 %, pour s'établir à 78 millions, et abstraction faite de l'incidence des charges liées aux mesures prises pour soutenir les clients américains compte tenu des conditions difficiles sur les marchés financiers, il a reculé de 6 millions de dollars, ou de 6,9 %.

Le revenu a fléchi de 14 millions de dollars, ou de 3,1 %, et a augmenté de 17 millions, ou de 2,9 %, abstraction faite de l'incidence des charges expliquées ci-dessus. La vigueur du dollar américain a eu un effet favorable sur le revenu, à hauteur de 3 millions de dollars, ou de 0,5 point de pourcentage, par rapport à la même période l'an dernier. Le revenu net d'intérêts a crû, principalement grâce à l'augmentation des soldes des dépôts dans le secteur du courtage et des produits de placement à terme. L'augmentation des prêts et des dépôts dans notre secteur de la gestion bancaire privée en Amérique du Nord a également contribué à la croissance. Le revenu autre que d'intérêts a diminué principalement en raison de la baisse des revenus tirés des commissions provenant des services de placement traditionnels et des revenus tirés de fonds d'investissement. La forte croissance du volume de transactions sur le site de

BMO Ligne d'action a été largement contrebalancée par les modifications apportées à la tarification à cause des pressions concurrentielles dans le secteur. Les frais de gestion fixes de BMO Fonds d'investissement mis en œuvre au premier trimestre de 2008 ont également contribué à la croissance du revenu autre que d'intérêts.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 25 millions de dollars, ou de 6,8 %, principalement en raison des frais de gestion fixes et de l'élargissement de l'équipe de vente. Ces facteurs ont toutefois été partiellement contrebalancés par la baisse des frais liés aux revenus. Le raffermissement du dollar américain a accru les frais de 7 millions de dollars, ou de 1,9 point de pourcentage, par rapport à la même période l'an dernier. Le levier d'exploitation avant amortissement s'établit à -9,9 %, ou à -3,9 % abstraction faite des charges mentionnées ci-dessus.

L'actif sous gestion et sous administration et les dépôts à terme du groupe, qui se chiffrent à 275 milliards de dollars, ont beaucoup souffert des conditions du marché. Ils ont fléchi de 8,4 milliards de dollars, ou de 3,0 %, sur douze mois, malgré le gain de 19 milliards, ou de 6,7 %, attribuable à la vigueur du dollar américain.

Comparaison du quatrième trimestre de 2008 et du troisième trimestre de 2008

Le revenu net a diminué de 32 millions de dollars, ou de 30 %, et abstraction faite des charges mentionnées plus haut, il a reculé de 13 millions, ou de 13 %.

Le revenu a fléchi de 50 millions de dollars, ou de 9,1 %, et de 19 millions de dollars, ou de 3,5 %, abstraction faite de l'incidence des charges. Le fléchissement est principalement attribuable à la baisse des revenus tirés des commissions dans les services de placement traditionnels et à la réduction des revenus des services tarifés liée à la diminution des actifs des clients. Ces facteurs ont été partiellement compensés par la hausse des marges et des soldes des produits de placement à terme. Les conditions du marché ont été difficiles pendant le trimestre et l'actif total du groupe a diminué de 11 milliards de dollars, ou de 3,8 %, malgré le gain de 13 milliards de dollars, ou de 4,5 %, découlant du raffermissement du dollar américain.

Les frais autres que d'intérêts sont demeurés relativement inchangés par rapport à la même période l'an dernier, la diminution des frais liés aux revenus ayant été neutralisée par l'augmentation des dépenses liées aux investissements.

Comparaison entre l'exercice 2008 et l'exercice 2007

Le revenu net de 395 millions de dollars correspond aux résultats records de 2007. Abstraction faite de l'incidence des charges comptabilisées ce trimestre, le revenu net a progressé de 19 millions de dollars, ou de 4,7 %.

Le revenu a augmenté de 15 millions de dollars, ou de 0,6 %, et de 46 millions de dollars, ou de 2,1 %, abstraction faite de l'incidence des charges. L'affaiblissement du dollar américain a réduit la croissance du revenu de 19 millions de dollars ou de 0,9 point de pourcentage. Les conditions du

marché se sont détériorées en 2008 et les résultats de 2007 incluaient un gain de 7 millions de dollars sur la vente d'actions ordinaires de la Bourse de Montréal. Le revenu net d'intérêts a crû, principalement grâce à l'augmentation des soldes des dépôts dans le secteur du courtage et des produits de placement à terme. Le revenu autre que d'intérêts, après rajustement pour tenir compte des charges, du gain de l'exercice précédent et de l'affaiblissement du dollar américain, a légèrement augmenté grâce à la hausse des revenus des services fiduciaires et des services d'investissement dans notre secteur de la gestion bancaire privée en Amérique du Nord et aux frais de gestion fixes de BMO Fonds d'investissement. Ces facteurs ont toutefois été largement contrebalancés par le recul des revenus tirés des commissions dans le secteur du courtage.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 31 millions de dollars, ou de 2,1 %. L'affaiblissement du dollar américain a réduit la croissance des frais de 12 millions de dollars ou de 0,9 point de pourcentage. L'augmentation des frais est essentiellement attribuable aux frais de gestion fixes, qui ont été en partie contrebalancés par la diminution des frais liés aux revenus, les revenus ayant baissé. Le groupe continue de mettre l'accent sur la gestion des frais dans la conjoncture actuelle du marché, tout en investissant dans l'équipe de vente et dans les technologies de soutien afin de stimuler la croissance future des revenus.

Le levier d'exploitation avant amortissement s'est établi à -1,6 %.

BMO Marché des capitaux (BMO MC)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T4-2008	Augmentation (Diminution) c. T4-2007		Augmentation (Diminution) c. T3-2008		Exercice 2008	Augmentation (Diminution) c. exercice 2007	
Revenu net d'intérêts (bic)	355	122	53 %	68	24 %	1 179	205	21 %
Revenu autre que d'intérêts	360	172	92 %	(99)	(21 %)	1 233	238	24 %
Revenu total (bic)	715	294	70 %	(31)	(4 %)	2 412	443	23 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	30	11	65 %	1	5 %	117	40	52 %
Frais autres que d'intérêts	451	52	13 %	(26)	(5 %)	1 752	178	11 %
Revenu (perte) avant impôts sur les bénéfices	234	231	+100 %	(6)	(2 %)	543	225	71 %
Impôts sur les bénéfices (recouvrement) (bic)	(51)	(8)	(19 %)	(32)	(+100 %)	(149)	(50)	(50 %)
Revenu net	285	239	+100 %	26	10 %	692	275	66 %
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	1	1	100 %	1	100 %	1	-	-
Revenu net avant amortissement	286	240	+100 %	27	10 %	693	275	66 %
Revenu de produits de négociation	228	230	+100 %	(162)	(42 %)	993	712	+100 %
Revenu d'Investissements et services aux grandes entreprises et autre revenu	487	64	15 %	131	37 %	1 419	(269)	(16 %)
Rendement des capitaux propres	20,2 %		17,4 %		1,7 %	12,2 %		4,5 %
Rendement des capitaux propres avant amortissement	20,3 %		17,4 %		1,8 %	12,2 %		4,5 %
Levier d'exploitation	57,1 %		n.s.		n.s.	11,2 %		n.s.
Levier d'exploitation avant amortissement	57,1 %		n.s.		n.s.	11,2 %		n.s.
Ratio de productivité (bic)	63,1 %		(31,9 %)		(0,9 %)	72,6 %		(7,3 %)
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	63,0 %		(31,9 %)		(1,0 %)	72,6 %		(7,3 %)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	0,81 %		0,29 %		0,14 %	0,67 %		0,07 %
Actif productif moyen	173 820	(4 280)	(2 %)	4 410	3 %	176 080	13 771	8 %

États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)

Revenu total (bic)	335	(22)	(6 %)	38	12 %	1 173	683	+100 %
Frais autres que d'intérêts	165	(25)	(14 %)	(32)	(17 %)	721	86	14 %
Revenu net	100	(14)	(13 %)	41	69 %	279	324	+100 %
Actif productif moyen	65 069	(723)	(1 %)	(1 899)	(3 %)	69 411	16 173	30 %

n.s. – non significatif

Comparaison du quatrième trimestre de 2008 et du quatrième trimestre de 2007

Le revenu net s'élève à 285 millions de dollars, en hausse de 239 millions par rapport à la même période l'an dernier.

Le revenu a crû de 294 millions de dollars et s'établit à 715 millions de dollars. Certaines charges décrites ci-après ont fait baisser de 14 millions de dollars le revenu du quatrième trimestre de 2008 et de 342 millions celui de la même période l'an dernier. Les revenus de négociation ont fortement augmenté et les secteurs sensibles aux taux d'intérêt ont continué d'enregistrer de bons résultats, mais ces facteurs ont été partiellement neutralisés par les pertes nettes sur titres ainsi que par la baisse des commissions sur les prises fermes et des commissions sur les fusions et acquisitions.

Les résultats incluent des charges liées à la conjoncture des marchés financiers totalisant 14 millions de dollars (8 millions après impôts) pour le quatrième trimestre de 2008 et 318 millions de dollars (211 millions après impôts) pour le quatrième trimestre de 2007. Voir ci-dessus la section Incidence de la conjoncture des marchés financiers sur les résultats du quatrième trimestre pour avoir de plus amples renseignements sur les charges qui ont une incidence sur le quatrième trimestre de 2008 et voir la section Éléments notables ci-après pour en savoir plus sur les charges ayant influencé les résultats du quatrième trimestre de 2007.

Le revenu de produits de négociation a considérablement augmenté, avec une hausse de 230 millions de dollars par rapport à la perte nette de 2 millions pour la même période l'an dernier, en raison de l'amélioration des revenus de négociation et de la progression constante de nos secteurs d'activité sensibles aux taux d'intérêt. Ces facteurs ont toutefois été partiellement neutralisés par les pertes nettes sur titres. Nos activités de négociation ont encore été volatiles; toutefois, la direction continue de mettre l'accent sur la réduction de la volatilité des résultats du groupe.

Le revenu du secteur Investissements et services aux grandes entreprises et autre revenu a augmenté de 64 millions de dollars, ou de 15 %, en grande partie en raison de la hausse des revenus de négociation provenant de gains à la valeur de marché sur des swaps sur défaillance utilisés pour couvrir notre portefeuille de prêts. Cette hausse a été partiellement contrebalancée par la baisse des commissions sur les fusions et acquisitions, des commissions sur prises fermes de titres d'emprunt et de titres de participation et des gains sur titres, qui s'explique par les conditions difficiles sur les marchés.

Le revenu net d'intérêts a augmenté par rapport à la même période il y a un an, grâce à la hausse des revenus de nos secteurs sensibles aux taux d'intérêt et du revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation. Le revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation est constitué des intérêts gagnés sur les actifs de négociation, moins les coûts de mobilisation des fonds relatifs à ces actifs. La marge nette d'intérêts a augmenté de 29 points de base par rapport à la même période l'an dernier en raison de marges sur les produits de négociation plus élevées et de marges accrues dans nos secteurs sensibles aux taux d'intérêt.

Au cours du quatrième trimestre, comme nous l'expliquons plus en détail à la note 5 afférente aux états financiers non vérifiés ci-joints, l'Institut Canadien des Comptables Agréés a modifié les règles comptables et les règles de présentation de l'information financière concernant les transferts d'instruments financiers. Comme nous n'avons plus l'intention de négocier activement certains titres dans le but d'obtenir des gains à court terme dans les conditions actuelles du marché, nous avons choisi de transférer ces titres de notre portefeuille de titres de négociation à notre portefeuille de titres disponibles à la vente. Ce geste est conforme à notre stratégie, énoncée précédemment, visant à réduire la volatilité des résultats de notre groupe. À la suite de ce transfert, les charges pour les évaluations à la valeur de marché de 183 millions de dollars (123 millions après impôts) ont été comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu de BMO plutôt que dans les revenus de négociation de BMO Marchés des capitaux.

Les frais autres que d'intérêts ont crû de 52 millions de dollars, ou de 13 %, principalement en raison de la hausse des frais associés au personnel, surtout de la rémunération variable, compte tenu de la croissance du revenu. Le levier d'exploitation avant amortissement du groupe s'établit à 57,1 %.

Les résultats du quatrième trimestre ont été accrus par la part de 52 millions de dollars du recouvrement d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures attribuée au groupe et de l'augmentation du revenu exonéré d'impôt de BMO.

Comparaison du quatrième trimestre de 2008 et du troisième trimestre de 2008

Le revenu net a augmenté de 26 millions de dollars, ou de 10 %. Les résultats du troisième trimestre ont été réduits par l'effet, d'un montant net de 33 millions de dollars, des éléments suivants : des charges liées à la conjoncture des marchés financiers de 96 millions après impôts, une charge liée aux indemnités de licenciement de 19 millions après impôts et la part du groupe de 82 millions d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures. Pour plus de détails, voir la section Éléments notables ci-après.

Le revenu a fléchi de 31 millions de dollars, ou de 4,0 %. Les charges liées à la conjoncture des marchés financiers ont réduit le revenu du troisième trimestre de 134 millions de dollars. Les pertes nettes sur titres ont augmenté et les commissions sur prises fermes de titres d'emprunt et de titres de participation ainsi que les commissions sur prêts ont diminué. Les commissions sur les fusions et acquisitions ont considérablement progressé, malgré la conjoncture difficile.

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 26 millions de dollars, ou de 5,4 %, principalement en raison de la charge liée aux indemnités de licenciement de 28 millions au trimestre précédent.

Comparaison de l'exercice 2008 et de l'exercice 2007

Le revenu net a augmenté de 275 millions de dollars, ou de 66 %. L'incidence de la détérioration des marchés financiers sur les résultats des neuf premiers mois de 2008 s'est traduite par des charges de 594 millions de dollars (400 millions après impôts). En 2007, les résultats ont subi les effets des charges de 1 171 millions de dollars (651 millions après impôts) comprenant un montant net de 318 millions (211 millions après impôts) de charges liées à la conjoncture des marchés financiers et des pertes de 853 millions dans notre secteur des produits de base (440 million après impôts et rémunération liée au rendement connexe).

Le revenu a progressé de 443 millions de dollars, ou de 23 %. Les charges précédentes ont fait baisser le revenu de 2008 de 594 millions de dollars et celui de 2007, de 1 171 millions. Nos secteurs sensibles aux taux d'intérêt ont obtenu de très bons résultats et les revenus de négociation tirés de nos activités liées aux taux d'intérêt et aux opérations de change ont augmenté. Comparativement à l'exercice 2007, où il y a eu des gains nets sur titres, en 2008, des pertes nettes sur titres ont été enregistrées et le revenu tiré des prêts, y compris les recouvrements de prêts douteux, a baissé. Les commissions sur les fusions et acquisitions et sur les prises fermes de titres de participation ont aussi grandement diminué par rapport aux niveaux records de l'exercice précédent.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 178 millions de dollars, ou de 11 %, compte tenu de la hausse des frais liés au personnel, y compris la rémunération liée au rendement et les charges liées aux indemnités de licenciement, et de l'augmentation des coûts répartis.

Les résultats de l'exercice ont été accrus par les recouvrements d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures, qui ont été supérieurs de 119 millions de dollars à ceux de 2007.

Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T4-2008	Augmentation (Diminution) c. T4-2007		Augmentation (Diminution) c. T3-2008		Exercice 2008	Augmentation (Diminution) c. exercice 2007	
Revenu net d'intérêts (bic)	(173)	(40)	(28 %)	14	8 %	(747)	(208)	(39 %)
Revenu autre que d'intérêts	191	119	+100 %	88	83 %	446	231	+100 %
Revenu total (bic)	18	79	+100 %	102	+100 %	(301)	23	7 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	333	291	+100 %	(22)	(7 %)	825	910	+100 %
Frais autres que d'intérêts	23	(2)	(9 %)	2	10 %	81	(4)	(5 %)
Charge de restructuration	(8)	(32)	(+100 %)	(8)	(100 %)	(8)	(167)	(+100 %)
Total des frais autres que d'intérêts	15	(34)	(70 %)	(6)	(28 %)	73	(171)	(70 %)
Revenu (perte) avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	(330)	(178)	(+100 %)	130	28 %	(1 199)	(716)	(+100 %)
Impôts sur les bénéfices (recouvrement) (bic)	(190)	(36)	(22 %)	69	27 %	(748)	(254)	(52 %)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	19	-	-	1	2 %	74	(1)	(2 %)
Revenu net (perte nette)	(159)	(142)	(+100 %)	60	28 %	(525)	(461)	(+100 %)

États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)

Revenu total (bic)	(10)	27	76 %	25	77 %	(144)	(2)	(2 %)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	209	165	+100 %	(203)	(49 %)	783	766	+100 %
Frais autres que d'intérêts	(21)	(13)	(+100 %)	(1)	(5 %)	(66)	(49)	(+100 %)
Charge de restructuration	(2)	(10)	(+100 %)	(2)	(100 %)	(2)	(28)	(+100 %)
Total des frais autres que d'intérêts	(23)	(23)	(+100 %)	(3)	(9 %)	(68)	(77)	(+100 %)
Impôts sur les bénéfices (recouvrement) (bic)	(71)	(37)	(+100 %)	81	53 %	(327)	(246)	(+100 %)
Revenu net (perte nette)	(129)	(78)	(+100 %)	151	54 %	(550)	(445)	(+100 %)

Services d'entreprise

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles qui offrent à BMO Groupe financier une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans les domaines tels que la planification stratégique, le droit, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, le marketing, les ressources humaines et la formation. Les résultats d'exploitation comprennent les revenus et les frais liés à certaines activités de titrisation, aux opérations de couverture visant les revenus de sources étrangères et aux activités relevant de la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif de BMO.

Les écarts entre les dotations à la provision pour pertes sur créances imputées aux groupes clients, qui sont calculées selon la méthode de la perte prévue, et les dotations à la provision pour pertes sur créances pour la période, calculées conformément aux PCGR, sont généralement imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise.

Technologie et opérations

Le groupe Technologie et opérations (T&O) assure à BMO Groupe financier des services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, de services d'exploitation, d'opérations immobilières et d'impartition. Le groupe axe ses efforts sur les priorités établies à l'échelle de l'organisation afin de maximiser la qualité et l'efficacité de l'exploitation et de permettre aux clients de vivre une excellente expérience.

Analyse des résultats financiers

Aux fins de la communication de l'information financière, les résultats d'exploitation de Technologie et opérations sont inclus dans ceux des Services d'entreprise. Cependant, les coûts des services de Technologie et opérations sont transférés aux groupes clients (Services bancaires PE, groupe GP et BMO Marchés des capitaux), et seules des sommes peu élevées sont conservées dans les résultats de Technologie et opérations. Par conséquent, les résultats de la présente section reflètent en grande partie les résultats des autres unités fonctionnelles susmentionnées.

La perte nette du trimestre s'établit à 159 millions de dollars, comparativement à une perte nette de 17 millions il y a un an, principalement en raison de dotations à la provision pour pertes sur créances élevées. Les résultats incluent la part de 21 millions de dollars du recouvrement d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures attribuée aux Services d'entreprise.

Conformément à la méthode de la perte prévue de BMO, les pertes prévues sont imputées aux groupes d'exploitation et le reste des charges pour les pertes exigées en vertu des PCGR est imputé aux Services d'entreprise.

La perte nette pour le trimestre a diminué de 60 millions de dollars par rapport au troisième trimestre, principalement en raison d'une augmentation du revenu de 102 millions liée aux gains découlant de l'évaluation à la valeur de marché des opérations de couverture et à un gain plus important provenant des opérations de titrisation de prêts sur cartes de crédit. Les résultats du quatrième trimestre comprennent une augmentation de 150 millions de dollars (98 millions après impôts) de la provision générale, comparativement à une hausse de 50 millions de dollars (33 millions après impôt) au troisième trimestre. La charge globale pour pertes sur créances a diminué en raison de la hausse des dotations à la provision spécifique au troisième trimestre.

La perte nette pour l'exercice 2008 s'établit à 525 millions de dollars, comparativement à 64 millions il y a un an. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances, y compris une augmentation de la provision générale de 260 millions de dollars (166 millions après impôts), comparativement à une augmentation de 50 millions de dollars (33 millions après impôts) au cours de l'exercice précédent. Le revenu a crû de 23 millions de dollars, principalement en raison de gains à la valeur de marché sur les revenus des opérations de couverture et de titrisation, partiellement contrebalancés par la hausse des coûts nets de mobilisation des fonds. Les frais ont diminué de 4 millions de dollars par rapport à il y a un an, abstraction faite de l'effet des charges de restructuration de 159 millions de dollars de l'exercice précédent et du recouvrement d'une charge de restructuration de 8 millions au cours de l'exercice.

Éléments notables

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T4-2008	T3-2008	T4-2007	Exercice 2008	Exercice 2007
Charge de restructuration	-	-	24	-	159
Impôts sur les bénéfices connexes	-	-	9	-	56
Incidence nette de la restructuration a) (note 1)	-	-	15	-	103
Pertes sur produits de base (note 2)	-	-	24	-	853
Rémunération liée au rendement	-	-	-	-	(120)
Impôts sur les bénéfices connexes	-	-	8	-	293
Incidence nette des pertes sur produits de base b) (note 2)	-	-	16	-	440
Charges liées à la détérioration des marchés financiers	45	134	318	625	318
Impôts sur les bénéfices connexes	18	38	107	206	107
Incidence nette des charges liées à la conjoncture des marchés financiers c)	27	96	211	419	211
Augmentation de la provision générale	150	50	50	260	50
Impôts sur les bénéfices connexes	52	20	17	94	17
Incidence nette de l'augmentation de la provision générale d)	98	30	33	166	33
Incidence nette des éléments notables (a+b+c+d)	125	126	275	585	787

Note 1 : Les recouvrements liés à la charge de restructuration s'établissent à 8 millions de dollars (5 millions après impôts) au quatrième trimestre de 2008 et pour l'exercice.

Note 2 : Les gains sur produits de base s'élèvent à 25 millions de dollars (17 millions après impôts) au quatrième trimestre de 2008; les pertes se chiffrent à 15 millions de dollars (10 millions après impôts) au troisième trimestre de 2008 et à 20 millions de dollars (13 millions après impôts) pour l'exercice.

Éléments notables

Quatrième trimestre de 2008

Les charges liées à la conjoncture des marchés financiers au quatrième trimestre sont présentées en détail dans la section intitulée Incidence de la conjoncture des marchés financiers sur les résultats du quatrième trimestre. Les résultats reflètent aussi une augmentation de 150 millions de dollars (98 millions après impôts) de la provision générale pour pertes sur créances.

Troisième trimestre de 2008

Les résultats de BMO pour le troisième trimestre ont été marqués par des charges de 134 millions de dollars (96 millions après impôts), ou de 0,19 \$ par action, liées à la conjoncture des marchés financiers. Ces charges étaient constituées des éléments suivants :

- une charge de 88 millions de dollars (65 millions après impôts) incluant :
 - une charge de 58 millions de dollars (39 millions après impôts) pour des évaluations à la valeur de marché découlant de notre exposition au risque de crédit lié aux contreparties d'instruments dérivés, en grande partie en raison de l'élargissement des écarts de taux des contreparties par rapport à BMO;
 - une charge de 55 millions de dollars (43 millions après impôts) pour des moins-values durables et des rajustements d'évaluation d'actions privilégiées détenues dans notre portefeuille de négociation;
 - un recouvrement de 25 millions de dollars (17 millions après impôts) au titre de positions de négociation et de crédits structurés;
- une charge de dépréciation de 28 millions de dollars (19 millions après impôts) pour du papier commercial adossé à des actifs touchés par l'Accord de Montréal;
- une charge nette de 15 millions de dollars (10 millions après impôts) liée à Apex;
- une charge de 3 millions de dollars (2 millions après impôts) pour notre investissement dans des billets de capital d'entités de gestion de placements structurés.

Les résultats reflètent également une augmentation de 50 millions de dollars (30 millions après impôts) de la provision générale pour pertes sur créances.

Ces charges de 134 millions de dollars liées à la conjoncture des marchés financiers ont toutes une incidence sur le revenu autre que d'intérêts : 61 millions de dollars dans les gains ou pertes sur titres autres que de négociation, 76 millions dans le revenu autre que d'intérêts lié aux activités de négociation et un recouvrement de 3 millions dans les autres revenus.

Deuxième trimestre de 2008

Les résultats de BMO au deuxième trimestre incluent un gain net de 42 millions de dollars (28 millions après impôts) attribuable aux charges/recouvrements liés à la conjoncture des marchés financiers. Ces charges/recouvrements étaient constitués :

- d'un recouvrement net de 26 millions de dollars (18 millions après impôts) lié à :
 - un recouvrement à la valeur de marché de 85 millions de dollars (57 millions après impôts) en rapport avec la fiducie Apex/Sitka, pour tenir compte de la probabilité accrue de la réussite de la restructuration observée pendant le trimestre;
 - une charge à la valeur de marché de 36 millions de dollars (24 millions après impôts) en rapport avec des placements dans du papier commercial de conduits canadiens administrés par des tiers touchés par l'Accord de Montréal;
 - une charge de 23 millions de dollars (15 millions après impôts) en rapport avec des billets de capital des entités de gestion de placements structurés Links et Parkland;
- d'un recouvrement de 35 millions de dollars (24 millions après impôts) en rapport avec des éléments touchés par les écarts de taux, plus précisément des rajustements de la valeur de marché; ce recouvrement consiste en un bénéfice de 128 millions de dollars (86 millions après impôts) en rapport avec des gains à la valeur de marché découlant de notre exposition au risque de crédit lié aux contreparties d'instruments dérivés, les écarts de taux de BMO s'étant élargis relativement à diverses contreparties, moins une charge de 93 millions de dollars (62 millions après impôts) au titre de positions de négociation et de crédits structurés;
- d'une charge de 19 millions de dollars (14 millions après impôts) liée à quatre éléments moins importants, chacun ayant une incidence de 10 millions de dollars ou moins sur le revenu net et comportant des charges à la valeur de marché attribuables à notre portefeuille de négociation d'actions privilégiées et à notre exposition liée à des assureurs spécialisés.

Le gain net de 42 millions de dollars décrit plus haut a eu un impact sur le revenu autre que d'intérêts lié aux activités de négociation (71 millions de dollars), les autres revenus (6 millions de dollars) et les gains ou pertes sur titres autres que de négociation (-35 millions de dollars).

Premier trimestre de 2008

Au premier trimestre de 2008, BMO a comptabilisé des charges de 548 millions de dollars (362 millions après impôts et 0,72 \$ par action) pour certaines activités de négociation et des rajustements d'évaluation, ainsi qu'une augmentation de la provision générale pour pertes sur créances. Ces charges comprenaient 488 millions de dollars (324 millions après impôts) imputés aux résultats de BMO Marchés des capitaux, en rapport avec les éléments suivants : des pertes découlant de l'abandon de positions liées à l'assureur spécialisé ACA Financial Guarantee Corporation (158 millions de dollars); des positions de négociation et de crédits structurés, des actions privilégiées, des conduits canadiens administrés par des tiers et d'autres pertes liées à la valeur de marché (177 millions); des investissements dans Apex (130 millions); et des billets de capital dans les entités de gestion de placements structurés Links et Parkland (23 millions). BMO n'est pas exposé à d'autres risques liés à ACA. La réduction de la rémunération liée au rendement rattachée aux charges n'était pas incluse dans le calcul de l'incidence des éléments significatifs.

La charge de 177 millions de dollars mentionnée ci-dessus était principalement due à l'incidence de l'élargissement des écarts de taux dans un certain nombre de nos portefeuilles de négociation. Elle était constituée de plusieurs éléments, dont le plus important se chiffrait à 78 millions de dollars pour un risque de contrepartie lié à nos dérivés, dont environ la moitié était liée à des assureurs spécialisés (autres que ACA) et à des sociétés d'instruments dérivés de crédit similaires. La charge de 488 millions de dollars incluait des réductions du revenu autre que d'intérêts lié aux activités de négociation (420 millions), des gains sur titres de placement (23 millions) et d'autres revenus (45 millions).

Les résultats des Services d'entreprise comprenaient une augmentation de 60 millions de dollars (38 millions après impôts) de la provision générale pour pertes sur créances, afin de tenir compte de la croissance du portefeuille et du déplacement du risque.

Quatrième trimestre de 2007

Au quatrième trimestre de 2007, le revenu net a été réduit d'un montant de 275 millions de dollars après impôts (0,55 \$ par action) attribuable aux éléments notables. Les résultats comprenaient des charges de 318 millions de dollars (211 millions après impôts) pour certaines activités de négociation et des rajustements d'évaluation liés à la détérioration des marchés financiers, 16 millions après impôts liés à des pertes sur produits de base, 33 millions après impôts découlant d'une augmentation de la provision générale et une incidence de 15 millions après impôts d'une charge de restructuration. Les charges comprenaient un montant de 169 millions de dollars en rapport avec des positions de négociation et de crédits structurés ainsi qu'avec des actions privilégiées, un montant de 134 millions lié à du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) canadien et un montant de 15 millions lié à des placements dans des billets de capital des entités de gestion de placements structurés Links Finance Corporation (Links) et Parkland Finance Corporation (Parkland).

Les charges comptabilisées au titre du PCAA canadien sont constituées de 80 millions de dollars pour notre investissement dans du papier commercial émis par un des conduits soutenus par BMO, et de 54 millions de dollars pour notre investissement dans du papier commercial émis par des conduits non soutenus par des banques.

Exercice 2008

Les éléments notables en 2008 sont présentés en détail ci-dessus.

Exercice 2007

Le revenu net de l'exercice 2007 a été réduit d'un montant de 787 millions de dollars attribuable aux éléments notables. Les résultats incluaient un montant de 440 millions de dollars après impôts lié à des pertes sur produits de base de 853 millions, déduction faite de la réduction de 120 millions de la rémunération liée au rendement. Ils comprenaient aussi un montant de 318 millions de dollars (211 millions après impôts) attribuable aux charges liées à la conjoncture des marchés financiers, l'incidence de 103 millions après impôts découlant d'une charge de restructuration de 159 millions et une augmentation de 33 millions après impôts de la provision générale.

Mesures conformes aux PCGR et mesures connexes non conformes aux PCGR utilisées dans le Rapport de gestion

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T4-2008	T3-2008	T4-2007	Exercice 2008	Exercice 2007
Total des frais autres que d'intérêts a)	1 818	1 782	1 655	6 894	6 601
Amortissement des actifs incorporels	(11)	(11)	(11)	(42)	(46)
Frais autres que d'intérêts avant amortissement b) (note 1)	1 807	1 771	1 644	6 852	6 555
Revenu net	560	521	452	1 978	2 131
Amortissement des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices	10	9	9	35	38
Revenu net avant amortissement (note 1)	570	530	461	2 013	2 169
Dividendes sur actions privilégiées	(25)	(19)	(12)	(73)	(43)
Charge au titre du capital (note 1)	(400)	(389)	(378)	(1 535)	(1 523)
Profit économique net (note 1)	145	122	71	405	603
Revenu c)	2 813	2 746	2 200	10 205	9 349
Croissance du revenu (%) d)	27,9	7,5	(10,6)	9,2	(6,4)
Ratio de productivité (%) ((a/c) x 100)	64,6	64,9	75,2	67,6	70,6
Ratio de productivité avant amortissement (%) ((b/c) x 100) (note 1)	64,2	64,5	74,7	67,1	70,1
Croissance des frais autres que d'intérêts (%) e)	9,9	7,4	2,6	4,4	3,9
Croissance des frais autres que d'intérêts avant amortissement (%) f) (note 1)	9,9	7,5	2,6	4,5	3,9
Levier d'exploitation (%) (d-e)	18,0	0,1	(13,2)	4,8	(10,3)
Levier d'exploitation avant amortissement (%) (d-f) (note 1)	18,0	-	(13,2)	4,7	(10,3)
RPA (à partir du revenu net) (en dollars)	1,06	0,98	0,87	3,76	4,11
RPA avant amortissement (note 1) (à partir du revenu net avant amortissement) (en dollars)	1,08	1,00	0,89	3,83	4,18

Note 1 : Montants ou mesures non conformes aux PCGR.

Mesures non conformes aux PCGR

Pour évaluer ses résultats, BMO utilise à la fois des mesures conformes aux PCGR et certaines mesures non conformes aux PCGR. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent les lecteurs que les résultats et les autres mesures rajustés en fonction de critères autres que les PCGR n'ont pas une signification standard selon les PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises. Le tableau ci-dessus rapproche les mesures non conformes aux PCGR, que la direction surveille régulièrement, et leurs équivalents selon les PCGR.

La direction déclare parfois des montants rajustés pour tenir compte de certains éléments significatifs. Les montants et mesures indiqués sur une base qui exclut les éléments significatifs sont considérés comme utiles car ils sont susceptibles de mieux refléter l'évolution des résultats d'exploitation. Comme ces charges ne sont généralement pas régulières et que leur ampleur varie, les rajustements qui en tiennent compte sont utiles pour évaluer les tendances des résultats trimestriels. Ce trimestre, nous avons choisi de cesser de classer comme significatifs certains éléments liés aux marchés financiers et de présenter les points saillants des résultats en excluant ces éléments, car ils durent depuis plus longtemps que ce que nous avions prévu lorsque nous avons commencé à les classer comme éléments significatifs. De même, nous avons cessé de classer les changements à la provision générale pour pertes sur créances comme éléments significatifs et de présenter les résultats en excluant ces charges, les changements à la provision générale étant devenus plus fréquents dans les dernières périodes.

Nous indiquons parfois certaines mesures excluant les effets de ces éléments, mais lorsque que nous le faisons, nous indiquons généralement aussi la mesure conforme aux PCGR la plus semblable et donnons des détails sur l'élément de rapprochement. Pour aider les lecteurs, nous fournissons également, ce trimestre, un tableau qui résume les éléments notables ayant eu une incidence sur les résultats des périodes concernées.

Les mesures du revenu net avant amortissement, du ratio de productivité avant amortissement et du levier d'exploitation avant amortissement peuvent faciliter la comparaison de deux périodes où il s'est produit une acquisition, surtout parce que l'amortissement des actifs incorporels peut ne

pas avoir été considéré comme charge pertinente au moment de la décision d'achat. Les mesures du résultat par action (RPA) avant amortissement sont aussi fournies parce que les analystes s'y intéressent souvent et que le RPA avant amortissement est utilisé par Thomson First Call pour surveiller les prévisions de résultats faites par des tiers et dont les médias font souvent état. Les mesures avant amortissement ajoutent l'amortissement après impôts des actifs incorporels aux résultats selon les PCGR pour en tirer les mesures du revenu net avant amortissement (et du RPA avant amortissement correspondant) et retranchent l'amortissement des actifs incorporels des frais autres que d'intérêts pour en tirer les mesures de la productivité et du levier d'exploitation avant amortissement.

BMO analyse son revenu consolidé selon les PCGR. Cependant, comme plusieurs autres banques, BMO analyse le revenu de ses groupes d'exploitation, et les ratios de ces groupes établis d'après leur revenu, sur une base d'imposition comparable (bic). Selon cette méthode, on augmente les revenus calculés selon les PCGR et la provision pour impôts sur les bénéfices déterminée selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi. Pour plus de cohérence, le taux d'imposition effectif est également analysé sur une base d'imposition comparable. La compensation des rajustements sur une base d'imposition comparable des groupes est reflétée dans les résultats des Services d'entreprise. L'analyse sur une base d'imposition comparable permet de neutraliser l'effet, sur les ratios, d'avoir investi dans des titres exonérés d'impôt ou assortis d'avantages fiscaux plutôt que dans des titres entièrement imposables et aux rendements plus élevés. Elle atténue les distorsions des ratios, entre les périodes et entre les institutions, liées au choix de placements assortis d'avantages fiscaux ou imposables. Dans le présent Rapport de gestion, tous les montants de revenus et d'impôts de nos groupes d'exploitation et les ratios correspondants sont présentés sur une base d'imposition comparable, à moins d'indication contraire.

Le profit économique net est le revenu net avant amortissement attribuable aux actionnaires ordinaires, moins une charge au titre du capital, et constitue une mesure efficace de la valeur économique ajoutée.

État consolidé des résultats

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les trois mois terminés le				Pour les douze mois terminés le		
	31 octobre 2008	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 octobre 2008	31 octobre 2007
Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions							
Prêts	2 554 \$	2 467 \$	2 609 \$	2 984 \$	2 971 \$	10 614 \$	11 557 \$
Valeurs mobilières	748	705	805	948	910	3 206	3 153
Dépôts à d'autres banques	182	203	230	315	387	930	1 128
	3 484	3 375	3 644	4 247	4 268	14 750	15 838
Frais d'intérêts							
Dépôts	1 590	1 612	1 842	2 297	2 328	7 341	7 905
Dettes subordonnées	61	61	51	49	51	222	180
Titres d'une fiducie de capital et actions privilégiées	23	22	23	23	24	91	99
Autres passifs	397	394	554	664	669	2 009	2 811
	2 071	2 089	2 470	3 033	3 072	9 663	10 995
Revenu net d'intérêts	1 413	1 286	1 174	1 214	1 196	5 087	4 843
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 2)	465	484	151	230	151	1 330	353
Revenu net d'intérêts, déduction faite de la dotation à la provision pour pertes sur créances	948	802	1 023	984	1 045	3 757	4 490
Revenu autre que d'intérêts							
Commissions et droits sur titres	270	294	270	271	265	1 105	1 145
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	203	190	181	182	183	756	728
Revenus (pertes) de négociation	435	220	192	(301)	(165)	546	(487)
Commissions sur prêts	120	116	101	92	105	429	406
Frais de services de cartes	58	88	78	67	(105)	291	107
Frais de gestion de placements et de garde de titres	87	86	85	81	83	339	322
Revenus tirés de fonds d'investissement	140	151	144	154	148	589	576
Revenus de titrisation	167	133	133	80	61	513	296
Commissions de prise ferme et de consultation	66	97	98	92	103	353	528
Gains (pertes) sur titres, autres que de négociation	(252)	(75)	14	(2)	148	(315)	246
Revenus de change, autres que de négociation	(4)	25	30	29	48	80	132
Revenus d'assurance	52	56	52	62	52	222	230
Autres	58	79	68	5	78	210	277
	1 400	1 460	1 446	812	1 004	5 118	4 506
Revenu net d'intérêts et revenu autre que d'intérêts	2 348	2 262	2 469	1 796	2 049	8 875	8 996
Frais autres que d'intérêts							
Rémunération du personnel (note 8)	1 007	1 044	980	945	901	3 976	3 825
Bureaux et matériel	375	346	335	326	350	1 382	1 303
Amortissement des actifs incorporels	11	11	10	10	11	42	46
Déplacements et expansion des affaires	95	87	74	72	92	328	287
Communications	57	50	53	42	36	202	149
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	11	20	(1)	12	6	42	47
Honoraires	113	102	90	79	108	384	301
Autres	157	122	139	128	127	546	484
	1 826	1 782	1 680	1 614	1 631	6 902	6 442
Charge de restructuration (reprise) (note 9)	(8)	-	-	-	24	(8)	159
Revenu avant provision pour (recouvrement des) impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	530	480	789	182	394	1 981	2 395
Impôts sur les bénéfices	(49)	(59)	128	(91)	(77)	(71)	189
	579	539	661	273	471	2 052	2 206
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	19	18	19	18	19	74	75
Revenu net	560 \$	521 \$	642 \$	255 \$	452 \$	1 978 \$	2 131 \$
Dividendes sur actions privilégiées	25 \$	19 \$	14 \$	15 \$	12 \$	73 \$	43 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	535 \$	502 \$	628 \$	240 \$	440 \$	1 905 \$	2 088 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	503 004	504 124	502 054	499 067	498 379	502 062	499 950
Nombre moyen d'actions ordinaires compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	506 591	508 032	506 638	505 572	506 173	506 697	508 614
Résultat par action (en dollars canadiens)							
De base	1,06 \$	1,00 \$	1,25 \$	0,48 \$	0,89 \$	3,79 \$	4,18 \$
Dilué	1,06	0,98	1,25	0,47	0,87	3,76	4,11
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,70	0,70	0,70	0,70	0,70	2,80	2,71

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires en font partie intégrante.

Bilan consolidé

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

	Au				
	31 octobre 2008	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 janvier 2008	31 octobre 2007
Actif					
Encaisse	21 105 \$	22 054 \$	22 237 \$	26 122 \$	22 890 \$
Valeurs mobilières					
Titres de négociation	66 032	63 628	64 443	63 377	70 773
Titres disponibles à la vente	32 115	23 426	22 453	24 341	26 010
Titres divers	1 991	1 821	1 774	1 747	1 494
	100 138	88 875	88 670	89 465	98 277
Prêts					
Prêts hypothécaires à l'habitation	49 343	51 757	52 583	53 224	52 429
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	43 737	40 292	37 954	34 517	33 189
Prêts sur cartes de crédit	2 120	3 532	4 338	4 685	4 493
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	84 151	71 961	67 942	66 205	62 650
Titres pris en pension ou empruntés	28 033	32 433	33 596	42 937	37 093
	207 384	199 975	196 413	201 568	189 854
Engagements de clients aux termes d'acceptations	9 358	9 834	10 345	11 590	12 389
Provision pour pertes sur créances (note 2)	(1 747)	(1 494)	(1 336)	(1 227)	(1 055)
	214 995	208 315	205 422	211 931	201 188
Autres actifs					
Instruments dérivés	65 586	43 167	44 557	36 857	32 585
Bureaux et matériel	2 227	2 051	2 024	1 977	1 980
Écarts d'acquisition	1 635	1 449	1 398	1 189	1 140
Actifs incorporels	204	189	208	152	124
Actifs divers	10 160	8 947	10 642	9 132	8 340
	79 812	55 803	58 829	49 307	44 169
Total de l'actif	416 050 \$	375 047 \$	375 158 \$	376 825 \$	366 524 \$
Passif et capitaux propres					
Dépôts					
Banques	30 346 \$	29 988 \$	30 938 \$	34 991 \$	34 100 \$
Entreprises et administrations publiques	136 111	131 748	122 707	125 312	121 748
Particuliers	91 213	86 921	84 935	82 608	76 202
	257 670	248 657	238 580	242 911	232 050
Autres passifs					
Instruments dérivés	60 048	36 786	40 347	32 776	33 584
Acceptations	9 358	9 834	10 345	11 590	12 389
Titres vendus à découvert	18 792	17 415	20 053	28 393	25 039
Titres mis en pension ou prêtés	32 492	28 148	29 894	28 331	31 263
Passifs divers	14 071	11 650	13 940	12 478	12 055
	134 761	103 833	114 579	113 568	114 330
Dette subordonnée (note 10)	4 315	4 204	4 199	3 446	3 446
Titres d'une fiducie de capital	1 150	1 150	1 150	1 150	1 150
Actions privilégiées (note 11)	250	250	250	250	250
Capitaux propres					
Capital-actions (note 11)	6 454	6 458	6 114	5 648	5 607
Surplus d'apport	69	68	67	65	58
Bénéfices non répartis	11 632	11 471	11 327	11 056	11 166
Cumul des autres éléments du résultat étendu - Perte	(251)	(1 044)	(1 108)	(1 269)	(1 533)
	17 904	16 953	16 400	15 500	15 298
Total du passif et des capitaux propres	416 050 \$	375 047 \$	375 158 \$	376 825 \$	366 524 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires en font partie intégrante.

État consolidé du résultat étendu

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les trois mois terminés le		Pour les douze mois terminés le	
	31 octobre 2008	31 octobre 2007	31 octobre 2008	31 octobre 2007
Revenu net	560 \$	452 \$	1 978 \$	2 131 \$
Autres éléments du résultat étendu				
Variation nette des gains (pertes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente	(133)	87	(109)	32
Variation nette des gains (pertes) non réalisés sur les couvertures de flux de trésorerie	230	39	424	(115)
Gain (perte) net provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	696	(447)	967	(613)
Total du résultat étendu	1 353 \$	131 \$	3 260 \$	1 435 \$

État consolidé de la variation des capitaux propres

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les trois mois terminés le		Pour les douze mois terminés le	
	31 octobre 2008	31 octobre 2007	31 octobre 2008	31 octobre 2007
Actions privilégiées				
Solde au début de la période	1 746 \$	946 \$	1 196 \$	596 \$
Actions émises au cours de la période (note 11)	-	250	550	600
Solde à la fin de la période	1 746	1 196	1 746	1 196
Actions ordinaires				
Solde au début de la période	4 712	4 372	4 411	4 231
Actions émises en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires	35	28	122	113
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	26	23	60	132
Actions émises en échange d'actions d'une filiale	-	-	-	1
Actions émises lors de l'acquisition d'une entreprise (note 7)	-	-	180	-
Actions rachetées aux fins d'annulation (note 11)	-	(12)	-	(66)
Solde à la fin de la période	4 773	4 411	4 773	4 411
Actions autodétenues (note 11)	(65)	-	(65)	-
Surplus d'apport				
Solde au début de la période	68	56	58	49
Frais liés aux options sur actions	1	2	11	9
Solde à la fin de la période	69	58	69	58
Bénéfices non répartis				
Solde au début de la période	11 471	11 158	11 166	10 974
Incidence cumulative de l'adoption des nouvelles règles comptables relatives aux instruments financiers (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 39 \$)	-	-	-	(71)
Revenu net	560	452	1 978	2 131
Dividendes – Actions privilégiées	(25)	(12)	(73)	(43)
– Actions ordinaires	(355)	(348)	(1 410)	(1 353)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 11)	-	(79)	-	(458)
Frais d'émission d'actions	-	(5)	(10)	(14)
Escompte net sur actions autodétenues	(19)	-	(19)	-
Solde à la fin de la période	11 632	11 166	11 632	11 166
Cumul des autres éléments du résultat étendu – Gain (perte) provenant des titres disponibles à la vente				
Solde au début de la période	59	(52)	35	-
Incidence de la réévaluation des titres disponibles à la vente à la valeur de marché le 1 ^{er} novembre 2006 (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 1 \$)	-	-	-	3
Gains (pertes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente survenus au cours de la période (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 112 \$, 41 \$, 137 \$ et 6 \$)	(226)	80	(280)	15
Reclassement des pertes dans le revenu net au cours de la période (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 47 \$, 4 \$, 84 \$ et 12 \$)	93	7	171	17
Solde à la fin de la période	(74)	35	(74)	35
Cumul des autres éléments du résultat étendu – Gain (perte) provenant des couvertures de flux de trésorerie				
Solde au début de la période	28	(205)	(166)	-
Incidence de l'adoption des nouvelles règles comptables relatives aux couvertures de flux de trésorerie le 1 ^{er} novembre 2006 (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 28 \$)	-	-	-	(51)
Gains (pertes) sur couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 101 \$, 15 \$, 173 \$ et 64 \$)	222	28	363	(128)
Reclassement des pertes sur couvertures de flux de trésorerie dans le revenu net (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 6 \$, 5 \$, 31 \$ et 6 \$)	8	11	61	13
Solde à la fin de la période	258	(166)	258	(166)
Cumul des autres éléments du résultat étendu – Perte provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger				
Solde au début de la période	(1 131)	(955)	(1 402)	(789)
Gain (perte) non réalisé provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	1 926	(1 196)	2 726	(1 697)
Incidence de la couverture des gains (pertes) non réalisés provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 628 \$, 397 \$, 881 \$ et 575 \$)	(1 230)	749	(1 759)	1 084
Solde à la fin de la période	(435)	(1 402)	(435)	(1 402)
Cumul total des autres éléments du résultat étendu – Perte	(251)	(1 533)	(251)	(1 533)
Total des capitaux propres	17 904 \$	15 298 \$	17 904 \$	15 298 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires en font partie intégrante.

État consolidé des flux de trésorerie

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le		Pour les douze mois terminés le	
	31 octobre 2008	31 octobre 2007	31 octobre 2008	31 octobre 2007
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Revenu net	560 \$	452 \$	1 978 \$	2 131 \$
Rajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation				
Dévaluation de titres, autres que de négociation	189	18	324	18
Perte (gain) net sur titres, autres que de négociation	63	(166)	(9)	(264)
(Augmentation) diminution nette des titres de négociation	(1 235)	(5 986)	8 275	(23 028)
Dotations à la provision pour pertes sur créances	465	151	1 330	353
(Gain) à la vente de prêts titrisés (note 3)	(132)	(47)	(420)	(202)
Variation des instruments dérivés – (Augmentation) des actifs dérivés	(20 421)	(3 861)	(29 370)	(4 991)
– Augmentation des passifs dérivés	19 174	4 927	20 645	5 807
Amortissement des bureaux et du matériel	102	99	393	390
Amortissement des actifs incorporels	11	11	42	46
Diminution nette des impôts futurs sur les bénéfices	(309)	(36)	(157)	(176)
Augmentation (diminution) nette des impôts exigibles sur les bénéfices	554	(211)	(314)	(800)
Variation des intérêts courus – (Augmentation) diminution des intérêts à recevoir	(132)	(255)	303	(129)
– Augmentation (diminution) des intérêts à payer	22	378	(351)	537
Variation nette des autres éléments et charges à payer	3 519	178	1 590	(1 243)
(Gain) à la vente de terrains et d'immeubles	-	(6)	(13)	(6)
Montant net des flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	2 430	(4 354)	4 246	(21 557)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Augmentation (diminution) nette des dépôts	(7 336)	16 926	(1 412)	45 222
Augmentation (diminution) nette des titres vendus à découvert	711	(2 981)	(7 251)	10 328
Augmentation (diminution) nette des titres mis en pension ou prêtés	1 155	2 363	(3 731)	2 325
Augmentation (diminution) nette du passif des filiales	(9)	(27)	2 045	335
Remboursement de la dette subordonnée (note 10)	-	-	(150)	(483)
Produit de l'émission de la dette subordonnée (note 10)	-	-	900	1 200
Rachat d'actions privilégiées classées dans le passif (note 11)	-	(200)	-	(200)
Produit de l'émission d'actions privilégiées (note 11)	-	250	550	600
Produit de l'émission d'actions ordinaires	61	51	182	245
Frais d'émission d'actions	-	(5)	(10)	(14)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 11)	-	(91)	-	(524)
Dividendes versés	(380)	(360)	(1 483)	(1 396)
Montant net des flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement	(5 798)	15 926	(10 360)	57 638
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
(Augmentation) diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	8 153	(339)	10 077	(5 709)
Achats de titres, autres que de négociation	(9 173)	(17 716)	(26 423)	(50 366)
Échéances de titres, autres que de négociation	2 796	3 736	16 984	24 635
Produit de la vente de titres, autres que de négociation	1 301	3 469	8 268	11 824
(Augmentation) diminution nette des prêts et des titres de substituts de prêts	(8 062)	4 522	(23 387)	(9 265)
Produit de la titrisation de prêts (note 3)	5 677	694	11 448	3 330
(Augmentation) diminution nette des titres pris en pension ou empruntés	8 333	(4 736)	14 665	(8 280)
Produit de la vente de terrains et d'immeubles	-	45	19	45
Bureaux et matériel – achats nets	(167)	(167)	(449)	(405)
Acquisitions (note 7)	(2)	1	(155)	(301)
Montant net des flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement	8 856	(10 491)	11 047	(34 492)
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	402	(374)	551	(397)
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	5 890	707	5 484	1 192
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	3 244	2 943	3 650	2 458
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	9 134 \$	3 650 \$	9 134 \$	3 650 \$
Composition				
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts à la Banque du Canada et à d'autres banques	6 936 \$	2 264 \$	6 936 \$	2 264 \$
Chèques et autres effets en transit, montant net	2 198	1 386	2 198	1 386
	9 134 \$	3 650 \$	9 134 \$	3 650 \$
Autres renseignements sur les flux de trésorerie				
Intérêts versés au cours de la période	2 001 \$	2 766 \$	9 900 \$	10 543 \$
Impôts sur les bénéfices payés (remboursés) au cours de la période	(284) \$	138 \$	456 \$	940 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires en font partie intégrante.
Certains chiffres de la période antérieure ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Le 31 octobre 2008 (non vérifié)

Note 1 : Normes de présentation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires doivent être lus en tenant compte des notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, telles qu'elles figurent aux pages 96 à 137 de notre Rapport annuel 2007. Les présents états financiers consolidés

intermédiaires ont été dressés en conformité avec les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, selon les conventions comptables et méthodes de calcul utilisées pour nos états financiers consolidés annuels de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, sous réserve de ce qui est présenté à la note 5.

Note 2 : Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances inscrite à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons adéquat pour éponger les pertes sur créances liées à nos prêts, aux engagements de clients aux termes d'acceptations et à nos autres instruments de crédit. La portion liée aux autres instruments de crédit est comptabilisée dans les passifs divers inscrits à notre

bilan consolidé. Au 31 octobre 2008 et au 31 octobre 2007, il n'y avait pas de provision pour pertes sur créances liée aux autres instruments de crédit comptabilisée dans les passifs divers.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de notre provision pour pertes sur créances :

(en millions de dollars canadiens)

Pour les trois mois terminés les

	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers		Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		Engagements de clients aux termes d'acceptations		Total	
	31 octobre 2008	31 octobre 2007	31 octobre 2008	31 octobre 2007	31 octobre 2008	31 octobre 2007	31 octobre 2008	31 octobre 2007	31 octobre 2008	31 octobre 2007
Provision spécifique au début de la période	15 \$	20 \$	1 \$	1 \$	411 \$	136 \$	- \$	- \$	427 \$	157 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	2	(5)	113	58	200	48	-	-	315	101
Recouvrements	-	-	21	17	2	7	-	-	23	24
Radiations	(4)	(1)	(133)	(72)	(250)	(44)	-	-	(387)	(117)
Écarts de change et autres	-	-	-	(3)	48	(5)	-	-	48	(8)
Provision spécifique à la fin de la période	13	14	2	1	411	142	-	-	426	157
Provision générale au début de la période	8	12	349	337	661	502	49	37	1 067	888
Dotation à la provision pour pertes sur créances	-	(1)	(107)	(10)	265	55	(8)	6	150	50
Écarts de change et autres	-	-	-	-	104	(40)	-	-	104	(40)
Provision générale à la fin de la période	8	11	242	327	1 030	517	41	43	1 321	898
Provision totale	21 \$	25 \$	244 \$	328 \$	1 441 \$	659 \$	41 \$	43 \$	1 747 \$	1 055 \$

(en millions de dollars canadiens)

Pour les douze mois terminés les

	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers		Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		Engagements de clients aux termes d'acceptations		Total	
	31 octobre 2008	31 octobre 2007	31 octobre 2008	31 octobre 2007	31 octobre 2008	31 octobre 2007	31 octobre 2008	31 octobre 2007	31 octobre 2008	31 octobre 2007
Provision spécifique au début de la période	14 \$	5 \$	1 \$	1 \$	142 \$	147 \$	- \$	- \$	157 \$	153 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	5	11	332	218	733	74	-	-	1 070	303
Recouvrements	-	-	91	72	23	19	-	-	114	91
Radiations	(6)	(2)	(422)	(287)	(542)	(102)	-	-	(970)	(391)
Écarts de change et autres	-	-	-	(3)	55	4	-	-	55	1
Provision spécifique à la fin de la période	13	14	2	1	411	142	-	-	426	157
Provision générale au début de la période	11	23	327	340	517	506	43	36	898	905
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(3)	(12)	(85)	(13)	350	68	(2)	7	260	50
Écarts de change et autres	-	-	-	-	163	(57)	-	-	163	(57)
Provision générale à la fin de la période	8	11	242	327	1 030	517	41	43	1 321	898
Provision totale	21 \$	25 \$	244 \$	328 \$	1 441 \$	659 \$	41 \$	43 \$	1 747 \$	1 055 \$

Vente de prêts douteux

Au cours du trimestre terminé le 31 octobre 2008, nous n'avons comptabilisé aucun gain net à la vente de prêts douteux (un gain net de 1 million de dollars pour le trimestre terminé le 31 octobre

2007). Pour les douze mois terminés le 31 octobre 2008, le gain net à la vente de prêts douteux s'élevait à 2 millions de dollars (12 millions pour les douze mois terminés le 31 octobre 2007).

Note 3 : Titrisation

Les tableaux suivants résument nos activités de titrisation relatives à nos actifs et leur incidence sur notre état consolidé des résultats, pour les périodes de trois et douze mois terminées le 31 octobre 2008 et 2007 :

(en millions de dollars canadiens)

	Pour les trois mois terminés le					
	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit		Total	
	31 octobre 2008	31 octobre 2007	31 octobre 2008	31 octobre 2007	31 octobre 2008	31 octobre 2007
Produit net en espèces 1)	4 097 \$	688 \$	1 500 \$	- \$	5 597 \$	688 \$
Investissement dans des entités de titrisation 2)	-	-	119	-	119	-
Prix d'achat différé	138	25	35	-	173	25
Passif de gestion	(27)	(6)	(8)	-	(35)	(6)
	4 208	707	1 646	-	5 854	707
Prêts vendus	4 198	708	1 622	-	5 820	708
Gain (perte) à la vente de prêts provenant de nouvelles opérations de titrisation	10 \$	(1) \$	24 \$	- \$	34 \$	(1) \$
Gain à la vente de prêts vendus à des entités de titrisation à rechargement	18 \$	8 \$	80 \$	40 \$	98 \$	48 \$

(en millions de dollars canadiens)

	Pour les douze mois terminés le					
	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit		Total	
	31 octobre 2008	31 octobre 2007	31 octobre 2008	31 octobre 2007	31 octobre 2008	31 octobre 2007
Produit net en espèces 1)	8 330 \$	3 312 \$	3 024 \$	- \$	11 354 \$	3 312 \$
Investissement dans des entités de titrisation 2)	-	-	190	-	190	-
Prix d'achat différé	331	125	73	-	404	125
Passif de gestion	(55)	(26)	(14)	-	(69)	(26)
	8 606	3 411	3 273	-	11 879	3 411
Prêts vendus	8 524	3 400	3 219	-	11 743	3 400
Gain à la vente de prêts provenant de nouvelles opérations de titrisation	82 \$	11 \$	54 \$	-	136 \$	11 \$
Gain à la vente de prêts vendus à des entités de titrisation à rechargement	72 \$	28 \$	212 \$	163 \$	284 \$	191 \$

1) Le produit net en espèces représente le produit en espèces, déduction faite des frais d'émission.

2) Inclut les prêts sur cartes de crédit titrisés conservés par la Banque et inscrits à son bilan.

Les moyennes pondérées des hypothèses clés utilisées pour évaluer le prix d'achat différé de ces opérations de titrisation sont les suivantes :

	Pour les trois mois terminés le				Pour les douze mois terminés le			
	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit 1)		Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit 1)	
	31 octobre 2008	31 octobre 2007	31 octobre 2008	31 octobre 2007	31 octobre 2008	31 octobre 2007	31 octobre 2008	31 octobre 2007
Durée de vie moyenne pondérée (années)	4,71	4,92	0,27	-	4,43	4,61	0,36	-
Taux de remboursement anticipé (%)	14,00	10,00	39,99	-	13,74	9,72	40,34	-
Taux d'intérêt (%)	5,34	5,41	21,37	-	5,38	5,24	21,32	-
Pertes prévues sur créances 2)	-	-	2,53	-	-	-	2,43	-
Taux d'actualisation (%)	3,83	4,79	10,21	-	4,04	4,62	10,23	-

1) Il n'y a pas eu d'opérations de titrisation de prêts sur cartes de crédit au cours du trimestre et des douze mois terminés le 31 octobre 2007.

2) Comme les prêts hypothécaires à l'habitation sont entièrement garantis, il n'y a pas de pertes prévues sur créances.

Note 4 : Entités à détenteurs de droits variables

Entités de titrisation canadiennes des clients

Les entités de titrisation canadiennes des clients (aussi appelées conduits multicédants soutenus par des banques) aident nos clients à titriser leurs actifs et à obtenir ainsi des sources de financement de substitution. Les actifs détenus par les entités de titrisation canadiennes des clients non consolidées totalisaient 11 106 millions de dollars au 31 octobre 2008 (17 536 millions en 2007). Notre risque de perte est lié à nos investissements dans le papier commercial émis par ces entités, aux contrats sur instruments dérivés que nous avons conclus avec elles et au

soutien de trésorerie que nous leur fournissons sous forme d'engagements de crédit ferme. Au 31 octobre 2008, le montant de notre exposition au risque lié au papier commercial que nous détenions, classé dans les titres de négociation, s'élevait à 2 139 millions de dollars (5 564 millions en 2007), et le montant des concours de trésorerie inutilisés s'élevait à 11 040 millions de dollars (20 756 millions en 2007). Aucune somme n'était utilisée dans le cadre des facilités au 31 octobre 2008 et 2007. La juste valeur des instruments dérivés que nous avons en cours avec ces entités à détenteurs de droits variables (EDDV) était comptabilisée

dans notre bilan consolidé comme un actif dérivé de 55 millions de dollars au 31 octobre 2008 (un passif dérivé de 20 millions de dollars en 2007).

Au 31 octobre 2008, notre bilan consolidé comportait des actifs de 265 millions de dollars classés dans les autres actifs et ne comportait aucun passif classé sous le titre dépôts relativement au papier commercial (respectivement 311 millions et 65 millions en 2007), à la suite de la consolidation de deux entités de titrisation canadiennes des clients.

Entités de titrisation américaine des clients

Les actifs détenus par notre entité de titrisation américaine des clients non consolidée totalisaient 7 993 millions de dollars au 31 octobre 2008 (7 929 millions en 2007). Notre risque de perte relativement à notre entité de titrisation américaine des clients est lié au soutien de trésorerie que nous lui fournissons sous forme de concours de trésorerie. Au 31 octobre 2008, le montant de notre exposition au risque lié aux concours de trésorerie inutilisés s'élevait à 10 015 millions de dollars (10 719 millions en 2007). Au 31 octobre 2008, la Banque avait fourni un financement de 851 millions de dollars américains (aucune somme en 2007) conformément aux modalités de ces concours de trésorerie. Nous ne sommes pas tenus de consolider notre entité de titrisation américaine des clients.

Entités de titrisation de la Banque

Nous utilisons des entités de titrisation de la Banque pour titriser nos prêts hypothécaires canadiens et nos prêts sur cartes de crédit canadiens afin d'obtenir des sources de financement de substitution. Les actifs détenus par ces entités totalisaient 9 719 millions de dollars au 31 octobre 2008 (6 552 millions en 2007). Nous ne sommes pas tenus de consolider nos entités de titrisation. De plus amples renseignements sur nos investissements relatifs à ces entités sont présentés à la note 3. Au 31 octobre 2008, nous détenions du papier commercial émis par ces entités pour un montant de 509 millions de dollars (367 millions en 2007), lequel était classé comme titres de négociation. Nous fournissons également un soutien de trésorerie à certaines de nos entités de titrisation correspondant à la valeur nominale du papier commercial en cours. Le montant contractuel global du soutien de trésorerie s'élevait à 5 100 millions de dollars au 31 octobre 2008 et 2007. Aucune somme n'était utilisée au 31 octobre 2008 et 2007. La juste valeur des instruments dérivés que nous avons en cours avec ces entités était comptabilisée dans notre bilan consolidé comme un actif dérivé de 121 millions de dollars au 31 octobre 2008 (un passif dérivé de 52 millions en 2007).

Entité de protection de crédit

Nous soutenons Apex Trust (Apex) (autrefois connue sous le nom de Apex/Sitka Trusts), une EDDV qui fournit aux détenteurs d'investissements dans des portefeuilles de créances d'entreprises une protection de crédit au moyen de swaps sur défaillance. Les actifs détenus par Apex s'élevaient à 2 794 millions de dollars au 31 octobre 2008 (2 012 millions en 2007). Une facilité de financement de premier rang pour un montant de 1 130 millions de dollars, dont nous fournissons 1 030 millions de dollars est à la disposition de Apex. Au 31 octobre 2008, une somme de 553 millions de dollars était utilisée dans le cadre de notre facilité. En vertu des modalités de la restructuration, nous avons également conclu des contrats de swaps sur défaillance avec les contreparties des swaps et des swaps de compensation avec Apex.

En mai 2008, lors de la restructuration de Apex, nous avons acheté des billets à moyen terme de Apex ayant une valeur nominale de 815 millions de dollars, lesquels sont classés dans les titres disponibles à la vente. Au 31 octobre 2008, nous avons

comptabilisé ces billets à une juste valeur de 625 millions de dollars. Une tierce partie est exposée au risque lié aux billets à moyen terme de Apex en raison d'un swap sur rendement total, pour un montant de 600 millions de dollars, conclu avec nous. Le swap sur rendement total et les billets à moyen terme sous-jacents sont classés dans les instruments de négociation. Nous ne sommes pas tenus de consolider Apex.

Entités à financement structuré

Nous facilitons le développement de produits de placement par des tiers, y compris de fonds communs de placement, de fiducies d'investissement à participation unitaire et d'autres fonds d'investissement qui visent les investisseurs individuels. Nous concluons des contrats sur instruments dérivés avec ces fonds afin de fournir aux investisseurs le degré de risque qu'ils désirent et couvrir notre risque lié à ces instruments dérivés en investissant dans d'autres fonds. Nous consolidons ces EDDV lorsque notre participation nous expose à subir la majorité des pertes prévues et/ou nous donne la possibilité de bénéficier de la majorité des rendements résiduels prévus. Le total des actifs et notre risque de perte dans ces EDDV consolidées s'élevaient à 450 millions de dollars au 31 octobre 2008 (440 millions en 2007). Les actifs détenus par les EDDV dans lesquelles nous avons des droits variables importants mais que nous ne consolidons pas totalisaient 132 millions de dollars au 31 octobre 2008 (353 millions en 2007). Notre risque de subir les pertes des EDDV non consolidées se limite au montant de notre investissement, qui totalisait 40 millions de dollars au 31 octobre 2008 (99 millions en 2007).

Entités de gestion de placements structurés de premier ordre

Les entités de gestion de placements structurés de premier ordre offrent des possibilités d'investissement dans des portefeuilles de créances sur mesure et diversifiés dans plusieurs catégories d'actifs et de cotes. Nous détenons des droits dans deux entités de gestion de placements structurés de premier ordre et nous agissons à titre de gestionnaire d'actifs. Les actifs qui sont détenus par ces entités totalisaient 9 291 millions de dollars, dont aucune somme en espèces, au 31 octobre 2008 (actifs totaux de 22 754 millions, dont 697 millions en espèces, en 2007).

Notre risque de perte est lié à nos investissements dans ces entités, aux contrats sur instruments dérivés que nous avons conclus avec elles et à un financement de premier rang que nous leur fournissons sous forme d'un concours de trésorerie afin de financer le remboursement de billets de premier rang. Notre investissement dans les billets de capital des entités de gestion de placements structurés, qui est comptabilisé dans les titres disponibles à la vente inscrits à notre bilan consolidé, était nul au 31 octobre 2008 (53 millions en 2007), déduction faite de dévaluations pour un montant de 8 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 octobre 2008 et de 57 millions de dollars pour les douze mois terminés le 31 octobre 2008 (13 millions pour le trimestre terminé le 31 octobre 2007). Les sommes utilisées dans le cadre des concours de trésorerie fournis aux entités de gestion de placements structurés totalisaient 5 208 millions de dollars au 31 octobre 2008 (350 millions en 2007). Le montant de notre exposition au risque comprenait des facilités inutilisées de 5 063 millions de dollars au 31 octobre 2008 (1 158 millions en 2007). La juste valeur des contrats sur instruments dérivés que nous avons en cours avec ces entités de gestion de placements structurés a été comptabilisée dans notre bilan consolidé comme un actif dérivé de 57 millions de dollars au 31 octobre 2008 (un passif dérivé de 11 millions de dollars a été comptabilisé en 2007). Nous ne sommes pas tenus de consolider ces EDDV.

Fiducies de capital

La fiducie BMO Covered Bond Trust (CB Trust) a été créée en 2007 pour garantir les paiements dus aux détenteurs des obligations couvertes BMO que nous avons émises, pour un montant de 1 milliard d'euros, au cours du premier trimestre de 2008. La garantie est assurée par les actifs de CB Trust. CB Trust est une EDDV que nous sommes tenus de consolider, car notre participation nous expose à subir la majorité de ses pertes prévues ou nous donne la possibilité de bénéficier de la majorité de ses rendements résiduels prévus. Au 31 octobre 2008, les actifs de cette entité totalisaient 6,0 milliards de dollars. Notre exposition, au 31 octobre 2008, inclut des facilités utilisées de 5 849 millions de dollars et des facilités inutilisées de 5 151 millions. La juste

Note 5 : Instruments financiers

Modifications des conventions comptables

En octobre 2008, l'Institut Canadien des Comptables Agréés a apporté des modifications aux chapitres suivants de son Manuel : 3855 « Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation »; 3861 « Instruments financiers – Informations à fournir et présentation »; 3862 « Instruments financiers – Informations à fournir ». Ces modifications autorisent, en de rares circonstances, certains reclassements des actifs financiers non dérivés en permettant de les transférer de la catégorie des titres de négociation à la catégorie des titres disponibles à la vente ou à la catégorie des titres détenus jusqu'à leur échéance. Ces modifications permettent également le reclassement de certains prêts disponibles à la vente dans les prêts et créances.

Nous avons choisi de transférer certains titres de négociation dans la catégorie des titres disponibles à la vente. Il s'agit de titres pour lesquels, en raison des circonstances actuelles du marché, nous avons changé notre intention de nous en défaire ou de les négocier à court terme, et avons plutôt décidé de les conserver pour un avenir prévisible. Conformément aux modifications, nous avons choisi de constater ces transferts à la juste valeur des titres le 1^{er} août 2008. Le tableau ci-dessous présente l'évolution des titres transférés :

(en millions de dollars canadiens)

Incidence sur les revenus de négociation pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008 :	(60)\$
Juste valeur des titres au 1 ^{er} août 2008	2 078 \$
Ventes/achats nets	(52)
Variation de la juste valeur comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu	(183)
Moins-valeur durable comptabilisée dans le revenu	(29)
Incidence du taux de change	141
Juste valeur des titres au 31 octobre 2008	1 955\$

À la date du reclassement, les taux d'intérêt effectifs sur les actifs de négociation reclassés se situaient dans une fourchette de 2 % à 17 %, les flux de trésorerie recouvrables prévus s'élevant à 2,2 milliards de dollars. Les fourchettes des taux d'intérêt effectifs ont été déterminées d'après les taux moyens pondérés des portefeuilles transférés.

Option de la juste valeur

La direction peut choisir d'évaluer des instruments financiers, qui autrement ne seraient pas comptabilisés à leur juste valeur, comme s'ils étaient des instruments de négociation, les variations de la juste valeur étant comptabilisées dans le revenu, pourvu que certains critères soient respectés.

Nous avons désigné les obligations achetées pour soutenir notre programme d'obligations municipales encaissables par anticipation comme titres de négociation en vertu de l'option de la

valeur des contrats sur instruments dérivés en cours avec CB Trust était un actif dérivé de 112 millions de dollars au 31 octobre 2008.

La Banque a également des liens avec deux EDDV qui sont utilisées pour l'émission de billets secondaires de la Fiducie de billets secondaires BMO et de titres de la Fiducie de capital BMO. Nous ne sommes pas tenus de consolider la Fiducie de billets secondaires BMO; voir la note 10 pour plus de renseignements sur cette fiducie. Nous sommes tenus de consolider la Fiducie de capital BMO. Au 31 octobre 2008, les actifs de cette entité totalisaient 3,2 milliards de dollars. Les titres émis par la Fiducie de capital BMO, pour un montant de 2,2 milliards de dollars, sont comptabilisés soit dans la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales, soit dans les titres d'une fiducie de capital, et portés à notre bilan consolidé.

juste valeur. Autrement, ces obligations seraient comptabilisées comme des titres disponibles à la vente, les gains et pertes non réalisés étant comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu. Dans le cadre de la gestion de ce programme, nous concluons des contrats sur instruments dérivés pour nous protéger contre les variations de la juste valeur de ces obligations, causées par les variations des taux d'intérêt. Le choix de l'option de la juste valeur permet de mieux harmoniser le résultat comptable avec la façon dont le programme est géré. L'incidence de la comptabilisation des obligations comme titres de négociation a été une diminution du revenu autre que d'intérêts, au poste revenus de négociation, de moins de 1 million de dollars pour le trimestre et pour les douze mois terminés le 31 octobre 2008. Les obligations ont été vendues en septembre 2008.

La variation de la juste valeur de nos billets structurés désignés comme détenus à des fins de négociation a été une augmentation du revenu autre que d'intérêts, au poste revenus de négociation, de 73 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 octobre 2008 et une augmentation du revenu autre que d'intérêts, au poste revenus de négociation, de 84 millions de dollars pour les douze mois terminés le 31 octobre 2008. La partie de la variation de la juste valeur attribuable aux variations de notre propre risque de crédit a été un gain non réalisé de 89 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 octobre 2008 et un gain non réalisé de 108 millions de dollars pour les douze mois terminés le 31 octobre 2008.

Évaluation de la juste valeur

Dans certaines circonstances particulières, nous utilisons des modèles internes comportant des données qui ne sont pas fondées sur des données du marché observables. L'analyse de sensibilité pour les éléments les plus importants évalués selon les modèles internes sans données observables est décrite ci-dessous.

Les titres disponibles à la vente comprenaient, au 31 octobre 2008, 625 millions de dollars de billets à moyen terme de Apex, dont la valeur nominale s'élevait à 815 millions de dollars. L'évaluation de ces billets à moyen terme a été déterminée par la direction en fonction des prévisions quant à la valeur actualisée des flux de trésorerie. La détermination du taux d'actualisation utilisé dans le modèle relatif à la valeur actualisée des flux de trésorerie est ce qui influe le plus sur l'évaluation de ces billets.

Les variations des écarts de taux de crédit et les notations des swaps sur défaillance sous-jacents influent sur cette détermination. L'incidence de l'hypothèse que le taux d'actualisation augmente ou diminue de 50 points de base serait une variation de la juste valeur de 14 millions et de (14) millions de dollars, respectivement. Pour le trimestre terminé le 31 octobre 2008, l'incidence des variations de la juste valeur de notre

investissement dans les billets à moyen terme de Apex sur le revenu a été une charge de 105 millions de dollars avant impôts.

Une tierce partie est exposée au risque lié aux billets à moyen terme de Apex en raison d'un swap sur rendement total conclu avec nous. L'évaluation de ce swap et des billets à moyen terme sous-jacents a été déterminée par la direction en fonction des prévisions quant à la valeur actualisée des flux de trésorerie. La détermination du taux d'actualisation utilisé dans le modèle relatif à la valeur actualisée des flux de trésorerie est ce qui influe le plus sur l'évaluation du swap et des titres sous-jacents. Les variations des écarts de taux de crédit et les notations prévues des nouveaux billets influent sur cette détermination. L'incidence de l'hypothèse que le taux d'actualisation augmente ou diminue de 50 points de base serait une variation de la juste valeur de 7 millions et de (8) millions de dollars, respectivement. Pour le trimestre terminé le 31 octobre 2008, l'incidence des variations de la juste valeur du swap et des billets à moyen terme sous-jacents sur le revenu a été une charge de 65 millions de dollars avant impôts.

Les titres disponibles à la vente comprenaient, au 31 octobre 2008, 187 millions de dollars de papier commercial adossé à des actifs (PCAA), administré par des tiers, dont la valeur nominale s'élevait à 325 millions de dollars. L'évaluation de ce PCAA a été déterminée par la direction en fonction des prévisions quant à la valeur actualisée des flux de trésorerie et à la probabilité de restructuration des entités conformément à la Proposition de Montréal, plutôt qu'en fonction de la valeur de liquidation. La détermination du taux d'actualisation utilisé dans le modèle relatif à la valeur actualisée des flux de trésorerie est ce qui influe le plus

Note 6: Garanties

Dans le cours normal de nos activités, nous utilisons divers types de garanties, les principaux étant présentés ci-dessous.

Lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires

Les lettres de crédit de soutien et les cautionnements bancaires représentent notre engagement d'effectuer des paiements à des tiers pour le compte d'une autre partie, si cette dernière n'est pas en mesure d'effectuer les paiements requis ou d'exécuter d'autres engagements contractuels. Le montant maximal à payer en vertu des lettres de crédit de soutien et des cautionnements bancaires était de 15 270 millions de dollars au 31 octobre 2008 (12 395 millions en 2007). Les sûretés exigées relativement aux lettres de crédit de soutien et aux cautionnements bancaires sont conformes aux sûretés que nous exigeons pour les prêts.

Au 31 octobre 2008 et 2007, aucun montant n'était inclus dans notre bilan consolidé relativement à ces lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires.

Concours et autres facilités de trésorerie

Les concours de trésorerie sont fournis à des programmes de PCAA, qui sont administrés par nous ou par des tiers, et constituent une source de financement de substitution pour les programmes en question lorsque ceux-ci ne peuvent accéder aux marchés du PCAA ou lorsque les actifs financiers détenus par ces programmes n'atteignent pas les objectifs de rendement prédéterminés. Les modalités des concours de trésorerie ne nous obligent pas à avancer des sommes aux programmes en question en cas de faillite de l'emprunteur. La durée des concours de trésorerie ne dépasse habituellement pas une année, mais elle peut être de plusieurs années.

sur l'évaluation du PCAA. Les variations des écarts de taux de crédit et les notations prévues des nouveaux billets influent sur cette détermination. L'incidence de l'hypothèse que le taux d'actualisation augmente ou diminue de 50 points de base serait une variation de la juste valeur de 5 millions et de (5) millions de dollars, respectivement. Ce PCAA, administré par des tiers, a été transféré de la catégorie des titres de négociation à la catégorie des titres disponibles à la vente conformément à la modification de convention comptable décrite ci-dessus. Pour le trimestre terminé le 31 octobre 2008, un montant de 14 millions de dollars avant impôts a été comptabilisé dans les autres éléments du résultat étendu, et pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2008, un montant de 125 millions de dollars avant impôts a été comptabilisé dans le revenu, relativement aux baisses de la juste valeur de cet investissement.

Les actifs dérivés et les passifs dérivés comprenaient, au 31 octobre 2008, les sommes de 1 250 millions et de 52 millions de dollars, respectivement, relatives à l'évaluation à la valeur de marché de swaps sur défaillance et de swaps sur rendement total de produits structurés. L'évaluation de ces instruments dérivés a été déterminée par la direction en fonction d'estimations quant aux écarts actuels du marché pour des produits structurés similaires. L'incidence de l'hypothèse que l'écart augmente ou diminue de 10 points de base serait une variation de la juste valeur de 10 millions et de (10) millions de dollars, respectivement. Pour le trimestre terminé le 31 octobre 2008, l'incidence des variations de la juste valeur de ces instruments dérivés sur le revenu net a été une charge de 13 millions de dollars avant impôts.

Le montant maximal à payer en vertu de ces concours et autres facilités de trésorerie totalisait 32 806 millions de dollars au 31 octobre 2008 (39 428 millions en 2007). Au 31 octobre 2008, 1 143 millions de dollars étaient utilisés (16 millions en 2007) conformément aux modalités de ces concours de trésorerie, dont 1 025 millions de dollars (851 millions de dollars américains) (aucun montant en 2007) avaient trait aux EDDV dont traite la note 4.

Facilités de soutien au crédit

Lorsque les conditions le justifient, nous fournissons des facilités de soutien partiel au crédit pour des transactions effectuées dans le cadre de programmes de PCAA qui sont administrés par nous ou par des tiers. Des facilités de soutien au crédit pour un montant de 6 243 millions de dollars (5 449 millions en 2007) sont incluses dans les concours de trésorerie. La durée des facilités de soutien ne dépasse habituellement pas une année, mais elle peut être de plusieurs années.

Facilités de financement de premier rang

Nous fournissons également un soutien sous forme de financement de premier rang à nos entités de gestion de placements structurés de premier ordre et à notre entité de protection de crédit. La majorité de ces facilités soutiennent le remboursement de billets de premier rang des entités de gestion de placements structurés de premier ordre. Au 31 octobre 2008, 5 761 millions de dollars étaient utilisés (350 millions en 2007) conformément aux modalités des facilités de financement relatives aux EDDV dont traite la note 4.

Note 7 : Acquisitions

Nous comptabilisons les acquisitions d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, le prix payé pour une entreprise doit être attribué aux actifs acquis, y compris les actifs incorporels identifiables, et aux passifs pris en charge, selon leur juste valeur à la date d'acquisition. Tout excédent est alors comptabilisé comme un écart d'acquisition. Les résultats d'exploitation des entreprises acquises sont intégrés à nos états financiers consolidés à compter de la date d'acquisition.

Griffin, Kubik, Stephens & Thompson, Inc.

Le 1^{er} mai 2008, nous avons conclu l'acquisition de Griffin, Kubik, Stephens & Thompson Inc. (GKST), une société de Chicago, pour une somme de 31 millions de dollars en espèces, sous réserve d'un ajustement postérieur à la conclusion de la transaction, établi en fonction de l'avoir des actionnaires. L'acquisition de GKST nous permettra d'accroître considérablement notre présence dans le marché des obligations municipales aux États-Unis. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales. GKST fait partie de notre groupe d'exploitation BMO Marchés des capitaux.

Merchants and Manufacturers Bancorporation, Inc.

Le 29 février 2008, nous avons conclu l'acquisition de Merchants and Manufacturers Bancorporation, Inc. (Merchants and Manufacturers), une société du Wisconsin, pour une somme totale de 135 millions de dollars en espèces. L'acquisition de Merchants and Manufacturers nous donne la possibilité d'étendre notre réseau de services bancaires au Wisconsin. Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des dépôts de base qui constituent un actif incorporel, lequel fait l'objet d'un amortissement accéléré sur une période ne dépassant pas dix ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales. Merchants and Manufacturers fait partie de notre unité d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

Ozaukee Bank

Le 29 février 2008, nous avons conclu l'acquisition de Ozaukee Bank (Ozaukee), banque locale du Wisconsin, en contrepartie de 3 283 190 actions de la Banque de Montréal d'une valeur de marché de 54,97 \$ l'action, soit une somme totale de 180 millions de dollars. L'acquisition de Ozaukee nous donne la possibilité d'étendre notre réseau de services bancaires au Wisconsin. Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des dépôts de base qui constituent un actif incorporel, lequel fait l'objet d'un amortissement accéléré sur une période ne dépassant pas dix ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction n'est pas déductible

Le tableau ci-dessous résume les justes valeurs estimatives des actifs acquis et des passifs pris en charge à la date de l'acquisition :

(en millions de dollars canadiens)	31 octobre 2008				31 octobre 2007	
	GKST	Merchants and Manufacturers	Ozaukee	Pyrford	First National	bcpbank Canada
Encaisse	- \$	47 \$	54 \$	1 \$	110 \$	47 \$
Valeurs mobilières	63	133	115	-	317	23
Prêts	-	1 013	517	-	1 009	293
Bureaux et matériel	1	34	14	1	30	9
Écarts d'acquisition	8	100	120	20	175	13
Actif incorporel (dépôts de base/relations d'affaires)	-	39	24	17	37	5
Actifs divers	24	16	11	4	52	2
Total de l'actif	96	1 382	855	43	1 730	392
Dépôts	-	1 029	584	-	1 375	339
Passifs divers	65	218	91	2	10	12
Total du passif	65	1 247	675	2	1 385	351
Prix d'achat	31 \$	135 \$	180 \$	41 \$	345 \$	41 \$

La répartition du prix d'achat de GKST, Merchants and Manufacturers, Ozaukee et Pyrford est susceptible d'être établie de façon plus précise au terme de l'évaluation des actifs acquis et des passifs pris en charge.

à des fins fiscales. Ozaukee fait partie de notre unité d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

Pyrford International plc

Le 14 décembre 2007, nous avons conclu l'acquisition de Pyrford International plc (Pyrford), un gestionnaire d'actifs de Londres, (Royaume-Uni), pour une somme totale de 41 millions de dollars en espèces et une contrepartie conditionnelle maximale de 10 millions de dollars versée en fonction de notre rétention des actifs sous gestion, pendant un an après la date de conclusion. L'acquisition de Pyrford nous donne la possibilité d'étendre nos capacités en matière de gestion d'investissements à l'extérieur de l'Amérique du Nord. Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des relations d'affaires qui constituent un actif incorporel, lequel sera amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période ne dépassant pas 15 ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales. Pyrford fait partie de notre groupe d'exploitation Gestion privée.

First National Bank & Trust

Le 4 janvier 2007, nous avons conclu l'acquisition de la First National Bank & Trust (First National) pour une somme totale de 345 millions de dollars en espèces. L'acquisition de First National nous donne la possibilité d'étendre nos services bancaires dans la région d'Indianapolis (Indiana). Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des dépôts de base qui constituent un actif incorporel, lequel fait l'objet d'un amortissement accéléré sur une période ne dépassant pas dix ans. L'écart d'acquisition et les autres actifs incorporels relatifs à cette transaction sont déductibles à des fins fiscales. First National fait partie de notre unité d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

bcpbank Canada

Le 4 décembre 2006, nous avons conclu l'acquisition de bcpbank Canada, une banque à charte à service complet, pour une somme totale de 41 millions de dollars en espèces. L'acquisition de bcpbank Canada nous permet d'étendre notre réseau de succursales et d'offrir à nos clients un accès accru à nos services bancaires dans toute la région du Grand Toronto. Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des dépôts de base qui constituent un actif incorporel, lequel fait l'objet d'un amortissement accéléré sur dix ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales. bcpbank Canada fait partie de notre unité d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada.

Note 8 : Rémunération du personnel

Options sur actions

Au cours des douze mois terminés le 31 octobre 2008, nous avons attribué un total de 1 442 833 options sur actions. La moyenne pondérée de la juste valeur de ces options était de 8,24 \$ l'option et

elle a été déterminée au moyen d'un modèle trinomial d'évaluation d'options, en nous fondant sur les moyennes pondérées suivantes des hypothèses retenues.

Pour les options accordées au cours des douze mois terminés le 31 octobre 2008

Rendement prévu des actions	4,1 %
Volatilité prévue du cours des actions	19,5 %
Taux de rendement sans risque	4,0 %
Période prévue jusqu'à l'exercice	7,3 ans

Charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs

Le tableau ci-dessous résume les charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs que nous avons comptabilisées dans notre état consolidé des résultats :

(en millions de dollars canadiens)

	Pour les trois mois terminés le			
	Régimes de retraite		Autres avantages sociaux futurs	
	31 octobre 2008	31 octobre 2007	31 octobre 2008	31 octobre 2007
Prestations constituées par les employés	27 \$	35 \$	5 \$	6 \$
Frais d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	65	53	12	12
Perte actuarielle constatée dans la charge	2	13	4	6
Amortissement du coût des modifications aux régimes	6	3	(4)	(4)
Rendement prévu des actifs des régimes	(80)	(68)	(2)	(1)
Charge liée aux prestations constituées	20	36	15	19
Charge liée au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec	9	8	-	-
Charge liée aux régimes à cotisations déterminées	(2)	2	-	-
Total des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs	27 \$	46 \$	15 \$	19 \$

(en millions de dollars canadiens)

	Pour les douze mois terminés le			
	Régimes de retraite		Autres avantages sociaux futurs	
	31 octobre 2008	31 octobre 2007	31 octobre 2008	31 octobre 2007
Prestations constituées par les employés	141 \$	149 \$	19 \$	22 \$
Frais d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	236	217	51	49
Perte actuarielle constatée dans la charge	10	59	12	18
Amortissement du coût des modifications aux régimes	14	11	(8)	(7)
Rendement prévu des actifs des régimes	(298)	(277)	(6)	(5)
Charge liée aux prestations constituées	103	159	68	77
Charge liée au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec	56	52	-	-
Charge liée aux régimes à cotisations déterminées	9	13	-	-
Total des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs	168 \$	224 \$	68 \$	77 \$

Note 9 : Charge de restructuration

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de notre charge de restructuration :

(en millions de dollars canadiens)

	Charges liées aux indemnités de licenciement	Charges liées à des locaux	Autres	Total
Exercice terminé le 31 octobre 2007				
Solde d'ouverture	117 \$	11 \$	7 \$	135 \$
Somme payée au cours de l'exercice	(46)	(10)	(7)	(63)
Reprise au cours de l'exercice	(15)	(1)	-	(16)
Charge supplémentaire au cours de l'exercice	40	-	-	40
Solde au 31 octobre 2007	96	-	-	96
Somme payée au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2008	(12)	-	-	(12)
Solde au 31 janvier 2008	84	-	-	84
Somme payée au cours du trimestre terminé le 30 avril 2008	(12)	-	-	(12)
Solde au 30 avril 2008	72	-	-	72
Somme payée au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2008	(11)	-	-	(11)
Solde au 31 juillet 2008	61	-	-	61
Somme payée au cours du trimestre terminé le 31 octobre 2008	(10)	-	-	(10)
Reprise au cours du trimestre terminé le 31 octobre 2008	(8)	-	-	(8)
Solde au 31 octobre 2008	43 \$	- \$	- \$	43 \$

Note 10 : Dette subordonnée

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2008, nous avons émis des billets subordonnés d'une valeur de 900 millions de dollars dans le cadre de notre programme canadien de billets à moyen terme. Ces billets à moyen terme de série F, tranche 1, arriveront à échéance en mars 2023. Ces billets portent intérêt au taux fixe de 6,17 % (intérêts versés semestriellement) jusqu'au 28 mars 2018 et, par la suite, à un taux variable égal au taux des acceptations bancaires de trois mois majoré de 2,50 % (intérêts versés trimestriellement) jusqu'à l'échéance.

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2008, nous avons racheté tous nos billets à moyen terme de série A, tranche 2, portant intérêt à un taux de 5,75 % et arrivant à échéance en 2013, d'une valeur totale de 150 millions de dollars. Ces billets ont été rachetés à un prix de rachat correspondant à 100 % du montant du capital, majoré de l'intérêt couru impayé à la date du rachat.

Au cours du trimestre terminé le 31 octobre 2007, nous avons émis des débentures subordonnées novatrices, soit des billets secondaires BMO (appelés BMO TSN – série A), d'une valeur de 800 millions de dollars, par l'entremise de la Fiducie de billets secondaires BMO (la fiducie). La fiducie est une entité à détenteurs de droits variables que nous ne sommes pas tenus de consolider (voir la note 4); par conséquent, les billets BMO TSN – série A émis par la fiducie ne sont pas inscrits à notre bilan consolidé. La fiducie a utilisé le produit de l'émission pour acheter de nous un billet de dépôt de premier rang, qui est inscrit dans le passif à notre bilan consolidé, sous le titre dépôts, au poste entreprises et administrations publiques. Tous les billets BMO TSN – série A seront automatiquement échangés contre nos billets secondaires de série E, sans qu'il soit nécessaire d'obtenir le consentement des détenteurs, s'il se produit des événements spécifiques comme la liquidation de la Banque de Montréal, une exigence réglementaire obligeant celle-ci à augmenter son capital,

Note 11 : Capital-actions

Le 25 novembre 2008, nous avons racheté la totalité de nos 10 000 000 d'actions privilégiées de catégorie B à dividende non cumulatif, série 6, qui étaient classées dans le passif, au prix de 25,00 \$ l'action, majoré des dividendes déclarés et non versés à la date du rachat, le prix de rachat global étant d'environ 250 millions de dollars.

Au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2008, nous avons émis 12 000 000 d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté et à dividende non cumulatif, série 16, portant intérêt au taux de 5,2 %, au prix de 25,00 \$ l'action, le prix d'émission global étant de 300 millions de dollars.

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2008, nous avons émis 10 000 000 d'actions privilégiées perpétuelles de catégorie B à dividende non cumulatif, série 15, portant intérêt au taux de 5,8 %, au prix de 25,00 \$ l'action, le prix d'émission global étant de 250 millions de dollars.

Au cours du trimestre terminé le 31 octobre 2007, nous avons émis 10 000 000 d'actions privilégiées perpétuelles de catégorie B à dividende non cumulatif, série 14, portant intérêt au taux de 5,25 %, au prix de 25,00 \$ l'action, le prix d'émission global étant de 250 millions de dollars.

Au cours du trimestre terminé le 31 octobre 2007, nous avons racheté la totalité de nos 8 000 000 d'actions privilégiées de catégorie B à dividende non cumulatif, série 4, qui étaient classées dans le passif, au prix de 25 \$ l'action, majoré des dividendes déclarés et non versés à la date du rachat, le prix de rachat global étant d'environ 200 millions de dollars.

une contravention de sa part aux exigences réglementaires en matière de capital, ou un changement dans la législation fiscale.

Nous avons garanti les versements du capital, de l'intérêt, du prix de rachat, le cas échéant, et de toute autre somme relative aux billets BMO TSN – série A, lorsqu'ils deviendront exigibles. Cette garantie est subordonnée à notre passif-dépôts et à tous nos autres passifs, à l'exception des autres garanties, obligations ou passifs qui sont désignés comme étant de rang égal ou inférieur à cette garantie subordonnée.

Le billet de dépôt de premier rang porte intérêt à un taux annuel de 5,90 % et arrivera à échéance le 26 septembre 2022. Le remboursement de notre dette subordonnée, en tout ou en partie, est assujéti à l'approbation préalable du Surintendant des institutions financières du Canada.

Au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2007, nous avons émis des billets subordonnés d'une valeur de 1,2 milliard de dollars dans le cadre de notre programme canadien de billets à moyen terme. Ces billets à moyen terme de série D, tranche 2, arriveront à échéance en juin 2017. Ces billets portent intérêt au taux fixe de 5,20 % (intérêts versés semestriellement) jusqu'au 21 juin 2012 et, par la suite, à un taux variable égal au taux des acceptations bancaires de trois mois majoré de 1,00 % (intérêts versés trimestriellement) jusqu'à l'échéance.

Au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2007, nous avons racheté toutes nos débentures de série 22, portant intérêt à un taux de 7,92 % et arrivant à échéance en 2012, d'une valeur totale de 150 millions de dollars. Ces débentures ont été rachetées à un prix de rachat correspondant à 100 % du montant du capital, majoré de l'intérêt couru impayé à la date du rachat.

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2007, nos billets à 7,80 %, d'une valeur de 300 millions de dollars américains, sont arrivés à échéance.

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2007, nous avons émis 14 000 000 d'actions privilégiées perpétuelles de catégorie B à dividende non cumulatif, série 13, portant intérêt au taux de 4,5 %, au prix de 25,00 \$ l'action, le prix d'émission global étant de 350 millions de dollars.

Le 8 septembre 2008, nous avons présenté une offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités, qui restera en vigueur pendant une année. En vertu de cette offre, nous sommes autorisés à racheter un maximum de 15 000 000 d'actions ordinaires, soit environ 3 % de nos actions ordinaires en circulation. Du 6 septembre 2007 au 7 septembre 2008, nous avons participé à une offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités, en vertu de laquelle nous étions autorisés à racheter un maximum de 25 000 000 d'actions ordinaires, soit environ 5 % de nos actions ordinaires alors en circulation.

Au cours du trimestre terminé le 31 octobre 2008, nous n'avons racheté aucune action ordinaire. Au cours du trimestre terminé le 31 octobre 2007, nous avons racheté 1 406 300 actions ordinaires au prix moyen de 64,83 \$ l'action, pour une somme totale de 91 millions de dollars. Au cours des douze mois terminés le 31 octobre 2008, nous n'avons racheté aucune action ordinaire. Au cours des douze mois terminés le 31 octobre 2007, nous avons racheté 7 621 600 actions ordinaires au prix moyen de 68,80 \$ l'action, pour une somme totale de 524 millions de dollars.

Actions autodétenues

Lorsque nous achetons nos actions ordinaires, nous comptabilisons le coût de ces actions comme une réduction des capitaux propres. Si ces actions sont revendues pour une valeur

supérieure à leur coût, l'écart est comptabilisé comme une augmentation du surplus d'apport. Si ces actions sont revendues pour une valeur inférieure à leur coût, l'écart est d'abord comptabilisé comme une réduction du surplus d'apport, dans la

mesure où des montants relatifs aux actions autodétenues sont contenus dans le surplus d'apport, puis l'excédent est comptabilisé comme une réduction des bénéfices non répartis.

Capital-actions en circulation a)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Nombre d'actions	31 octobre 2008	
		Montant	Convertibles en...
Actions privilégiées classées dans le passif			
Catégorie B – Série 6	10 000 000	250	\$ actions ordinaires b)
		250	
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres			
Catégorie B – Série 5	8 000 000	200	-
Catégorie B – Série 10 c)	12 000 000	396	actions ordinaires b)
Catégorie B – Série 13	14 000 000	350	-
Catégorie B – Série 14	10 000 000	250	-
Catégorie B – Série 15	10 000 000	250	-
Catégorie B – Série 16	12 000 000	300	-
		1 746	
Actions ordinaires	506 044 982	4 773	-
Actions autodétenues	(1 469 949)	(65)	-
Capital-actions		6 454	\$
Options émises en vertu du régime d'options sur actions		s.o.	20 055 702 actions ordinaires

a) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 21 et 22 afférentes à nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, aux pages 121 à 124 de notre Rapport annuel 2007.

b) Le nombre d'actions pouvant être émises en vertu de la conversion ne peut être déterminé avant la date de la conversion.

c) Valeur nominale de 300 millions de dollars américains.

s.o. – sans objet

Note 12 : Gestion du capital

Notre cadre de gestion du capital est conçu pour maintenir un niveau de capital qui respecte nos ratios cibles pour le capital réglementaire, correspond à notre évaluation interne du capital économique requis, est conforme à nos cotes de crédit cibles, soutient les stratégies de nos groupes d'exploitation et accroît la valeur à long terme pour les actionnaires.

Nos politiques et processus de gestion du capital, ainsi que la nature de notre capital, sont présentés dans la section Gestion globale du capital de notre Rapport de gestion, à la page 57 de notre Rapport annuel 2007.

Depuis le 1^{er} novembre 2007, un nouveau cadre réglementaire de gestion du capital s'applique au Canada. Ce nouveau cadre, l'Accord de Bâle II, a remplacé l'Accord de Bâle I qui avait été utilisé au cours des 20 années précédentes. L'Accord de Bâle II constitue une amélioration par rapport à Bâle I parce qu'il établit des exigences relatives au capital réglementaire qui sont plus sensibles au profil de risque d'une banque.

Au 31 octobre 2008, nous avons atteint nos cibles en matière de capital. La situation de notre capital au 31 octobre 2008 est exposée en détail dans la section Gestion du capital, à la page 14 de notre Rapport de gestion inclus dans le présent Rapport aux actionnaires pour le quatrième trimestre.

Note 13 : Gestion des risques

Nous avons recours à une méthode globale pour constater, mesurer, surveiller et gérer les risques auxquels nous devons faire face à l'échelle de l'organisation. Les principaux risques liés aux instruments financiers sont le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché et le risque de liquidité et de financement.

Risque de crédit et de contrepartie

Nous sommes exposés au risque de crédit découlant de la possibilité que des contreparties ne s'acquittent pas de leurs obligations financières envers nous. Le risque de crédit est lié principalement aux prêts, aux instruments dérivés négociés sur les marchés hors cote et aux autres instruments de crédit. Il s'agit du plus important risque mesurable auquel nous devons faire face. Nos pratiques de gestion et principales mesures des risques sont exposées dans notre Rapport de gestion, aux pages 67 et 68 de notre Rapport annuel 2007. Les principales mesures au 31 octobre 2008 sont exposées dans la section Gestion des risques, aux pages 10 et 12 de notre Rapport de gestion inclus dans le présent Rapport aux actionnaires pour le quatrième trimestre.

Risque de marché et risque de liquidité et de financement

Le risque de marché représente le risque d'incidence négative, sur le bilan ou l'état des résultats, de fluctuations défavorables de la

valeur des instruments financiers à la suite d'une variation de certains paramètres du marché, notamment : les taux d'intérêt, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base, et leur volatilité implicite, ainsi que les écarts de taux de crédit, la migration du crédit et les défaillances. Nous sommes exposés au risque de marché en raison de nos activités de négociation et de prise ferme, ainsi que de nos activités bancaires structurelles.

Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte si nous ne sommes pas en mesure de respecter nos engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. Notre politique consiste à nous assurer de toujours disposer d'actifs liquides et d'une capacité de financement suffisants pour faire face à nos engagements financiers, y compris les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre d'emprunts, d'investissements et de nantisements, même en période difficile. La gestion du risque de liquidité et de financement est essentielle pour assurer le maintien de la confiance des déposants et la stabilité du revenu net.

Notre cadre de gestion à l'égard du risque de marché et du risque de liquidité et de financement ainsi que ses principales mesures à l'égard de ces risques sont exposés aux pages 68 à 71 de

notre Rapport annuel 2007. Les principales mesures au 31 octobre 2008 sont exposées dans la section Gestion des risques, aux pages 10 et 12 de notre Rapport de gestion inclus dans le présent Rapport aux actionnaires pour le quatrième trimestre.

Les passifs financiers sont constitués de passifs liés aux activités de négociation et de passifs liés à des activités autres que de négociation. Comme les passifs compris dans les portefeuilles de négociation sont généralement détenus pour de courtes périodes, ils ne sont pas inclus dans le tableau ci-dessous.

Le tableau ci-dessous présente les échéances contractuelles des passifs liés à des activités autres que de négociation et les échéances contractuelles des crédits fermes au 31 octobre 2008 :

(en millions de dollars canadiens)

	Moins de 1 an	1 à 3 ans	4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance fixe	Total
Dépôts 1)	116 297 \$	26 146 \$	8 942 \$	5 767 \$	99 448 \$	256 600 \$
Dettes subordonnées	368	693	434	5 408	-	6 903
Titres d'une fiducie de capital	78	868	413	-	-	1 359
Actions privilégiées classées dans le passif	253	-	-	-	-	253
Autres passifs financiers	41 167	228	265	3 560	42	45 262
Crédits fermes	41 113	21 270	16 953	1 772	-	81 108
Total	199 276 \$	49 205 \$	27 007 \$	16 507 \$	99 490 \$	391 485 \$

1) Exclut les versements d'intérêts.

Les soldes du tableau ci-dessus ne correspondent pas à ceux de nos états financiers consolidés parce que ce tableau intègre tous les flux de trésorerie, non actualisés, y compris le capital et les intérêts.

Note 14 : Passif éventuel

À la suite des informations que nous avons présentées, les 27 avril et 17 mai 2007, sur nos pertes de négociation sur produits de base, découlant de l'évaluation à la valeur de marché, qui totalisaient 680 millions de dollars (avant impôts) en date du 30 avril 2007, nous avons reçu des demandes de renseignements, des demandes de documents et des assignations provenant des autorités dans les

domaines des valeurs mobilières, des produits de base, des activités bancaires et de l'application des lois, relativement à ces pertes de négociation. Le 18 novembre 2008, des poursuites ont été intentées par ces autorités contre certaines parties concernées par ces pertes de négociation. Nous ne sommes pas partie à ces poursuites. Nous coopérons avec toutes ces autorités.

Note 15 : Principes comptables généralement reconnus des États-Unis

Le tableau suivant présente les conséquences qu'aurait eues l'établissement de nos états financiers consolidés selon les PCGR des États-Unis :

(en millions de dollars canadiens, sauf le résultat par action)

	Pour les trois mois terminés le		Pour les douze mois terminés le	
	31 octobre 2008	31 octobre 2007	31 octobre 2008	31 octobre 2007
Revenu net – selon les PCGR du Canada	560 \$	452 \$	1 978 \$	2 131 \$
Ajustements relatifs aux PCGR des États-Unis	(133)	12	(110)	(16)
Revenu net – selon les PCGR des États-Unis	427 \$	464 \$	1 868 \$	2 115 \$
Résultat par action				
De base – selon les PCGR du Canada	1,06 \$	0,89 \$	3,79 \$	4,18 \$
De base – selon les PCGR des États-Unis	0,79	0,90	3,57	4,14
Dilué – selon les PCGR du Canada	1,06	0,87	3,76	4,11
Dilué – selon les PCGR des États-Unis	0,79	0,90	3,54	4,08

Option de la juste valeur

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2008, nous avons adopté la nouvelle norme comptable américaine qui nous permet l'option de présenter certains actifs et passifs financiers choisis à la juste valeur et qui établit de nouvelles exigences quant aux informations à fournir sur les actifs et les passifs qui font l'objet de l'option de la juste valeur. La nouvelle norme a supprimé cette différence entre les PCGR du Canada et des États-Unis.

Reclassement de titres de négociation dans les titres disponibles à la vente

Au cours du trimestre terminé le 31 octobre 2008, nous avons adopté la nouvelle norme comptable canadienne qui autorise, en de rares circonstances, certains reclassements d'actifs financiers non dérivés en permettant de les transférer de la catégorie des

titres de négociation à la catégorie des titres disponibles à la vente ou à la catégorie des titres détenus jusqu'à leur échéance. Cette nouvelle norme est conforme aux PCGR des États-Unis. Nous avons choisi de transférer certains titres de négociation dans la catégorie des titres disponibles à la vente. Il s'agit de titres pour lesquels, en raison des circonstances actuelles du marché, nous avons changé notre intention de nous en défaire ou de les négocier à court terme, et avons plutôt décidé de les conserver pour un avenir prévisible. Cette norme comptable canadienne était applicable rétroactivement au 1er août 2008 pour nous, et les transferts ont été effectués à la juste valeur des titres le 1^{er} août 2008. Nous n'avons pas reclassé ces titres en vertu des PCGR des États-Unis. Cette différence se résorbera à mesure que les titres seront vendus.

Note 16 : Segmentation opérationnelle et géographique

Groupes d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nous déterminons nos groupes d'exploitation d'après notre structure de gestion et, par conséquent, il se peut que nos groupes et les résultats qui leur sont attribués ne puissent pas être comparés à ceux d'autres entreprises de services financiers. Nous évaluons les résultats de nos groupes en utilisant des mesures comme le revenu net, la croissance du revenu, le rendement des capitaux propres, le profit économique net et le ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (ou ratio de productivité), ainsi que le levier d'exploitation avant amortissement.

Services bancaires Particuliers et entreprises

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) sont constitués de deux unités d'exploitation: Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada et Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

Services bancaires Particuliers et entreprises–Canada

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada) offrent une gamme complète de produits et services aux particuliers et aux entreprises, notamment en matière de services bancaires courants, de financement, d'investissement, de cartes de crédit et d'assurance, de même qu'un éventail complet de produits aux entreprises, de produits liés aux marchés financiers et de services-conseils, le tout par l'entremise d'un réseau de distribution comprenant des succursales, des services bancaires par téléphone et en ligne, des spécialistes en prêts hypothécaires et des guichets automatiques.

Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis) offrent une gamme complète de produits et services aux particuliers et aux entreprises de marchés de choix du Midwest américain, par l'intermédiaire de succursales et de circuits de services bancaires en direct comme les services bancaires par téléphone, les services bancaires en ligne et un réseau de guichets automatiques.

Groupe Gestion privée

Le groupe Gestion privée (groupe GP) réunit tous nos services de gestion de patrimoine. Le groupe GP, qui exerce ses activités sous les marques BMO au Canada et Harris aux États-Unis, sert une grande diversité de segments de clientèle, qui vont du marché grand public aux clients à valeur nette très élevée en passant par certains segments choisis de clients institutionnels. Nous offrons à notre clientèle une vaste gamme de produits et solutions en matière de gestion de patrimoine, notamment des services de courtage traditionnels et en ligne au Canada, et des services de gestion privée et des produits de placement au Canada et aux États-Unis.

BMO Marchés des capitaux

BMO Marchés des capitaux (BMO MC) englobe tous nos secteurs d'activité qui offrent des services aux grandes entreprises, aux institutions et aux administrations publiques. Au Canada et aux États-Unis, BMO MC est présent dans un large éventail de secteurs. Ce groupe compte également des clients au Royaume-Uni, en Europe, en Asie et en Australie. Il offre à sa clientèle une gamme complète de services financiers, notamment en matière de prise ferme de titres d'emprunt et de participation, de crédit aux grandes entreprises, de financement de projets, de services-conseils liés aux fusions et acquisitions, de banques d'affaires, de titrisation, de gestion de trésorerie, de gestion du risque de marché, de recherche sur titres d'emprunt et de participation, ainsi que de vente et de négociation de titres institutionnels.

Services d'entreprise

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles qui offrent une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans des domaines tels que la planification stratégique, le droit, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, l'économie, le marketing d'entreprise, les ressources humaines et l'apprentissage. Les résultats d'exploitation comprennent les revenus et les frais liés à certaines activités de titrisation, aux opérations de couverture visant les revenus de sources étrangères et aux activités relevant de la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif.

L'unité Technologie et opérations (T&O) nous assure des services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, d'opérations immobilières, de services d'exploitation et d'impartition. T&O axe ses efforts sur les priorités liées à la qualité et à l'efficacité établies à l'échelle de l'organisation afin d'offrir aux clients une expérience exceptionnelle.

Aux fins de la communication de l'information financière, les résultats d'exploitation de T&O sont inclus dans ceux des Services d'entreprise. Cependant, les coûts des services de T&O sont transférés aux trois groupes d'exploitation. Par conséquent, les résultats des Services d'entreprise reflètent en grande partie les activités décrites plus haut.

Les données des Services d'entreprise comprennent également les frais et les revenus résiduels représentant l'écart entre les montants réellement gagnés ou engagés et les montants affectés à chaque groupe d'exploitation.

Normes de présentation

La présentation des résultats de nos groupes d'exploitation est fondée sur nos systèmes internes de communication de l'information financière. Les conventions comptables utilisées par ces groupes sont généralement conformes à celles qui sont utilisées dans la préparation des états financiers consolidés, tel que nous l'expliquons à la note 1. Les différences notables dans les mesures comptables sont le rajustement sur une base d'imposition comparable et la dotation à la provision pour pertes sur créances, qui sont expliqués ci-dessous.

Base d'imposition comparable

Nous analysons le revenu net d'intérêts sur une base d'imposition comparable (bic) par groupe d'exploitation. Cette base comprend un rajustement qui augmente les revenus calculés selon les PCGR et la provision pour impôts sur les bénéficiaires établie selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi. Les rajustements bic des groupes d'exploitation sont éliminés pour les Services d'entreprise.

L'analyse sur une base d'imposition comparable neutralise l'incidence des placements effectués dans des titres exonérés d'impôt ou assortis d'avantages fiscaux plutôt que dans des titres entièrement imposables et aux rendements plus élevés. Elle atténue les distorsions du revenu net d'intérêts liées au choix de placements assortis d'avantages fiscaux ou imposables.

Dotations à la provision pour pertes sur créances

Les dotations à la provision pour pertes sur créances sont généralement établies à l'égard de chaque groupe en fonction des pertes prévues pour chacun des groupes au cours d'un cycle économique. Les écarts entre les dotations pour pertes prévues et les dotations exigées en vertu des PCGR sont attribués aux Services d'entreprise.

Répartitions intergroupes

Diverses méthodes d'estimation et de répartition sont utilisées dans la préparation de l'information financière concernant les groupes d'exploitation. Nous attribuons les frais directement liés à la production de revenus aux groupes qui ont obtenu ces revenus. Les frais qui ne sont pas directement liés à la production de revenus, comme les frais généraux, sont répartis entre les groupes d'exploitation selon des formules de répartition appliquées de manière uniforme. Le revenu net d'intérêts des groupes d'exploitation reflète la répartition interne des charges et des crédits attribués aux actifs, aux passifs et au capital des groupes, aux taux du marché, compte tenu des échéances et des devises appropriées. La compensation de l'incidence nette de ces charges et crédits est reflétée dans les résultats des Services d'entreprise.

Information géographique

Nous exerçons nos activités principalement au Canada et aux États-Unis mais aussi au Royaume-Uni, en Europe, dans les Caraïbes et en Asie, régions qui sont regroupées sous le poste Autres pays. Nous répartissons nos résultats par région selon l'emplacement du groupe responsable de la gestion des actifs, des passifs, des revenus et des frais y afférents, sauf pour ce qui est de la dotation consolidée à la provision pour pertes sur créances, qui est répartie en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

Le tableau ci-dessous présente nos résultats et notre actif moyen répartis par unité d'exploitation :

(en millions de dollars canadiens)

	PE Canada	PE États-Unis	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise 1) (selon les PCGR)	Total (selon les PCGR)
Pour les trois mois terminés le 31 octobre 2008 2)						
Revenu net d'intérêts	835 \$	212 \$	184 \$	355 \$	(173) \$	1 413 \$
Revenu autre que d'intérêts	481	58	310	360	191	1 400
Revenu total	1 316	270	494	715	18	2 813
Dotation à la provision pour pertes sur créances	89	12	1	30	333	465
Frais autres que d'intérêts	728	243	381	451	15	1 818
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	499	15	112	234	(330)	530
Impôts sur les bénéfices	155	3	34	(51)	(190)	(49)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	19	19
Revenu net	344 \$	12 \$	78 \$	285 \$	(159) \$	560 \$
Actif moyen	128 274 \$	30 438 \$	8 802 \$	239 380 \$	2 165 \$	409 059 \$
Écarts d'acquisition (au)	105 \$	1 070 \$	349 \$	109 \$	2 \$	1 635 \$
Pour les trois mois terminés le 31 octobre 2007 2)						
Revenu net d'intérêts	770 \$	172 \$	154 \$	233 \$	(133) \$	1 196 \$
Revenu autre que d'intérêts	344	46	354	188	72	1 004
Revenu total	1 114	218	508	421	(61)	2 200
Dotation à la provision pour pertes sur créances	81	8	1	19	42	151
Frais autres que d'intérêts	690	161	356	399	49	1 655
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	343	49	151	3	(152)	394
Impôts sur les bénéfices	56	16	48	(43)	(154)	(77)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	19	19
Revenu net	287 \$	33 \$	103 \$	46 \$	(17) \$	452 \$
Actif moyen	121 706 \$	22 159 \$	7 480 \$	220 232 \$	4 308 \$	375 885 \$
Écarts d'acquisition (au)	106 \$	628 \$	313 \$	91 \$	2 \$	1 140 \$
Pour les douze mois terminés le 31 octobre 2008 2)						
Revenu net d'intérêts	3 236 \$	748 \$	671 \$	1 179 \$	(747) \$	5 087 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 801	242	1 396	1 233	446	5 118
Revenu total	5 037	990	2 067	2 412	(301)	10 205
Dotation à la provision pour pertes sur créances	341	43	4	117	825	1 330
Frais autres que d'intérêts	2 790	802	1 477	1 752	73	6 894
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 906	145	586	543	(1 199)	1 981
Impôts sur les bénéfices	586	49	191	(149)	(748)	(71)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	74	74
Revenu net	1 320 \$	96 \$	395 \$	692 \$	(525) \$	1 978 \$
Actif moyen	125 763 \$	26 924 \$	8 237 \$	233 873 \$	2 812 \$	397 609 \$
Écarts d'acquisition (au)	105 \$	1 070 \$	349 \$	109 \$	2 \$	1 635 \$
Pour les douze mois terminés le 31 octobre 2007 2)						
Revenu net d'intérêts	3 066 \$	730 \$	612 \$	974 \$	(539) \$	4 843 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 678	178	1 440	995	215	4 506
Revenu total	4 744	908	2 052	1 969	(324)	9 349
Dotation à la provision pour pertes sur créances	323	35	3	77	(85)	353
Frais autres que d'intérêts	2 644	693	1 446	1 574	244	6 601
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 777	180	603	318	(483)	2 395
Impôts sur les bénéfices	510	64	208	(99)	(494)	189
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	75	75
Revenu net	1 267 \$	116 \$	395 \$	417 \$	(64) \$	2 131 \$
Actif moyen	119 164 \$	23 477 \$	7 091 \$	207 084 \$	3 759 \$	360 575 \$
Écarts d'acquisition (au)	106 \$	628 \$	313 \$	91 \$	2 \$	1 140 \$

1) Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations.

2) Les données des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable – voir la section Normes de présentation.

Les données des périodes antérieures ont été retraitées afin de tenir compte des changements apportés, au cours de la période à l'étude, à la structure organisationnelle et au mode de présentation.

Le tableau ci-dessous présente nos résultats et notre actif moyen répartis par région :

(en millions de dollars canadiens)

	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Pour les trois mois terminés le 31 octobre 2008				
Revenu net d'intérêts	968 \$	366 \$	79 \$	1 413 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 052	312	36	1 400
Revenu total	2 020	678	115	2 813
Dotation à la provision pour pertes sur créances	155	269	41	465
Frais autres que d'intérêts	1 317	466	35	1 818
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	548	(57)	39	530
Impôts sur les bénéficiaires	5	(32)	(22)	(49)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	14	5	-	19
Revenu net	529 \$	(30) \$	61 \$	560 \$
Actif moyen	243 736 \$	134 035 \$	31 288 \$	409 059 \$
Écarts d'acquisition (au)	424 \$	1 192 \$	19 \$	1 635 \$
Pour les trois mois terminés le 31 octobre 2007				
Revenu net d'intérêts	905 \$	221 \$	70 \$	1 196 \$
Revenu autre que d'intérêts	750	374	(120)	1 004
Revenu total	1 655	595	(50)	2 200
Dotation à la provision pour pertes sur créances	87	63	1	151
Frais autres que d'intérêts	1 203	414	38	1 655
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	365	118	(89)	394
Impôts sur les bénéficiaires	(18)	21	(80)	(77)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	15	4	-	19
Revenu net	368 \$	93 \$	(9) \$	452 \$
Actif moyen	233 006 \$	109 894 \$	32 985 \$	375 885 \$
Écarts d'acquisition (au)	423 \$	717 \$	- \$	1 140 \$
Pour les douze mois terminés le 31 octobre 2008				
Revenu net d'intérêts	3 662 \$	1 110 \$	315 \$	5 087 \$
Revenu autre que d'intérêts	3 951	1 181	(14)	5 118
Revenu total	7 613	2 291	301	10 205
Dotation à la provision pour pertes sur créances	340	942	48	1 330
Frais autres que d'intérêts	5 011	1 710	173	6 894
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	2 262	(361)	80	1 981
Impôts sur les bénéficiaires	199	(196)	(74)	(71)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	55	19	-	74
Revenu net	2 008 \$	(184) \$	154 \$	1 978 \$
Actif moyen	236 495 \$	129 260 \$	31 854 \$	397 609 \$
Écarts d'acquisition (au)	424 \$	1 192 \$	19 \$	1 635 \$
Pour les douze mois terminés le 31 octobre 2007				
Revenu net d'intérêts	3 615 \$	923 \$	305 \$	4 843 \$
Revenu autre que d'intérêts	3 843	589	74	4 506
Revenu total	7 458	1 512	379	9 349
Dotation à la provision pour pertes sur créances	257	99	(3)	353
Frais autres que d'intérêts	4 788	1 656	157	6 601
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	2 413	(243)	225	2 395
Impôts sur les bénéficiaires	415	(199)	(27)	189
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	55	20	-	75
Revenu net	1 943 \$	(64) \$	252 \$	2 131 \$
Actif moyen	216 572 \$	111 150 \$	32 853 \$	360 575 \$
Écarts d'acquisition (au)	423 \$	717 \$	- \$	1 140 \$

Les données des périodes antérieures ont été retraitées afin de tenir compte des changements apportés, au cours de la période à l'étude, à la structure organisationnelle et au mode de présentation.

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES INVESTISSEURS ET DES MÉDIAS

Documents destinés aux investisseurs

Les parties intéressées peuvent consulter le présent communiqué, les présentations qui l'accompagnent et des données financières complémentaires sur notre site www.bmo.com/relationinvestisseurs. Ces documents sont également disponibles aux bureaux de BMO Groupe financier, 100 King Street West, 1 First Canadian Place, 18th Floor, Toronto, Ontario, M5X 1A1.

Téléconférence et cyberconférence trimestrielles

Les parties intéressées sont invitées à se joindre à notre téléconférence trimestrielle, le mardi 25 novembre 2008 à 14 h (HNE). À cette occasion, les hauts dirigeants de BMO commenteront les résultats du trimestre et répondront aux questions des investisseurs. La conférence sera accessible par téléphone, au 416-695-9753 (région de Toronto) ou au 1-888-789-0089 (extérieur de Toronto, sans frais). L'enregistrement de la conférence sera accessible jusqu'au lundi 2 mars 2009, au 416-695-5800 (région de Toronto) ou au 1-800-408-3053 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 648306).

La cyberconférence trimestrielle sera accessible en direct à l'adresse suivante : www.bmo.com/relationinvestisseurs. Elle sera accessible en différé sur notre site jusqu'au lundi 2 mars 2009.

Relations avec les médias

Ralph Marranca, Toronto, ralph.marranca@bmo.com, 416-867-3996

Ronald Monet, Montréal, ronald.monet@bmo.com, 514-877-1873

Relations avec les investisseurs

Viki Lazaris, première vice-présidente, viki.lazaris@bmo.com, 416-867-6656

Steven Bonin, directeur général, steven.bonin@bmo.com, 416-867-5452

Krista White, directrice principale, krista.white@bmo.com, 416-867-7019

Chef des finances

Russel Robertson, chef des finances intérimaire

russ.robertson@bmo.com, 416-867-7360

Secrétariat général

Blair Morrison, vice-président et secrétaire général

corp.secretary@bmo.com, 416-867-6785

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires

Prix d'achat moyen

Août 2008 44,93 \$

Septembre 2008 46,40 \$

Octobre 2008 42,85 \$

Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada

100 University Avenue, 9th Floor

Toronto, Ontario M5J 2Y1

Téléphone : 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis)

Téléphone : 514-982-7800 (international)

Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis)

Télécopieur : 416-263-9394 (international)

Courriel : service@computershare.com

Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements sont priés de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les actionnaires

Secrétariat général

One First Canadian Place, 19th Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Téléphone : 416-867-6785

Télécopieur : 416-867-6793

Courriel : corp.secretary@bmo.com

Pour de plus amples informations sur ce rapport, prière de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les investisseurs

P.O. Box 1, One First Canadian Place, 18th Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Pour consulter les résultats financiers en ligne, visitez notre site Web, à l'adresse

www.bmo.com